

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

La Publicité légale des Sociétés de Commerce

Etude de droit comparé et de législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 21 Décembre 1935, à 15 heures

PAR

Géorges FOX

MEMBRES DU JURY :

Président . . . M. LESCOT, professeur.

Assesseurs. . . MM. HENRY, professeur.

PARISOT, professeur.

METZ

IMPRIMERIE DU JOURNAL LE LORRAIN, 14-16, RUE DES CLERCS

1935

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

La Publicité légale des Sociétés de Commerce

Etude de droit comparé et de législation

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Samedi 21 Décembre 1935, à 15 heures

PAR

Georges FOX

MEMBRES DU JURY :

Président . . . M. LESCOT, professeur.
Assesseurs. . . MM. HENRY, professeur,
PARISOT, professeur.

METZ

IMPRIMERIE DU JOURNAL LE LORRAIN, 14-16, RUE DES CLERCS

1935

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. GÉNY (C *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (C *, ☉ I), professeur de Droit privé.

MICHON (*, ☉ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ☉ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, †, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☉ I), professeur de Droit civil.

TROTABAS (†, ☉ A), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

PARISOT (☉ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☉ A), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

GROS, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

BERTRAND (☉ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



La Publicité légale des Sociétés de Commerce

Etude de droit comparé et de législation

INTRODUCTION

L'ÉVOLUTION DE LA PUBLICITÉ LÉGALE

La comparaison des diverses législations contemporaines relatives aux sociétés commerciales fait apparaître la place de plus en plus considérable prise par la publicité légale, et ceci non seulement de façon absolue, mais également par rapport aux autres dispositions. Les mesures édictées augmentent en nombre et croissent en complexité. L'organisation de la publicité qui se traduisait au début du XIX^e siècle par l'insertion au Code de Commerce d'un principe commenté en quelques lignes, prend dans les législations les plus récentes une place considérable : il est normal que la loi lui consacre un chapitre spécial.

Cette évolution est due à la transformation des sociétés commerciales sous la poussée des circonstances économiques ; et depuis

le début du xx^e siècle, surtout depuis la Grande Guerre, l'éclosion de scandales financiers a montré que les petits épargnants étaient parfois insuffisamment protégés. La transformation des sociétés commerciales s'est accomplie au moment où l'économie nationale est née. Les sociétés dans lesquelles on mettait en commun un âne et un bœuf ont fait place à des groupements de plusieurs milliers de membres. Avec l'apparition des grandes sociétés s'est développée la notion de limitation de la responsabilité des membres. Partout on s'est efforcé, sinon avec un égal succès, du moins avec des soins minutieux, d'éviter les abus auxquels une telle limitation peut donner lieu si elle est introduite sur une grande échelle.

Une poussée législative très nette s'est dessinée vers le début du troisième tiers du xix^e siècle ; elle a donné naissance aux lois anglaises du 7 août 1862 (25 et 26 Victoria chap. 89) et du 20 avril 1867 (30 et 31 Victoria chap. 131) ; c'est de 1863 jusqu'en 1887, année où il sera remplacé par le *Codicé di Commerciù*, que le *codicele de commerciù a lù Terei Românesu* régit les sociétés commerciales en Roumanie, alors que l'*Allgemeines Handelsgesetzbuch* autrichien porte la date du 17 décembre 1862. L'Italie promulgua en 1865 un code de commerce qui sera d'ailleurs remplacé à la date du 1^{re} janvier 1883 ; c'est à cette date également qu'est entré en vigueur le *code fédéral suisse des obligations* du 14 juin 1881, actuellement incorporé dans le code du 30 mars 1911 ; comme la loi de 1867 en France, la loi belge de 1873 refond toute la matière des sociétés. De cette époque également datent les législations actuellement encore en vigueur au Portugal (*Codigo comercial* du 28 juin 1888), en Espagne (*Codigo de Comercio* du 22 août 1885), et en Hongrie (loi des 16, 18 et 19 mai 1875, également appliquée, il y a quelques années encore, en Croatie, en Slovénie et Slovaquie).

La modification de la presque totalité des lois européennes à cette époque est due à d'importantes transformations dans l'économie des sociétés. La plupart de ces lois constituent encore à l'heure actuelle la base sur laquelle sont édifiées toutes les sociétés.

Un deuxième courant qui se dessine nettement à l'heure actuelle, a surtout pour but la protection des actionnaires contre l'emprise grandissante des dirigeants de certaines sociétés, et en général des

épargnants contre les financiers. Le législateur n'a plus tant à organiser la vie au sein de la société qu'à y délimiter des intérêts, à freiner les empiètements d'un organe social sur les autres.

Les Pays-Bas ont refondu par les lois des 2 juillet 1928 et 25 juin 1929 le Code de Commerce du 1^{er} octobre 1838 ; le Danemark a promulgué une loi très complète sur les sociétés, sous le N° 123, le 15 avril 1930 ; le régime des sociétés anglaises a été profondément modifié par le *Companies Act* 1929, alors qu'en France les lois des 23 janvier 1929, 26 avril 1930, 13 novembre 1933, 31 mars 1934 et 13 avril 1935, les décrets-lois de 1935, constituent une première étape dans la modification du régime des sociétés ; les lois luxembourgeoises de 1927 et 1930, également, semblent orienter la législation de ce pays vers une voie nouvelle. Il convient de citer les lois allemandes de 1931 — et ce fait que l'Italie, la Suisse, l'Allemagne et la France ont publié des projets qui, s'ils sont réalisés, apporteront de grandes réformes à l'état de choses actuel. Les efforts se sont surtout portés sur la suppression des abus les plus flagrants ; toutes les nouvelles mesures proposées, sauf la loi luxembourgeoise, constituent une restriction directe ou indirecte aux pouvoirs de l'organe exécutif, conseil d'administration ou administrateurs, et, par contre, un accroissement du contrôle des actionnaires.

Le but de ces mesures est d'éviter que certains intéressés ne soient tentés de répartir inégalement les bénéfices sociaux, par tous les moyens légalement permis.

LE DROIT COMPARÉ

Il est naturel et presque nécessaire que l'on puisse relever une certaine inégalité dans les différentes législations ; ceci tient, d'une part, à la mentalité spéciale à chaque nation, mais aussi, d'autre part, à la rapidité variable d'adaptation des lois aux nécessités nouvelles. En matière de publicité, cette différence est très nette : certains pays préfèrent ne modifier leur législation qu'à bon escient, en s'inspirant de l'expérience des voisins, mais la conception du rôle de la publicité varie également, en fonction, semble-t-il, de la conception de l'équilibre des pouvoirs au sein de la société.

ROLE DE LA PUBLICITÉ LÉGALE, SES INCONVÉNIENTS, SES AVANTAGES

La publicité légale est destinée à éclairer, et donc à protéger à la fois les tiers, qu'ils soient épargnants ou créanciers de la société, et les actionnaires. Elle permettra à ces derniers de contrôler les faits et gestes du conseil d'administration. Actionnaires et tiers pourront se rendre compte de l'étendue des garanties offertes par la société. La publicité légale est donc à la base de toute confiance ; elle joue un grand rôle dans l'économie nationale.

On a pu reprocher à la publicité légale de présenter des inconvénients : assurément, il serait exagéré d'exiger que la comptabilité des sociétés fût tenue sur la place publique. Mais où les détracteurs ont vraisemblablement accentué inconsciemment leurs reproches, c'est lorsqu'ils prétendent que la publicité peut causer un tort irréparable à une société en difficultés momentanées, et que, par conséquent, il faut à peu près supprimer toute publicité légale. L'objection tiendrait s'il était possible de discerner autrement qu'après coup si les difficultés sont ou non passagères. Si un commerçant se livre à des actes inconsidérés pendant la période suspecte, c'est qu'il pense que les embarras qu'il rencontre ne sont qu'un incident, et qu'une fois ce cap doublé, les affaires reprendront leur cours normal. Dans l'intérêt des tiers, il est d'ailleurs nécessaire de provoquer la disparition rapide des entreprises chancelantes.

Mais, à côté de ces inconvénients prétendus, il y a, à l'actif de la publicité légale, un nombre considérable d'avantages. Lorsqu'en Angleterre, à la suite d'une campagne de presse, une loi eût proclamé l'obligation pour les *partnerships* de publier la nationalité de leurs membres, une réaction se déclancha immédiatement, qui prouve l'efficacité de la publicité : un grand nombre de *partnerships* étrangères que la loi avait visées se transformèrent en *Companies* pour échapper à la publicité. On conçoit que, dans ces conditions, une réglementation de ce genre puisse ne recevoir qu'un accueil mêlé de méfiance de la part de certains milieux industriels. Mais, généralement, les commerçants, après s'être demandé où réside leur intérêt bien compris, se rallient aux idées du législateur ; ceci joue surtout en ce qui concerne la publicité légale des sociétés de commerce, qui accompagne

l'accession à la vie juridique d'un être nouveau, titulaire de droits et d'obligations.

LA NÉCESSITÉ DE LA PUBLICITÉ LÉGALE

Si l'ensemble des règles de publicité légale, édictées par le Code de Commerce, pouvaient tenir en deux articles, il ne faut pas perdre de vue que la constitution des sociétés était soumise à l'obtention préalable d'une autorisation administrative. Ce régime commun aux diverses législations européennes de la première moitié du XIX^e siècle permettait à l'Etat de s'opposer à ce que fût constituée une société n'offrant pas de garanties suffisantes de solvabilité.

Le développement des idées libérales devait amener le législateur à insérer dans la loi française de 1867 la faculté pour les sociétés de se créer et de fonctionner, sans autorisation préalable. Cette mesure fut reprise tour à tour par les autres législations, de telle sorte qu'elle est à peu près générale à l'heure actuelle en Europe. Le contrôle de l'Etat disparaissant, il fallait permettre aux sociétaires eux-mêmes de contrôler l'emploi qui allait être fait ou que l'on faisait de leur argent. Il eût été paradoxal que l'on permît à des épargnants d'investir leurs capitaux dans une entreprise sans qu'on leur donnât ensuite la possibilité de la surveiller. Il fut décidé que l'assemblée générale des actionnaires serait réunie au moins une fois par an, et qu'elle chargerait une ou plusieurs personnes de contrôler les livres de la société et d'établir un rapport sur l'activité du groupement. L'assemblée générale pourrait seule modifier les statuts et nommer des administrateurs, qui seraient responsables envers elle.

Disposant de tous les pouvoirs, les actionnaires dirigeaient et contrôlaient donc la société. Dans ces conditions, la seule publicité légale qui paraissait nécessaire était celle destinée à rappeler aux actionnaires les dates de réunion de l'assemblée générale, et celle destinée à fournir aux tiers désireux d'entrer en relations avec la société, le texte des statuts et le nom des administrateurs. Le temps devait modifier entièrement la situation que le législateur du XIX^e siècle avait voulu créer.

Le développement du titre au porteur, la dispersion des valeurs

mobilières entre une multitude de petits épargnants, la démocratisation de l'épargne et la puissance des syndicats financiers ont rendu inopérantes les garanties que la loi croyait trouver dans l'omnipotence de l'assemblée générale.

Les petits actionnaires désertent de plus en plus l'assemblée, soit qu'ils ignorent les dates de la réunion, soit qu'ils se désintéressent de la marche d'une affaire qu'ils ne connaissent que par la cote de la Bourse, soit qu'ils se persuadent de leur impuissance en face d'un conseil d'administration auquel la possession de pouvoirs en blanc assure le plus souvent la majorité.

L'épargne abdique en faveur de la finance organisée dans ses syndicats, ses holdings, ses cascades de filiales.

Dès lors, l'assemblée générale qui, en droit, reste toute puissante, n'est plus, en fait, qu'une formalité pour un conseil omnipotent, à moins qu'elle ne soit l'occasion d'une lutte d'influences entre deux groupements de financiers.

Les administrateurs ne sont plus qu'en apparence les mandataires des actionnaires : ils sont les maîtres absolus de l'affaire, ou les représentants de syndicats qui se disputent la direction. Les commissaires, choisis en fait par les administrateurs, se bornent à un simple pointage comptable ; leur rapport ne comble aucune des lacunes de celui que le conseil fait aussi vague et aussi obscur que possible. Leur contrôle est en fait inexistant dans les pays où ils sont nommés directement par l'assemblée générale.

La conception que l'on avait de la publicité légale au milieu du siècle dernier est donc désuète. Nous sommes en présence d'une matière qu'il convient de remanier sur des bases entièrement nouvelles. La plupart des pays ont modifié leur législation sur ce point, ou tout au moins élaboré des projets en ce sens.

Nous passerons en revue, dans une première partie de cette étude, les solutions préconisées dans divers pays ; et nous consacrerons la deuxième partie à examiner les mesures susceptibles d'être utilement appliquées en France.

PREMIÈRE PARTIE

LA PUBLICITÉ LÉGALE DANS DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES

INTRODUCTION

Certaines législations européennes ont, à l'heure actuelle, organisé de façon satisfaisante la publicité légale des sociétés commerciales. L'étude de leurs dispositions ne peut toutefois être fructueuse que si nous pouvons en tirer des enseignements pour l'élaboration des principes directeurs de la réforme à opérer en France.

Nous verrons, en effet, dans un premier chapitre, que le système français de publicité légale est devenu déficient. Les lacunes qu'il révèle se sont également manifestées en Angleterre et en Allemagne ; ces deux pays ont, au point de vue commercial, une mentalité suffisamment proche de celle que l'on trouve en France, pour nous permettre d'examiner dans un deuxième et un troisième chapitres les réformes qu'ils ont introduites.

La législation italienne, que nous étudierons ensuite très brièvement, présente un retard appréciable sur celle des pays voisins, mais deux projets extrêmement intéressants ont été élaborés en 1922 et 1925, avec l'aide du Gouvernement. Le système politique que l'Italie s'est donné a imprimé aux projets Vivante et d'Amelio une tendance

qu'il n'est pas inutile de comparer à celle du *Codice di commercio*.

Le Code de commerce français a, en effet, servi de base au droit positif italien contemporain, et nous assistons, en Italie comme en Belgique, à une refonte de la législation issue des codes napoléoniens. Dans ce dernier pays, toutefois (chapitre 5), il n'y a pas de grands projets à l'étude. La législation mérite néanmoins un commentaire, en raison de la communauté d'origine qu'elle a avec la loi française.

Le grand projet de refonte de la loi belge a été présenté par Nyssens, pour être appliqué dans le Grand-Duché de Luxembourg (chapitre 6). Aussi avons-nous consacré une place très large à l'œuvre de Nyssens. Ce dernier peut en effet être considéré comme un précurseur du système de publicité légale auquel toutes les législations tendent à se rallier de plus en plus.

CHAPITRE PREMIER

FRANCE ⁽¹⁾

La loi du 24 juillet 1867, toujours considérée comme la loi fondamentale sur les sociétés de commerce, a, depuis sa promulgation, révélé en matière de réglementation, surtout, des insuffisances pouvant donner lieu à des critiques. Ce fait, assez naturel il est vrai, a eu pour conséquence l'élaboration de quelques mesures législatives portant sur des points de détail nécessitant impérieusement une retouche. Le respect dont est entouré la loi de 1867 et son ampleur n'ont jamais permis qu'elle fût refondue. Les lois se sont succédées, se juxtaposant ou se complétant.

Certains projets ont été étudiés et discutés par l'une ou par l'autre Assemblée législative ou par des groupements scientifiques au premier rang desquels il convient de citer la Société d'Etudes législatives. Ils sont devenus classiques, mais ont le plus souvent perdu tout autre intérêt que l'intérêt historique.

L'augmentation considérable du nombre des sociétés depuis trente ans ⁽²⁾ a souligné, de façon particulière, les insuffisances de la loi de 1867 ⁽³⁾. Il est nécessaire de refondre complètement la loi française sur les sociétés commerciales, car, de même que l'on n'élève pas un mur en le recouvrant de cailloux, ne peut-on obtenir de système législatif homogène en retouchant par fragments une loi existante.

LA LÉGISLATION CONTEMPORAINE

A l'heure actuelle, la publicité légale des sociétés de commerce peut être rattachée, si l'on écarte des règles spéciales à certaines caté-

gories de sociétés, à trois lois fondamentales, promulguées en 1867, 1907 et 1919, et elles-mêmes remaniées à différentes reprises. Nous citerons, parmi les remaniements les plus importants, celui réalisé tout récemment (8 août et 30 octobre 1935) par le Gouvernement, qui a usé pour ce faire des pouvoirs exceptionnels que lui avait conférés, pour la sauvegarde du franc, la loi du 8 juin 1935. Les décrets ainsi pris ne sont pas encore tous entrés en vigueur.

A. — La loi du 24 juillet 1867 est seulement applicable aux sociétés constituées après sa promulgation ou se plaçant volontairement sous son empire. Elle a laissé dans une situation bien curieuse les sociétés constituées avant qu'elle ne fût promulguée, car elle a abrogé les articles 42 à 46 du Code de Commerce ; les sociétés constituées sous l'empire du Code, et qui n'ont pas déclaré se soumettre à la loi, sont donc dégagées de toute obligation d'effectuer la publicité légale prévue⁽⁴⁾. La question présente un intérêt plus actuel qu'il ne semble au premier abord, car les sociétés bénéficiant de cette lacune se montrent heureuses de rappeler ce détail aux intéressés⁽⁵⁾.

Les dispositions de la loi de 1867 sont par ailleurs fort simples⁽⁶⁾.

Il suffit du dépôt, dans le mois de la constitution, d'un double ou d'une expédition de l'acte constitutif aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix ainsi que de la publication d'extraits dans un journal d'annonces légales pour satisfaire au vœu de la loi. Le texte des documents déposés devra également être affiché au siège social, les statuts délivrés à tous requérants. Dans le cas de constitution d'une société anonyme, les noms et domicile des souscripteurs devront figurer dans les documents déposés, avec l'indication du nombre des actions souscrites par chacun d'eux.

Les actes portant modification aux actes publiés et notamment des augmentations ou diminutions du capital devront naturellement faire l'objet de la même publicité. La loi prévoit également que l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes doivent être mis à la disposition des commissaires le quarantième jour, au plus tard, avant l'assemblée générale et être présentés à cette assemblée.

De plus, dans la quinzaine qui précède l'assemblée générale ordinaire, tout actionnaire peut prendre, au siège social, communication

de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

Lorsque sera entré en vigueur le décret du 30 octobre 1935 relatif aux formalités de publicité des sociétés, le dépôt d'un exemplaire à chacun des greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix sera remplacé par le dépôt de deux originaux au greffe du tribunal de commerce du siège social (article 55 de la loi du 24 juillet 1867, dans sa nouvelle rédaction).

Sera supprimée la justification de l'insertion par l'enregistrement, dans les trois mois de sa date, d'un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur et légalisé par le maire. Une cause très importante de nullités (voir ci-après 2^e partie, 4^e chapitre) se trouvera de ce fait supprimée.

Les nouveaux décrets édictent également des mesures de faveur pour les sociétés à responsabilité, qui seront dispensées, au cas où elles auraient des agences ou des succursales, de faire au siège de ces agences ou succursales les formalités de publicité légale autres que celles prescrites par la loi de 1919 sur le registre du commerce.

Un décret du 30 octobre 1935, déjà entré en vigueur, modifie également l'article 35 de la loi de 1867, auquel sont ajoutées les dispositions suivantes :

Le bilan et le compte de profits et pertes présentés à l'assemblée des actionnaires doivent être établis chaque année dans la même forme que les années précédentes, et les méthodes d'évaluation des divers postes doivent être immuables, à moins que l'assemblée générale, après avoir pris connaissance des motifs exposés dans le rapport des commissaires, n'approuve expressément chacune des modifications apportées, soit au mode de présentation des chiffres, soit aux méthodes d'évaluation.

.....

Les actionnaires dont les titres sont nominatifs et qui en auront fait la demande doivent être convoqués, à leurs frais, à toute assemblée par une lettre expédiée dans le délai imparti pour la convocation de cette assemblée.

Un décret en date du 8 août 1935 a modifié les articles 15, 32,

33, 34 et 45 de la loi de 1867, en ce qui concerne la responsabilité pénale des administrateurs et le choix et les attributions des commissaires. En ce qui concerne ces derniers, le décret édicte des causes d'incompatibilité ou d'indignité à la fonction ; ces mesures semblent d'ailleurs devoir être peu efficaces. Par contre, le décret exige pour les sociétés faisant appel à l'épargne, qu'un des commissaires au moins soit choisi sur une liste établie par une commission siégeant au chef-lieu de la Cour d'Appel du siège social.

Un autre décret, du 8 août 1935 également, a réglementé le démarchage. L'avis de la Chambre des députés, qui s'était prononcée le 24 mars 1931 en faveur d'une réglementation, a donc prévalu sur celui de la Commission de législation civile et criminelle du Sénat qui préconisait l'interdiction. Un certain nombre d'opérations sont toutefois interdites, tel le corportage, qui comporte la livraison immédiate et à domicile des titres. De plus, les banquiers seront civilement responsables des fautes, des imprudences ou des négligences de leurs démarcheurs qui seront considérés comme leurs préposés, et l'insertion dans les prospectus de renseignements faux ou inexacts rendra leurs auteurs passibles des peines de l'escroquerie.

Divers autres décrets règlent le contrôle des sociétés de capitalisation et d'assurance sur la vie.

Une loi en date du 13 avril 1935 et dont le but — éviter les votes de surprise — est parfaitement justifié, prévoit que préalablement à l'assemblée générale extraordinaire, réunie en vue de la modification des statuts de la société, le texte imprimé des résolutions sera tenu à la disposition des actionnaires quinze jours au moins avant la date de la réunion, au siège de la société (7).

B. — L'article 3 de la loi de finances du 30 janvier 1907 n'a pas trait directement au fonctionnement de la société ; son but est de faire précéder les transactions sur les titres de formalités destinées à permettre aux acquéreurs éventuels de les estimer en connaissance de cause. Cette loi, qui est l'aboutissement des travaux d'une commission créée en 1902 et présidée par le doyen Lyon-Caen, prévoit la création d'un bulletin annxe au *Journal Officiel* et intitulé *Bulletin des annonces légales obligatoires à la charge des sociétés financières*,

ou plus habituellement B. A. L. O. par abréviation. Ces dispositions législatives, complètes pour l'époque, peuvent aujourd'hui paraître à certains points de vue insuffisantes : en plus des mentions strictement nécessaires à une identification complète de la société émettrice, l'insertion au B. A. L. O. doit contenir « le dernier bilan certifié conforme ou la mention qu'il n'en a pas été dressé encore, le montant du capital social, le taux de chaque catégorie d'actions et le capital non libéré », le montant des obligations émises ou à émettre, leur intérêt et les garanties qui y sont attachées.

« Il devra, en outre, être fait mention des avantages stipulés au « profit des fondateurs et des administrateurs, du gérant et de toute « autre personne, des apports en nature et de leur mode de rémunération, des modalités de convocation aux assemblées générales et « de leur lieu de réunion. »

Celui qui propose des titres à des tiers est obligé de reproduire dans la publicité les mentions publiées au B. A. L. O., ou tout au moins les références à ce journal.

C. — Le registre du commerce a été introduit en France par la loi du 18 mars 1919 ; il se trouve, depuis quelques mois à peine, organisé comme l'a prévu la loi. Tout commerçant et toute société commerciale sont astreints à requérir leur immatriculation au registre du commerce tenu par les greffiers des tribunaux de commerce. L'inscription comporte pour les sociétés, en plus des indications nécessaires à leur identification, les noms, prénoms, lieu et date de naissance des administrateurs et des directeurs, les lieux où la société a des succursales et agences en France et à l'étranger, les brevets d'invention exploités et les marques employées.

Les inscriptions primitive ou modificatives sont opérées sur requête des intéressés, après justification de l'exécution des autres mesures de publicité légale. Tout requérant peut obtenir copie des inscriptions ou communication du registre sans déplacement.

La loi de 1919 a prévu, en outre, un registre central qui serait tenu par l'Office National de la Propriété Industrielle. La confection de ce registre s'est poursuivie depuis 1920, mais en raison de compressions de personnel⁽⁸⁾, ce registre n'a été complètement mis à

jour que depuis l'année dernière. Ce registre central ne contient que la raison sociale, l'objet de la société et son siège, et renvoie, pour le surplus, au registre local ; cette complication aurait pu être évitée, car elle enlève au registre central une grande partie de son utilité.

Toutefois, le décret du 30 octobre 1935 prévoit une modification à cet état de choses. Le législateur a décidé que « les informations essentielles touchant la vie de toutes les sociétés seront concentrées au registre central du commerce, qui est tenu à l'Office National de la Propriété Industrielle ». (Rapport au Président de la République). Le décret prévoit l'obligation pour les greffiers des tribunaux de commerce d'envoyer à l'Office National un des deux originaux des documents qui leur sont remis.

L'article 63 de la loi du 24 juillet 1867 (nouvelle rédaction) stipule que toute personne a le droit de prendre communication des pièces ainsi transmises à l'Office National de la Propriété Industrielle, ou même de s'en faire délivrer, à ses frais, un extrait par le directeur de l'Office National de la Propriété Industrielle.

Le décret n'a malheureusement pris qu'une demi-mesure : la co-existence de deux organismes subsiste : greffes des tribunaux de commerce et Office National. Le rôle de ce dernier organisme est toutefois très étendu, puisqu'il va se trouver chargé de la publicité prévue par la loi de 1867.

LES CRITIQUES DU SYSTÈME ACTUEL

La loi de 1867 venait à peine d'être promulguée, que les premières critiques se faisaient jour. Dès 1869, un de ses auteurs en demandait la révision, et en 1875, M. le Garde des Sceaux, Dufaure, réunissait une commission extra-parlementaire chargé de préparer un projet en ce sens. L'œuvre de cette commission étant demeurée inachevée, une nouvelle commission fut nommée, dont les travaux aboutirent au dépôt, au Sénat, le 6 décembre 1883, d'un projet de loi par M. le Garde des Sceaux Martin-Feuillée.

La promulgation des lois ultérieures n'a pas tari les critiques à l'adresse de la publicité légale, telle qu'elle est actuellement pratiquée en France. Il s'agit de critiques de détail souvent, mais quelquefois

aussi de critiques d'ensemble ; avant d'étudier les projets de loi les plus importants, qui sont actuellement encore en discussion, nous examinerons les principales critiques que l'on peut formuler contre le système actuel de publicité légale. Nous soulignerons au passage les inconvénients auxquels les décrets récents ont porté remède.

A. — Le dépôt aux greffes des tribunaux de commerce et des justices de paix aboutit à une décentralisation telle qu'elle pourrait être qualifiée d'éparpillement. Les raisons de cette publicité locale ont en grande partie disparu avec la constitution des grandes sociétés et le développement du commerce et des moyens de communication. La facilité consistant à obtenir au chef-lieu de canton du siège social des renseignements oraux est très amoindrie, la plupart des greffiers se refusant à donner suite aux demandes qui leur sont faites sous prétexte de manque de place et de personnel. Ces motifs sont d'autant plus admissibles que la délivrance d'extraits donne lieu à la perception d'un droit de greffe supérieur à celui prévu pour les renseignements oraux. C'est également cette dernière raison qui semble être à la base de l'opposition des greffiers, à la création d'un office central tel qu'il existe en Angleterre ⁽⁹⁾, emportant suppression de la publicité locale ⁽¹⁰⁾. Opposition sans réplique, semble-t-il, que l'on a considérée comme un obstacle aux projets de centralisation ⁽¹¹⁾, et dont le résultat est de laisser les renseignements concernant les sociétés françaises répartis en plus de 400 endroits différents ⁽¹²⁾. La situation sera grandement améliorée lorsque seront appliquées les mesures décidées par les nouveaux décrets.

B. — Pour attirer l'attention des intéressés sur la constitution de la société, puis sur les phases importantes de son évolution, la loi de 1867 a prévu des insertions dans un journal d'annonces légales.

L'article 3 de la loi de finances du 30 janvier 1907, les décrets des 23 février 1907 et 3 février 1912, ont, d'autre part, créé un organe de ce genre dénommé « *Bulletin des annonces légales obligatoires à la charge des sociétés financières* » (B. A. L. O.).

Mais ce bulletin ne reçoit que très peu de publications ⁽¹³⁾, qui sont : les notices préalables à toute émission dans le public ⁽¹⁴⁾, les convocations pour les deuxième et troisième assemblées générales

d'actionnaires⁽¹⁵⁾, les convocations aux assemblées de porteurs de parts⁽¹⁶⁾, la dénomination et l'adresse de l'établissement chargé éventuellement du service des transferts de toute société française émettrice⁽¹⁷⁾.

Par contre, nous trouvons dans le corps même du *Journal Officiel* la publication annuelle du compte général de profits et pertes et de quelques autres indications concernant les sociétés d'assurances, ainsi que la mention de l'enregistrement de ces mêmes sociétés par le Ministère du Commerce et des sociétés de capitalisation par le Ministère du Travail⁽¹⁸⁾, la publication des tableaux d'amortissement et de tous les tirages des titres émis dans le public⁽¹⁹⁾. Nous nous trouvons donc en présence, pour le seul *Journal Officiel* et son annexe, d'une dualité inexplicable d'organes de publicité légale. La distinction entre les faits insérés au *Journal Officiel* et ceux insérés au B. A. L. O. est visiblement due au hasard des amendements présentés au cours de la discussion des projets de lois devant l'une ou l'autre Assemblée.

B. A. L. O. et *Journal Officiel* sont donc des esquisses du *Reichsgesetzblatt*, sans plus ; mais, d'un autre côté, s'est également fait jour une tendance vers la centralisation des informations commerciales : la publicité des ventes de fonds de commerce, des jugements déclaratifs de faillite ou d'ouverture de liquidations judiciaires est effectuée dans un organe spécial édité également par l'Imprimerie Nationale, le *Bulletin officiel des ventes de fonds de commerce*, dont la présentation est assez heureuse, et qui a le mérite de comporter des tables alphabétiques à chaque numéro.

Malgré cet essai de centralisation, la publicité originaire et la publicité des modifications apportées aux statuts doivent être opérées « dans l'un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales ». La solution est bonne en un temps où, et en un pays dans lequel une constitution de société est à enregistrer tous les mois. L'intéressé trouvera entre les faits divers et les réclames insérées dans son journal habituel, l'extrait prévu par la loi. Mais, depuis le développement de la presse et la loi du 24 juillet 1881, la question ne se présente plus sous le même aspect : les journaux se sont multipliés et le problème est devenu complexe.

La situation actuelle est mauvaise à Paris par exemple : la Préfecture de la Seine désigne, tous les ans, un certain nombre de journaux pour recevoir la publicité légale ; l'opération se fait d'après des règles qui ne paraissent pas très nettement établies, et qui semblent laisser une place assez large à l'arbitraire et à ses conséquences. Parmi les trente-six journaux actuellement ainsi habilités, se trouvent, en effet, en dehors de journaux quotidiens d'informations judiciaires particulièrement sérieux, des hebdomadaires à caractère littéraire dont la désignation peut étonner, et des feuilles pour lesquelles la publicité légale est, à défaut de lecteurs, le seul moyen d'existence.

Une personne désirant suivre régulièrement la publicité légale à Paris devrait inscrire annuellement à son budget une somme de quatre à cinq mille francs pour s'abonner à chacun de ces journaux, — dépense de toute évidence exagérée, — et s'astreindre à un fastidieux travail de dépouillement. L'insertion dans les journaux devient une lourde charge pour les sociétés et ne répond plus au vœu de la loi.

Notons en passant que ni le *B. A. L. O.*, ni le *Journal Officiel* ne sont habilités à recevoir la publicité originaire de la société.

La publicité légale opérée dans ces conditions a beaucoup de chances de passer inaperçue des personnes autres que celles faisant profession de tenir une agence de renseignements. Il ne saurait, de plus, être question de compulser après coup ces différents journaux ailleurs qu'à leur rédaction respective. Les auteurs du décret du 30 octobre 1935 semblent d'ailleurs avoir parfaitement vu les inconvénients de la situation actuelle. Le rapport au Président de la République contient, en effet, un alinéa ainsi rédigé : « Pour réaliser une centralisation qui facilitera la recherche de la documentation dans les dépôts au greffe, les publications dans les journaux d'annonces légales et les inscriptions au registre du commerce, le *Bulletin d'annonces légales obligatoires* annexé au *Journal Officiel* mentionnera l'accomplissement de ces formalités avec toutes les références propres à permettre d'en retrouver les éléments ».

Or, aucune disposition ne vient, dans les décrets publiés, sanctionner cette promesse. Il faut supposer que le texte relatif à cette publication au *B. A. L. O.* a été écarté au dernier moment, et que, dans la précipitation qui semble avoir entouré la confection de ces centaines

de décrets, le rapport au Président de la République n'aura, par omission, pas été corrigé.

Nous ne croyons d'ailleurs pas que cette publication au B. A. L. O. ait été une simplification.

C. — Telle que la loi de 1867 et les lois postérieures l'ont prévue, la publicité légale n'est pas assez large.

Certains détails seraient utiles à connaître qui ne figurent obligatoirement nulle part : la loi de 1919 a comblé une lacune des lois précédentes qui ne prévoyaient pas la publication de l'objet social ; mais la législation actuelle n'exige pas que soit publié le nom du liquidateur. Cette lacune sera comblée lors de l'application du décret du 30 octobre relatif aux formalités de publicité (nouvelle rédaction de l'article 7 de la loi du 18 mars 1919, paragraphe 4). Aucune obligation n'existe de faire figurer, même au siège social, sur une plaque ou un tableau visibles, la raison sociale ou le capital⁽²⁰⁾. Il n'est pas nécessaire de publier la liste nominative des souscripteurs dans le cas de constitution d'une société en commandite par actions, alors que pareille obligation existe pour les sociétés anonymes⁽²¹⁾.

La déficience de la publicité légale se fait surtout sentir en ce qui concerne l'étendue et la gestion du capital social⁽²²⁾.

La loi prévoit, d'une part, l'obligation pour la société de mettre à la disposition des commissaires aux comptes un état semestriel et, d'autre part, la discussion du bilan par l'assemblée générale annuelle. Aucune réglementation n'existait, avant les décrets du 30 octobre 1935, au sujet de la confection du bilan, sauf en des cas spéciaux. Les abus possibles ont été écartés pour les entreprises d'assurances sur la vie, par la loi du 17 mars 1905 qui a posé des règles étroites devant présider à la confection de leurs bilans. D'autre part, à la suite d'une demande de l'Association Nationale des sociétés par actions, le Ministre des Finances a, dans une solution du 29 janvier 1932, admis divers modes d'évaluation des titres en portefeuille⁽²³⁾.

La portée d'une pareille mesure n'est pas très grande, et l'on peut dire que les sociétés peuvent évaluer comme elles l'entendent les divers éléments de leur patrimoine ; une très grande partie des abus possibles sera toutefois supprimée à l'avenir, par l'obligation que nous

avons vue, pour les sociétés, d'établir tous leurs bilans d'après les mêmes méthodes d'évaluation. Rappelons que la question de la réglementation des bilans avait déjà été examinée par la commission extra-parlementaire de 1902, qui s'était prononcée contre toute législation y relative. Elle fut reprise par la Société d'études législatives en 1917⁽²⁴⁾, puis par une proposition de loi présentée en 1921 par M. Fleury-Ravarin⁽²⁵⁾, et plus récemment par deux propositions de M. Chastenet⁽²⁶⁾ et de M. Lesaché⁽²⁷⁾, cette dernière tendant à obliger les sociétés à insérer dans leur bilan la « désignation exacte des valeurs mobilières et immobilières possédées par la société, avec leur évaluation au cours du jour ». C'est une solution dont les inconvénients sont trop apparents et qui ne constitueraient qu'une réglementation de détail.

La proposition Lesaché et le projet de loi n° 2416 (projet Daladier) du 17 octobre 1935 posèrent la question à nouveau, et c'est leur solution qui vient de passer dans le décret du 30 octobre 1935⁽²⁸⁾.

D. — Malgré sa promulgation récente, la loi de 1919 n'est pas à l'abri des critiques.

Un inconvénient vient de la complication du processus nécessaire pour obtenir les renseignements complets sur les sociétés. L'indication du numéro d'immatriculation au registre, porté sur le papier à lettres de chaque société, comme de tout commerçant, facilite les recherches. Mais les renseignements obtenus sont fragmentaires, ce qui nécessite souvent des recherches complémentaires dans les documents publiés conformément à la loi de 1867.

De plus, il est regrettable que les sanctions prévues par la loi ne soient appliquées que lorsque les assujettis refusent délibérément, et avec une mauvaise foi évidente, de requérir leur immatriculation ou une inscription modificative. Sur plainte d'intéressés, les greffes envoient au délinquant une invitation à se mettre en règle dans les quinze jours. Ce n'est qu'en cas de refus de ce dernier, après qu'ordinairement l'avis lui aura été réitéré par le greffe, qu'il est traduit devant les tribunaux consulaires ou correctionnels compétents, et condamné à l'amende. La délivrance d'invitations à se mettre en règle avant que ne soient appliquées des sanctions, très faibles s'il n'y a

pas intention frauduleuse, a pour résultat l'existence d'un nombre considérable d'inscriptions périmées ou non tenues à jour.

Malheureusement, dans la pratique, certains greffes ne fournissent pas les renseignements complets prévus par la loi. C'est ainsi que les copies d'immatriculation délivrées par certains greffes portent la mention, dans la case réservée aux nantissements : « La présente copie ne mentionne que les indications qui ont pu jusqu'à ce jour être portées au registre du commerce et pour lesquelles des renseignements complets et précis ne peuvent être fournis que par les états prévus par les lois spéciales » (extraits délivrés par le greffe du tribunal de commerce de la Seine).

Il est exact que l'article 32 de la loi du 17 mars 1909 prévoit déjà la publication des nantissements sur fonds de commerce. Mais il s'agit ici d'une question de principe, de savoir si le registre du commerce est un répertoire de renseignements ou s'il doit seulement contenir les faits non publiés en vertu de dispositions législatives spéciales.

Si cette deuxième opinion devait être la bonne, il aurait été inutile d'y prévoir la mention des brevets, puisqu'ils figurent avec les marques déposées au Bulletin Officiel de la Propriété Industrielle. Il aurait dû en être de même pour la mention du capital des sociétés à responsabilité limitée, anonymes ou en commandite par actions, et qui doit déjà figurer sur le papier à lettres.

Ceci montre que l'intention du législateur de 1919 fut donc certainement, et les travaux préparatoires de la loi le confirment, de considérer le registre du commerce comme un répertoire de renseignements sur les commerçants. Et cette publicité dont on a dit qu'elle était de deuxième zone, ne fait que se superposer aux modes de publicité déjà existants.

Et en ne mentionnant pas les nantissements sur les copies qu'ils délivrent, les greffiers interprètent donc trop largement la loi.

Mais l'organisation du registre du commerce est elle-même trop souvent déficiente, parce que toutes les dispositions légales ne sont pas appliquées. Et ce défaut vient essentiellement du manque de contrôle des greffiers, qui n'ont pratiquement comme stimulant que la satisfaction du devoir accompli.

LES PROJETS DE LOI VISANT L'ENSEMBLE DU SUJET

Profitant de la très large faculté qu'ils ont de déposer des propositions de lois, de nombreux députés ont, au cours de ces dernières années, présenté des modifications partielles du système actuel de la publicité légale. Nous n'analyserons pas ces documents, car le système actuellement en vigueur en France doit être non pas corrigé, mais entièrement remanié. Trois projets de lois, que nous allons voir successivement, ont le mérite de traiter la question dans son ensemble : le projet de la Société d'études législatives, la proposition de la loi déposée par M. Lesaché, et le projet de loi déposé le 17 octobre 1933, alors que M. Daladier était Président du Conseil.

A) *Le projet établi par la Société d'études législatives en 1931* est, comme son nom l'indique, une œuvre émanant d'un groupement privé. Ce travail a été entrepris à la suite d'un vœu de la Chambre de Commerce de Strasbourg, demandant que soient mises en harmonie les mesures de publicité légale prévues par les lois spéciales à l'Alsace et à la Lorraine, et celles édictées par la législation française.

Le projet divisé en cinq articles, mais d'une ampleur de plus de dix pages⁽²⁹⁾, vise uniquement la réforme de la publicité légale en matière commerciale. Il doit, pour ce motif, rester dans le cadre des lois actuelles, et se borner à modifier cinq textes législatifs répartis dans le Code de Commerce ou les lois postérieures.

Des dispositions nouvelles doivent d'abord venir compléter la loi de 1919 sur le registre du commerce. Il est prévu que le siège social devra être indiqué séparément, pour ne plus pouvoir être confondu avec les succursales ou autres établissements. Les administrateurs devront, de plus, ce qui est une nouveauté, décrire sommairement les apports en nature et en indiquer la valeur. Le registre du commerce mentionnera également la date où les mesures de publicité prévues par la loi de 1867 ont été opérées. Ce dernier point montre un souci de la part des auteurs du projet, de créer un lien entre les deux lois de 1867 et de 1919. Mais, tout en souhaitant une fusion aussi complète que possible de ces lois, on ne peut s'empêcher de considérer la mention de ces dates au registre du commerce comme une mesure inutile, les greffiers des tribunaux de commerce étant déjà obligés, ne serait-

ce que pour faciliter les recherches, de tenir un répertoire comportant ces mentions.

Le projet comble une grave lacune de la loi de 1919, en prévoyant l'obligation d'insérer au registre du commerce toute dissolution de société quelle qu'en soit la cause, le mode de liquidation et le nom des liquidateurs. Devront de même figurer les décisions des assemblées générales réunies à la suite de la perte de plus des trois quarts du capital social.

Il est également prévu que l'inscription des nantissements sur le fonds de commerce devra être portée d'office par le greffier du tribunal de commerce, qui est déjà habilité par la loi de 1909 pour recevoir la publicité spéciale aux nantissements. Pour ne pas nuire au crédit des intéressés ayant remboursé leurs créanciers et pour mettre le projet en concordance avec la loi de 1909, il est prévu que l'existence d'inscriptions radiées ne devra pas être communiquée au public.

Le projet considérant, avec la loi de 1919, le registre central tenu par l'Office de la Propriété Industrielle comme une copie servile de certains éléments des registres locaux, il s'ensuit que les difficultés rencontrées à propos des sociétés étrangères lors de la rédaction de la loi de 1919, apparaissent à nouveau.

La solution adoptée par la Société d'études législatives est assez curieuse : elle conduit à n'obliger les sociétés étrangères ayant plusieurs succursales ou agences en France, à requérir qu'une seule fois leur inscription au registre du commerce. Elles pourront même choisir le registre du lieu où est située la succursale ou l'agence la plus importante ou celui du lieu de l'établissement le plus ancien. Les recherches se trouvent de ce fait être assez compliquées.

Les sanctions sont également modifiées et renforcées. Les tribunaux répressifs sont saisis dans tous les cas. Lorsque la personne traduite en justice pour défaut d'inscription prétend ne pas être commerçante, l'exception devra être portée devant le tribunal civil, — alors qu'actuellement le tribunal de commerce est juge du fond et de l'exception, — la compétence du tribunal correctionnel étant réservée au cas de déclaration fausse ou inexacte.

Notons encore, en plus de quelques modifications apportées par le projet à la rédaction de la loi de 1919, une disposition assez curieuse

prévoyant la possibilité pour les Chambres de Commerce de demander tous les mois au greffe du tribunal de commerce un exemplaire des déclarations effectuées par les commerçants.

Le projet propose ensuite la modification de la loi de 1867. Les sociétés étrangères doivent, dans le mois qui suit l'ouverture de leur premier établissement en France, opérer les formalités de publicité légale requises pour les sociétés françaises.

Les journaux d'annonces légales, au lieu de publier un extrait des statuts, devront insérer, dans les quarante-cinq jours, le texte de la déclaration faite au registre du commerce.

Enfin, en ce qui concerne les sanctions, la nullité de la société est remplacée par l'inopposabilité aux tiers. Le projet prévoit également des sanctions pénales contre les administrateurs.

Notons, pour terminer, l'examen du projet — ses autres dispositions intéressant les commerçants-individus et non les sociétés commerciales — que la publicité légale serait la même pour les sociétés à responsabilité limitée que pour les sociétés anonymes.

B) *La proposition de loi* déposée sur le bureau du Sénat par M. Lesaché et quelques-uns de ses collègues ne vise pas spécialement la publicité légale. Le but poursuivi est de retoucher la loi de 1867 dans quelques-unes de ses dispositions.

Une innovation qui répondrait à un besoin constaté, consiste dans l'obligation pour les fondateurs de sociétés par actions de déposer l'acte statutaire chez un notaire ou au greffe du tribunal de commerce, où ils sont à la disposition des souscripteurs éventuels. Lorsque l'épargnat est sollicité d'apporter ses fonds dans une société nouvelle, il faut qu'il puisse se renseigner, s'il le désire.

Or, la loi du 24 juillet 1867 ne s'occupe pas du contrat de souscription cependant essentiel. Le nouvel article, rédigé par M. Lesaché, permettrait aux souscripteurs d'apprécier l'importance de l'acte qui les engage, lorsqu'ils acceptent, par la signature du bulletin de souscription, l'offre faite par les fondateurs, cet engagement restant soumis, bien entendu, à la condition de la constitution de la société. Le bulletin de souscription fournit les indications précises qui révèlent les bases essentielles du pacte social.

En ce qui concerne la publication des convocations aux assemblées générales, il est prévu (article 13) qu'elle doit être également opérée, à peine de nullité des délibérations, au *Bulletin des annonces légales obligatoires*, quinze jours au moins avant la réunion.

C) *Le projet Daladier.* — Le 17 octobre 1933 a été déposé à la Chambre des députés, sous le n° 2416, un projet de loi tendant à la protection de l'épargne par la réforme du régime des sociétés par actions et de la publicité financière. Ce projet est signé de dix ministres, dont M. Edouard Daladier, Président du Conseil. Les auteurs du projet sont partis du principe que la réforme proposée perdrait de son efficacité si elle n'était accompagnée de mesures propres à améliorer l'organisation et le fonctionnement des sociétés par actions ; ils proposent l'abrogation des quarante-sept premiers articles de la loi de 1867, ainsi que du titre IV contenant les dispositions relatives à la publicité des actes de sociétés.

Une innovation importante, inscrite au projet, est constituée par la réglementation du contrat de souscription. Le projet spécifie tout d'abord (article 4) qu'avant toute souscription du capital, un exemplaire des statuts doit être déposé chez un notaire ou au greffe du tribunal de commerce, jusqu'à la constitution définitive de la société.

Le contrat de souscription est conclu par la signature d'un bulletin de souscription dont un exemplaire devra être laissé au souscripteur.

Le bulletin de souscription doit indiquer : la raison sociale, le siège et la forme de la société, l'indication sommaire de l'objet social, le montant du capital social, des diverses catégories d'actions, le mode de libération et la valeur nominale pour chaque catégorie, une distinction spéciale étant faite, s'il y a lieu, entre la part du capital représentée par des apports en nature et la part du capital à réaliser en espèces. Le bulletin devra, de plus, énoncer la référence au numéro du B. A. L. O. contenant, le cas échéant, la publication spéciale requise en cas d'émission des titres en public, la date et le lieu de dépôt des statuts, le lieu où les souscriptions sont reçues.

Des sanctions pénales assez fortes sont prévues à l'encontre des contrevenants ; les peines de l'escroquerie, et l'interdiction de parti-

ciper sous peine d'amende, pendant cinq ans, à la constitution et à l'administration de sociétés par actions, sont applicables contre ceux qui simuleraient des versements, publieraient de mauvaise foi des renseignements erronés pour favoriser les souscriptions.

Le projet passe ensuite à la question de la réglementation des bilans : il contient des mesures qui reproduisaient celles préconisées dans la proposition de M. Lesaché et qui viennent, comme nous l'avons vu, de passer dans un décret du 30 octobre 1935. Le projet Daladier prévoit également l'obligation pour les sociétés de chiffrer dans leur bilan ou dans un document annexe le montant des engagements sociaux tels qu'avaux ou cautions, qui sont, dit l'exposé des motifs, « les causes occultes de bien des défaillances ».

Une mention contenant les références au titre et au numéro du journal où cette publication aura été effectuée sera insérée dans les quinze jours au B. A. L. O. (article 59). Pour avoir la référence et la date du dépôt au greffe du tribunal de commerce, le moyen le plus pratique sera donc de rechercher, à l'aide des tables, la notice figurant au B. A. L. O., qui elle-même renverra à un journal d'annonces légales. Après s'être procuré le numéro dudit journal (et on n'a aucune garantie de pouvoir se le procurer, ce qui peut nécessiter de consulter la collection à la rédaction), on aura donc les indications désirées. Il suffira alors de se faire délivrer un extrait de l'acte par le greffier.

Ceci est compliquer les choses à l'excès, alors qu'il suffisait d'obliger les greffiers à tenir le répertoire, qu'en fait la plupart d'entre eux tiennent déjà à l'heure actuelle.

Le projet passe ensuite, dans un titre quatrième, aux mesures propres à assurer la publicité des émissions financières, comblant en cela les lacunes de la loi de finances de 1907. Les auteurs du projet désirant arriver à une plus grande sincérité, prévoient le renforcement de la publicité au B. A. L. O.

L'insertion préalable à toute émission et même à toute mesure de publicité commerciale devra notamment indiquer en plus des énonciations prévues par la loi de 1907 :

1° La référence au journal d'annonces légales ayant publié l'acte de société, s'il s'agit d'une société française. Au cas où la société

dont les titres doivent être émis est une société étrangère, le B. A. L. O. devra reproduire la traduction des statuts ; cette règle est atténuée lorsque la société étrangère a déjà un établissement en France depuis plus de dix ans : il lui suffira en ce cas de publier la référence au journal d'annonces légales ayant publié l'acte de société, et, en plus, les modifications apportées depuis dix ans aux statuts.

2° Les dispositions relatives à la composition des assemblées générales, à la convocation de ces assemblées et à leur lieu de réunion.

3° Les indications habituelles concernant les membres du conseil d'administration, les commissaires aux comptes et en général de toutes personnes chargées du contrôle financier de la société : s'il s'agit d'une société en formation, ces indications doivent être données sur les fondateurs.

4° Les indications habituelles sur les personnes ou sociétés ayant fait des apports en nature et les renseignements très complets sur ces derniers.

Le projet prévoit également les mentions que les metteurs en vente et introducteurs de titres d'emprunts de collectivités publiques échangés devront publier au B. A. L. O. (articles 75 et 76) en faisant une exception toutefois pour les titres émis par les Etats souverains.

Dans un titre V, qui groupe quatre petits articles (articles 87 à 90), le projet pose le principe de l'instauration d'un « service central des sociétés par actions chargé de réunir la documentation relative aux sociétés par actions ». Les sociétés par actions, à l'exclusion des autres sociétés, devront transmettre à cet office les pièces et documents qu'elles ont déjà déposés aux greffes des tribunaux de commerce ou fait insérer au B. A. L. O.

L'organisation et le fonctionnement de ce service doivent être fixés par un règlement d'administration publique qui « déterminera notamment les documents autres que ceux visés à l'article 88 que les sociétés pourront être tenues de communiquer ». Ce dernier membre de phrase inséré à l'article 90 laisse la porte ouverte à de nombreux abus qui pourraient se traduire, au gré d'une crise ministérielle, par une ingérence de caractère politique dans l'activité commerciale des sociétés ou de certaines d'entre elles.

L'ensemble du système de publicité légale témoigne d'un gros effort réalisé par les auteurs du projet. Peut-être, toutefois, ont-ils craint à l'excès de rompre avec les dispositions de la législation actuelle. Et leur œuvre garde du système actuel l'aspect compliqué que l'on a si souvent critiqué.

(1) Principaux textes en vigueur :

— Code de Commerce.

— Loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, modifiée par les lois des 1^{er} août 1893, 16 novembre 1903, 17 mars 1905, 22 novembre 1913 (modifiée par la loi du 13 avril 1935), 26 avril 1917, 31 mars 1927, 1^{er} mai 1930, 13 avril 1935 et par les décrets des 8 août et 30 octobre 1935, pris conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

— Loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de toutes les entreprises dans les opérations desquelles intervient la durée de la vie humaine, modifiée par la loi du 21 mai 1921, complétée par le décret portant règlement d'administration publique du 12 mai 1906, et par la loi du 20 février 1922.

— Loi du 30 janvier 1907 portant fixation du budget.

— Loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation (modifiée par la loi du 19 juillet 1933).

— Loi du 3 juillet 1913 relative aux sociétés d'épargne (modifiée par la loi du 31 juillet 1917 et complétée notamment par six décrets en date du 18 février 1914).

— Loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce, modifiée par décret du 30 octobre 1935 pris conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

— Décret du 15 mars 1920 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre du commerce.

— Loi du 31 décembre 1921 portant fixation du budget général de l'exercice 1922 (article 7).

— Décret du 8 mars 1922 portant règlement d'administration publique pour la constitution des sociétés d'assurances.

— Loi du 1^{er} juin 1923, rendant obligatoire sur tous les papiers de commerce, factures, etc... des commerçants, l'indication de l'immatriculation au registre du commerce.

— Loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée, modifiée par décret du 30 octobre 1935 pris conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

— Loi du 13 novembre 1933 réglementant le droit de vote dans les assemblées générales d'actionnaires, complétée par décret du 30 octobre 1935 pris conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

— Loi du 31 mars 1934 soumettant à la surveillance et au contrôle de l'Etat certaines entreprises faisant appel à l'épargne.

— Décret du 8 août 1935 pris conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935, réglementant le démarchage, et modifiée par décret du 30 octobre 1935.

— Décret du 8 août 1935 pris conformément aux dispositions de la loi du

8 juin 1935 et portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute, et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société.

(2) Le nombre des sociétés par actions était de 6.000 environ à la fin du siècle dernier, il est de 60.000 aujourd'hui. Nous sommes loin, avec le chiffre de 5.196, des 20 valeurs cotées au marché officiel des agents de change en 1815.

Au 31 décembre 1934, 172.068 sociétés commerciales étaient inscrites dans les divers registres du commerce. La répartition était la suivante :

En nom collectif	65.217
En commandite simple	9.890
A responsabilité limitée	45.589
En commandite par actions	12.850
Anonymes	38.522

(3) Exposé des motifs du projet de loi n° 2416, XV^e législature, Chambre des députés, 17 octobre 1933.

(4) HOUPIN, n° 1724.

(5) « ... En particulier, ces dispositions ne s'appliquent pas à la Compagnie des chemins de fer de l'Est créée sous le régime du Code de Commerce, et dont les statuts ont été approuvés par décret du 21 juillet 1866 et publiés au *Bulletin des lois* en 1866... ». Réponse de M. le Ministre des Travaux Publics à une question posée par M. Mendès-France le 29 juin 1933 (n° 5051, *J. O.* 30 juillet 1933, p. 3710).

(6) Art. 55 à 64.

(7) Les conditions dans lesquelles cette loi fut votée ne sont pas à approuver. Le texte, après avoir été voté par la Chambre en 1928, a été adopté inopinément par le Sénat sept ans plus tard, le 2 avril 1935, alors que ces dispositions ne coïncident nullement avec le texte voté par le Sénat en 1934 concernant le régime des sociétés. Le préambule de la nouvelle loi est ainsi rédigé : « L'article 1^{er} de la loi du 22 novembre 1913 modifiant l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 est complété par la disposition suivante... ». Or, la loi de 1913 ayant été elle-même modifiée par la loi du 1^{er} mai 1930, le texte ainsi voté se trouve être ajouté à un article de loi qui a cessé d'exister depuis qu'on lui a substitué de nouvelles dispositions.

Cette mesure prouve, une fois de plus, que la loi de 1867, qui a pendant un demi-siècle joué un rôle si important dans l'économie nationale, qui a présidé à l'essor de tant de sociétés commerciales, ne doit pas être modifiée à la légère et par bribes.

Cf. D. P. 1935, 4^e partie, p. 265 sqq.

(8) Rapport général du 30 juin 1933 au Ministre du Commerce et de l'Industrie sur la situation et les travaux de l'Office National de la Propriété Industrielle pendant l'année 1932. — Annexes au *Journal Officiel* du 17 décembre 1933.

Même rapport en date du 30 juin 1935 pour l'année 1934. — Annexes au *Journal Officiel* du 17 novembre 1935.

(9) Citons : LYON-CAEN, *Bulletin de la Société de législation comparée*, XXXI, 1901-1902, p. 148. Rapport de M. SERRE à la Chambre des députés, *J. O.* 1917, Doc. Ch., p. 242, Annexes 2946, qui prévoyaient, tous deux, l'institution d'un véritable casier commercial.

Travaux de la Commission de la Société d'études législatives, *Bull.* 1920, p. 74.

(10) Voir à ce sujet proposition de loi portant création d'un Office National des sociétés anonymes faisant appel, sous quelque forme que ce soit, au crédit public ; présentée par M. Géo Gérald et autres le 17 février 1913. *J. O.* 1913,

Doc. parl. Ch., p. 157, n° 2538. Cette proposition étant restreinte aux seules sociétés faisant appel à l'épargne, n'a pas pu envisager la suppression des autres mesures de publicité légale.

(11) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1931, p. 76. « Sa réalisation en France se heurterait à des obstacles insurmontables ; dans notre organisation administrative actuelle, quel service public serait chargé de la faire fonctionner ? »

(12) *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1917, p. 113.

(13) Le projet de loi déposé le 17 octobre 1933 sous le n° 2416, tendant à la protection de l'épargne par la réforme du régime des sociétés par actions et de la publicité financière, prévoit l'insertion au B. A. L. O. d'une mention contenant les références au titre et au numéro du journal ayant reçu la publicité légale. Il y aurait un certain progrès, mais on ne peut s'empêcher de noter que cette solution ne facilite pas suffisamment la tâche des intéressés, obligés de se référer au journal paraissant dans l'arrondissement du siège social ou de la succursale.

(14) Art. 3 de la loi du 30 janvier 1917.

(15) Art. 31 de la loi du 24 juillet 1867. Rédaction de la loi du 22 novembre 1913.

(16) Art. 3 de la loi du 23 janvier 1929.

(17) Art. 23 du décret du 9 mai 1928.

(18) Art. 2 et 11 de la loi du 17 mars 1905.

(19) Art. 2 de la loi du 19 décembre 1907.

(20) Elaguée d'une bonne part de la fantaisie qu'elle contient, la proposition de M. René Fayssat, député, est utile à ce sujet (n° 1502, *J. O.* 1933, Doc. Ch. du 7 mars 1933).

(21) Voir à ce sujet projet de loi présenté par M. Vallé, Garde des Sceaux, le 3 avril 1903 (*J. O.* 1903, Doc. Ch., p. 346, Annexes n° 879). Ce projet prévoyait également la publication des nominations, révocations et démissions de gérants, administrateurs, membres du conseil de surveillance ou commissaires. Cette publication aurait été faite au bulletin annexe du *Journal Officiel*, devenu par la suite le B. A. L. O.

(22) Les mesures actuellement préconisées en France pour la protection de l'épargne ont été étudiées de façon très documentée par M. Pierre Ducrot, dans une série d'articles publiés par *Politique* (éditions Spes), au cours du premier semestre 1934.

(23) 1° Application du prix de revient (cours d'achat) à toutes les valeurs ; 2° Application du cours du jour de l'inventaire à toutes les valeurs ; 3° Application du prix de revient aux valeurs en hausse et du cours du jour ou du cours intermédiaire aux valeurs en baisse.

« Les intéressés pourront, en outre, utiliser parallèlement les deux modes d'évaluation et modifier leurs évaluations d'un inventaire à l'autre. »

(24) *Bulletin* 1917, p. 101.

(25) 18 octobre 1921, n° 3195, *J. O.* 1921, Doc. parl. Ch., sess. extr., p. 23.

(26) 25 février 1926, n° 2668, *J. O.* 1926, Doc. parl. Ch., p. 274. — Voir également le rapport fait au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie chargée d'examiner la proposition. *J. O.* 1927, Doc. parl. Ch., Annexe n° 5065, sous 2° séance du 17 novembre 1927, sess. extr., p. 248. Il y est émis l'idée d'exiger pour chaque société le dépôt d'un bilan-type dans les six mois de sa constitution.

(27) 29 juin 1928 (2^e séance), n° 343, *J. O.* 1928, Doc. parl. Ch., p. 1351.

(28) Voir à ce sujet : *Annales du Droit Commercial*, 1904, p. 55 ; *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1918, p. 349 ; *Bulletin de l'Union syndicale des industries textiles de France*, décembre 1903, p. 335 ; Proposition Chastenot n° 2668 *suprà*, projet repris sous le n° 411 le 7 juillet 1932, *J. O.* 1932, Doc. parl. Ch., p. 953, et ayant fait l'objet d'un rapport de M. Evain, député, au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre (*J. O.* 1931, Doc. parl. Ch., n° 4809, sous 2^e séance du 19 mars 1931, p. 625). Adoption par le Sénat des articles 7, 8 et 9 de la proposition de loi de M. Lesaché, 1^{re} séance du 22 juin 1934, *J. O.*, Déb. parlementaires, n° 55, du samedi 23 juin 1934.

(29) *Bulletin* 1931, p. 47 sqq.

CHAPITRE DEUXIEME

ANGLETERRE ⁽¹⁾

Le *Companies Act* de 1929 mérite assurément la faveur avec laquelle il fut accueilli par l'opinion anglaise : codification complète de la législation sur les sociétés commerciales, il ajoute à l'unité de vues et à la netteté que comporte habituellement une œuvre de cette envergure une grande souplesse dans l'application des règles édictées.

Une des caractéristiques les plus frappantes de la nouvelle législation est, à côté de la fréquence de l'intervention tant préventive que répressive du pouvoir judiciaire, l'étendue énorme de la publicité légale. La seule lecture du *Companies Act* donne l'impression que le législateur a voulu, par le moyen de la publicité, obtenir une protection très complète de l'épargne, tout en laissant une grande liberté d'action aux fondateurs et administrateurs des sociétés. De même qu'il n'est point de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre, de même « aucune loi n'empêchera-t-elle les idiots de perdre leur argent » (2). Mais si pratiquement le législateur ne peut pas s'opposer à cette application toute spéciale des principes de la liberté, il a le devoir au moins moral de ne laisser se confiner dans leur « surdité » que ceux qui en ont la volonté bien arrêtée. Le *Companies Act* estime que la publicité suffit à assumer à elle seule la protection de l'épargne. Cette opinion, peut-être très justifiée lorsqu'il s'agit d'un peuple comme le peuple anglais connu déjà pour son éducation politique, explique le caractère absolu de la publicité pour tout ce qui concerne l'émission d'actions ou d'obligations, son étendue ne perdant en importance qu'en ce qui concerne la marche des affaires sociales.

Les moyens de publicité prévus sont de nature à fournir, et même

à imposer aux intéressés la connaissance de certains renseignements et, par une organisation très centralisée, à rendre aussi facile que possible l'obtention de la totalité des renseignements publiés.

Peut-être, malgré tout, le législateur de 1929 n'a-t-il pas suffisamment tenu compte de la discrétion nécessaire à certains accords commerciaux : aussi pouvons-nous être sceptique quant aux résultats de cette exigence législative.

Par contre, les fondateurs de société, n'ayant pas d'arrière-pensées dolosives, ne peuvent manifester aucune animosité quelque peu justifiée en raison de la nature et de la précision des renseignements que l'on exige d'eux avant qu'ils ne tentent de placer dans le public les titres de la nouvelle société.

HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION

L'expérience acquise par les Anglais en matière de sociétés commerciales est de nature à expliquer les qualités du système qu'ils viennent d'adopter, et aussi à émuquer les critiques éventuelles.

Il faut, en effet, indéniablement considérer comme des sociétés commerciales certaines *guildes* dont les membres pratiquaient le commerce dès la fin du xvr^e siècle avec un *joint stock*, un capital commun.

Et en 1720 déjà, le *Bubble Act* ⁽³⁾ vint réglementer une forme de société dite *partnership*, dont deux caractères sont déjà nettement dégagés : le nombre considérable des sociétaires et la possibilité de céder les parts sociales.

De nombreuses lois se succédèrent ⁽⁴⁾, apportant des innovations tantôt heureuses, tantôt critiquées. On peut considérer comme le point de départ de la publicité légale dans la loi anglaise, l'obligation de publier un avis dans une gazette, qui fut édictée par le *Letters patent Act* 1834 ; l'attribution de certains privilèges était subordonnée à cette publication. Et presque chacune des lois publiées au xix^e siècle sur les sociétés apportera sa contribution à la matière de la publicité légale. Le législateur agira presque chaque fois à coup sûr, préférant des réformes moins hardies à une instabilité législative trop grande.

Le très court laps de temps séparant la publication des lois de

1928 et 1929 peut faire supposer *a priori* une certaine différence de vues entre les auteurs respectifs de ces deux *Acts*. Mais ce serait considérer l'*Act* de 1928 comme une fin en soi, alors qu'il paraît nettement être un « travail de déblaiement » ⁽⁵⁾, un moyen de préparer la codification de 1929 ⁽⁶⁾ sur les bases établies par les travaux du *Comité Greene*, dès 1926 ⁽⁷⁾.

Companies Act 1929.

Le domaine d'application du *Companies Act* est considérable du fait qu'il a abrogé ⁽⁸⁾ toutes les lois régissant la matière des groupements de personnes, et entrées en vigueur depuis 1908. Il codifie donc toute la matière ⁽⁹⁾. Et traduire le mot *Company* au sens auquel l'emploie l'*Act* de 1929, par le mot français « société », est faire un contre-sens, l'*Act* ne s'appliquant pas seulement à tous les groupements que l'on désigne habituellement du nom de société, mais aussi aux associations, telles que les définit la loi française de 1901.

La distinction fondamentale du droit commercial anglais est une distinction historique, une distinction basée sur la forme des sociétés, qu'il divise en *partnerships* et en *companies*. Ce qui ne veut pas dire que l'on puisse toujours facilement distinguer une forme de l'autre. Nous sommes en Angleterre, aussi ne faut-il pas nous étonner de ce que « les notions de *partnership* et de *company*, et plus spécialement leur distinction, s'adressent plus à l'instinct qu'au raisonnement » (CAMERLYNCK).

Sans entrer dans les détails, disons simplement que la *partnership* ne constitue pas une personne morale et que ses biens forment une masse indivise entre les associés ⁽¹⁰⁾.

La *company*, au contraire, est une personne morale parfaite, et peut être considérée comme le type de la société de capitaux. Sa formule, très souple, permet aux fondateurs de sociétés d'adopter des formes très diverses, par la combinaison de deux facteurs : la responsabilité et l'émission d'actions.

En partant de la responsabilité, nous distinguerons les *unlimited companies* et les *limited companies*.

Unlimited companies :

Les membres de ces groupements sont indéfiniment responsables. Le phénomène commun actuellement à tous les pays semble se présenter en Angleterre avec une acuité toute spéciale : ce type de sociétés est à peu près inusité aujourd'hui.

Limited companies : (11)

Dans ce groupe de sociétés, il convient de distinguer :

1° *Companies limited by guarantee*, qui est une forme utilisée pour constituer les sociétés d'assurance mutuelle, et surtout les associations à but désintéressé, et dans lesquelles chaque membre n'est responsable que jusqu'à un certain montant.

2° *Companies limited by shares* : la responsabilité des sociétaires est limitée à la valeur des actions entre lesquelles est divisé le capital social.

Une sous-distinction est parfois nécessaire entre les *public companies* et les *private companies*, pour lesquelles l'Act de 1929 édicte des mesures de publicité différentes.

La *private company* (12) se distingue de la *public company* en ce que c'est une société qui, par ses statuts,

- a) restreint le droit de cession des actions,
- b) limite le nombre des sociétaires à cinquante,
- c) interdit toute offre faite au public de souscrire des actions ou des obligations de la société.

Si la loi distingue, en ce qui concerne la publicité légale, les *public companies* des *private companies*, elle se borne, au fond, dans un même système publicitaire, à restreindre ou à étendre les formalités, suivant qu'il s'agit de l'une ou de l'autre de ces formes de société (13).

Tout en notant au passage les mesures spéciales aux groupements dont les membres sont indéfiniment responsables, et celles spéciales aux *limited companies by guarantee*, nous examinerons dans un ordre à peu près chronologique dans la vie d'une société les mesures de publicité légale envisagées par la loi anglaise, pour les *public companies* et pour les *private companies*. Nous distinguerons les mesures

de publicité, suivant qu'elles se rapportent à la constitution, au fonctionnement ou à la liquidation de la société.

— A —

Mesures de publicité légale, corrélatives à la constitution des public et des private compagnies

Les fondateurs d'une *public company* sont tenus d'accomplir deux formalités principales de publicité légale : le dépôt de l'acte constitutif et le dépôt d'un prospectus.

Le but du dépôt des statuts est de permettre à tout intéressé d'en prendre connaissance, pour se documenter sur la société. Le prospectus est destiné à donner certains renseignements complémentaires aux souscripteurs des titres de la nouvelle société.

Les *private companies* étant, par définition, des groupements qui, par leurs statuts, se sont interdit toute offre de titres au public, n'ont pas à émettre de prospectus.

A) Dépôt des statuts.

On peut dire que cette opération est la plus importante de toutes celles dont s'entoure la constitution d'une société : constatée par la délivrance d'un certificat d'incorporation, elle constitue l'ébauche de la nouvelle personne morale. Il s'agit donc d'un acte de publicité légale, qui confère l'existence ou tout au moins un début d'existence à la nouvelle société, et qui va permettre aux fondateurs d'en continuer la constitution régulièrement en satisfaisant aux autres conditions soigneusement articulées dans la loi.

Le législateur anglais a choisi la solution la plus apte à faire respecter à coup sûr les formalités prévues, et s'est en même temps dispensé d'échafauder un système de sanctions en cas d'inexécution des formalités prescrites.

Les actes qu'il convient de déposer entre les mains du *Registrar of Companies*, fonctionnaire qui dépend du *Board of Trade*, sont au

nombre de deux : le *Memorandum of Association* et les *Articles of Association*.

Le *Memorandum* constitue véritablement la charte de la nouvelle société. Signé par sept personnes au moins, les *Subscribers* ⁽¹⁴⁾, qui doivent obligatoirement être souscripteurs de titres de la nouvelle société, sa modification ne sera possible que moyennant des conditions très strictes.

Cinq mentions sont obligatoires dans le mémorandum : le nom de la société, la partie du Royaume-Uni où sera installé le siège social, les *objects*, l'étendue de la responsabilité des sociétaires, le montant du capital prévu, ainsi que le nombre et le montant des actions entre lesquelles le capital est réparti.

1° Le nom de la société dans laquelle les actionnaires ne sont pas tenus au-delà de leur mise, doit obligatoirement se terminer par le mot *Limited*, qui pourra s'écrire en abrégé : *Ltd*. Par contre, l'emploi abusif de ce mot ou de son abréviation est sanctionné par une amende pouvant atteindre 5 £.

Cette règle a pour effet de permettre, en principe, la détermination de la nature juridique de la société par le simple énoncé de sa raison sociale. En principe seulement, car la loi confère au *Board of Trade* le droit de permettre certaines exceptions à cette règle ⁽¹⁵⁾, en faveur de groupements formés dans certains buts (artistique, scientifique, religieux, charitable et même commercial), à la condition qu'il ait été spécifié par les fondateurs que les bénéfices et revenus seraient uniquement employés conformément à l'objet social, et ne seraient en aucun cas répartis d'une manière ou d'une autre entre les membres. Les autorisations de ne pas accoler le mot *Limited* à la raison sociale semblaient, dans les premiers temps, être réservées aux Chambres de commerce ou aux groupements corporatifs ; cette faveur, très recherchée, est actuellement demandée par les promoteurs de groupements très divers. En plus du bénéfice de certains avantages matériels, il ne faut, en effet, pas dédaigner la considération plus grande dont s'entourent les groupements aux noms plus doux et moins matérialisés que sont ceux de *chamber*, *club*, *collège*, *gueld* ou *association*.

2° L'indication de la région dans laquelle doit être établi le siège

social a pour but principal la détermination du bureau « auquel la société doit être inscrite » (16). Ce bureau délivre à tout requérant la copie des indications très complètes qu'il a en sa possession.

3° L'*objects clause* indique exactement l'objet social, et détermine, en fonction de celui-ci, l'étendue de la faculté d'agir conférée à la société. A l'heure actuelle, une tendance très nette tend à la concrétisation de ces pouvoirs : les fondateurs préfèrent une énumération limitative à une énumération *in genere*.

4° Le mémorandum doit, en principe, spécifier l'étendue de la responsabilité des sociétaires. Mais aucune précision spéciale n'est à mentionner lorsqu'il s'agit de société par actions.

5° La loi impose de plus l'indication du capital social exact, du nombre des actions et de la valeur de chacune d'elles, ainsi que des droits qui y sont attachés ; de ce fait, il est nécessaire d'indiquer éventuellement, dans le mémorandum, l'existence d'actions préférentielles.

En même temps que le *Memorandum*, il convient de déposer les *Articles of Association*.

Ces articles peuvent être comparés aux statuts des sociétés françaises en ce qu'ils sont modifiables par l'assemblée générale des actionnaires, ce qui n'est pas le cas pour le *Memorandum*. L'*Act* de 1929 (17) prévoit que les *articles* d'une société dont les membres sont indéfiniment responsables doivent indiquer le montant du capital initial lorsqu'il s'agit d'une société émettant des actions, le nombre des associés prévus pour l'enregistrement, lorsque la société n'émet pas d'actions et qu'il s'agit d'une *company limited by guarantee*.

Comme la loi prévoit des statuts-types il est inutile de rédiger complètement ces *articles* : en cas de silence sur un point, les statuts-types s'appliquent automatiquement (18). Cette solution est assez heureuse : appliquée largement, elle pourrait permettre aux praticiens d'éviter la lecture fastidieuse et l'étude des statuts qu'ils veulent consulter, tout en laissant aux fondateurs une liberté entière d'élaboration, en leur fournissant des données très complètes pour la rédaction des statuts.

Si les *articles* désignent des administrateurs ou gérants statutaires, il devra nécessairement être déposé en même temps que les actes constitutifs, au bureau désigné par le *Board of Trade*, un acte constatant l'acceptation des fonctions de chacun d'eux, accompagné de la preuve qu'ils ont bien rempli les conditions exigées par les statuts pour occuper les fonctions qui leur ont été conférées.

Mémemorandum et *articles* ainsi rédigés seront présentés, comme nous l'avons déjà indiqué, au *registrar*, qui, au vu de la déclaration d'un fondateur soit d'un *secretary director* ou d'un officier ministériel, de l'accomplissement de toutes les prescriptions légales, enregistrera la société et délivrera en conséquence un *certificate of incorporation*. Cette pièce constituera une preuve irréfragable de la validité de la constitution.

Moyennant une légère taxe ⁽¹⁹⁾, le public pourra obtenir communication des statuts et même leur copie ⁽²⁰⁾.

Telles sont les formalités qui confèrent la personnalité de la nouvelle société. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une *public company*, il faut encore, avant que ne commence son activité, qu'elle ait régulièrement constitué son capital.

B) *Dépôt du prospectus ou du statement in lieu of prospectus.*

La publicité complète des opérations de formation du capital social, imposée aux fondateurs de la société, est réalisée par le dépôt d'un *prospectus* ou d'un *statement in lieu of prospectus* au choix des fondateurs, auprès du *registrar* ; ce dépôt doit être effectué avant toute émission d'actions.

Le prospectus, qui a été créé par la loi de 1908, doit donner au public, tout en lui offrant de souscrire ou d'acheter des titres, tous les renseignements utiles, de telle sorte que chaque souscripteur ou acheteur soit en mesure de juger en pleine connaissance de cause. Les indications à porter sur le prospectus ou dans le *statement in lieu of prospectus* ⁽²¹⁾ sont soigneusement énumérées dans la loi, mais de façon énonciative seulement, ce qui laisse subsister pour les signataires l'obligation de ne rien omettre qui soit de nature à informer utilement et plus complètement les intéressés.

En plus des indications que l'on pourrait qualifier de normales, tels les renseignements sur les actions et les obligations, les mentions figurant déjà au mémorandum, l'importance et les dates des principaux contrats, le prospectus doit porter certaines précisions intéressantes :

a) Une évaluation des frais de constitution de la société, et l'indication des commissions payées pour le placement des titres. Porter à la connaissance du souscripteur ou de l'acheteur le bénéfice que doit laisser au placier l'opération qu'il va conclure, c'est peut-être lui expliquer les raisons pour lesquelles le titre lui a été si chaleureusement recommandé.

b) Les noms et adresses des vendeurs des biens acquis ou dont l'acquisition est prévue ; les noms et adresses des fondateurs de la société.

Le législateur anglais n'a peut-être fait que consacrer et rendre obligatoire une publicité que certaines sociétés, dont les fondateurs comptaient parmi eux des personnages connus, faisaient déjà d'elles-mêmes dans un but publicitaire ; il n'en demeure pas moins que nous sommes en présence d'une extension de l'*intuitus personae* dans des sociétés de capitaux.

Le prospectus ne doit d'ailleurs pas uniquement servir lors de la constitution de sociétés, mais aussi lorsqu'une société déjà constituée émet des titres pendant son fonctionnement ; en ce cas, le prospectus devra être complété par l'addition de rapports sur l'activité de la société, sa situation et ses bénéfices antérieurs⁽²²⁾.

Une exception est toutefois faite pour les sociétés émettant un prospectus plus de deux ans après le début de leur activité ; il leur est loisible de ne pas indiquer les noms et adresses des administrateurs, leur intérêt personnel et l'évaluation des frais de constitution de la société⁽²³⁾.

Ainsi rédigé, le prospectus doit être, avant son enregistrement, daté et signé par les administrateurs, et ceci sous leur responsabilité. Par la suite, il faudra ajouter la mention de l'enregistrement.

L'obligation de soumettre à tout acheteur ou souscripteur de titres des renseignements aussi complets est de nature à gêner assez

sérieusement les fondateurs des sociétés dont on parle plus dans les milieux financiers que dans les milieux commerciaux. Aussi n'est-il pas étonnant que la loi de 1908 ait été tournée. Ces fraudes ont été opérées de deux manières principales : par l'intervention de croupiers ou d'un syndicat d'émission et par l'emploi de prospectus abrégés.

Ces abus signalés par le *Comité Greene* ⁽²⁴⁾ ont été sanctionnés par la nouvelle loi. Il est absolument interdit de publier des prospectus abrégés sous le prétexte qu'une circulaire n'est pas une offre directe.

Est assimilé à un prospectus tout avis circulaire, annonce ou invitation ⁽²⁶⁾. Il n'y a d'exception que pour les annonces dans les journaux.

Tout bulletin d'achat ou de souscription doit, de plus, contenir les indications portées sur le prospectus ⁽²⁷⁾.

D'autre part, la loi assimile purement et simplement l'achat de titres, dans certaines conditions, à la souscription : il devient de ce fait inutile de faire entrer un syndicat d'émission dans le circuit, dans le seul but d'éviter la publicité légale : les mêmes indications sont à fournir à l'acheteur et au souscripteur ⁽²⁸⁾. De plus, lorsqu'un syndicat d'émission prend à charge le placement des titres, il doit indiquer le lieu et l'heure où le public pourra prendre connaissance du contrat du croupier ⁽²⁹⁾.

Il convient toutefois de noter que les banques ou les *stockbrokers* sont dispensés de l'indication de tous les renseignements contenus au prospectus, lorsqu'elles adressent des circulaires à leurs clients habituels, la loi supposant probablement qu'il est inutile d'éclairer l'entendement de ceux qui joignent à leurs occupations habituelles celle de « suivre les cours » de la bourse.

Il convient, d'autre part, de noter la reprise par la loi de 1929 de l'interdiction du *share-hawking* ou démarchage à domicile, introduite dans la législation de 1928 ⁽³⁰⁾.

C) *Autres dépôts à effectuer auprès du registrar.*

Après le dépôt du *prospectus* ou *statement in lieu of prospectus*, la société pourra obtenir du *registrar* un certificat établissant que

façon absolue que sa constitution est achevée⁽³¹⁾ ; cette formalité accomplie, rien ne s'opposera à ce que commencent les opérations sociales.

Ce certificat est délivré sur la déclaration du *secretary* ou d'un *director* ou administrateur, que les actions ont été régulièrement attribuées et que celles souscrites par les administrateurs ont été normalement libérées.

Un mois après que les actions auront ainsi été attribuées, les administrateurs devront également déposer un état des souscriptions et des versements. Cet état doit indiquer le nombre et le montant nominal des actions, le nom des actionnaires, et la proportion dans laquelle chacun des titres est libéré. De plus, si le titre est libéré autrement qu'en espèces, il devra être joint à cet état le contrat établissant cette libération ou, à son défaut, un document indiquant les conditions de l'accord verbal.

Enfin, la première assemblée générale des actionnaires, que la loi qualifie à cette occasion de *statutory meeting*, doit être convoquée, entre le premier et le quatrième mois, après la délivrance du certificat. Au moins sept jours avant cette réunion, les administrateurs ont à adresser aux actionnaires le *statutory report* certifié par les *auditors*, s'ils sont déjà nommés.

Ce rapport, dont la copie est déposée auprès du *registrar*, fournit de nombreuses indications : nombre des actions émises, proportion dans laquelle elles sont libérées, nom et adresse des administrateurs, des directeurs et du secrétaire général, état de l'emploi des capitaux, avec compte rendu financier.

Cette assemblée permet aux actionnaires de contrôler personnellement les circonstances de la constitution de la société, qu'ils ne connaissaient que par le *prospectus* ou le *statement in lieu of prospectus*. C'est en quelque sorte un parachèvement de la publicité de ces circonstances et du rôle des fondateurs.

Notons que les *private companies* n'ont pas à tenir cette assemblée, pas plus qu'elles ne sont obligées d'envoyer au *registrar* un *statutory report*, puisque ces sociétés s'interdisent, par définition, toute offre de souscription au public.

La publicité est donc intimement mêlée à toute la constitution des sociétés. Elle est reçue par le *registrar*, et contrôlée par lui ; sa régularité, pas plus que la régularité de la constitution, ne saurait être suspectée, à moins de fraude manifeste et d'intention dolosive de la part des fondateurs. Ce système est une garantie pour l'épargne et un avantage pour les fondateurs de petites sociétés, qui, tout en ne recourant à aucun officier ministériel, ne risquent pas de voir la constitution de la société entachée d'irrégularité.

— B —

*Mesures de publicité légale, corrélatives au fonctionnement
des public et des private companies*

Le fonctionnement d'une société peut être accompagné de modifications d'ordre constitutionnel. Nous étudierons séparément la publicité accompagnant le fonctionnement proprement dit, puis la publicité entourant les modifications d'ordre statutaire.

A) PUBLICITÉ DE FONCTIONNEMENT PROPREMENT DIT

Il convient de distinguer la publicité opérée lorsque la société fonctionne normalement, et celle qui entoure les modifications dans les éléments constitutifs de la société.

a) *Publicité en cas de fonctionnement normal.*

1° *Les débats de l'assemblée générale des actionnaires.*

La loi de 1908 a instauré un registre destiné à assurer la publicité des résolutions extraordinaires et spéciales ⁽³²⁾ de l'assemblée générale ⁽³³⁾. Ce registre est à la disposition des actionnaires, au siège de la société ⁽³⁴⁾, ainsi que les copies des délibérations.

Copie imprimée de chacune de ces décisions doit, de plus, être envoyée au *registrar*, dans les quinze jours. La loi a, par ailleurs ⁽³⁵⁾, précisé quelles sont les délibérations qui doivent ainsi être publiées.

2° *Les documents soumis à l'assemblée générale* ⁽³⁶⁾.

Les actionnaires prennent connaissance, à l'assemblée générale annuelle, d'un rapport des administrateurs et des *auditors*, ainsi que du bilan.

Le compte de profits et pertes est le point interne, le point sensible aussi du bilan. Et pourtant, la loi de 1929 n'a établi aucune règle à son sujet, alors qu'elle réglemente très longuement ⁽³⁷⁾ la confection du bilan. Nous retiendrons simplement que, parmi les indications par ailleurs assez sommaires ⁽³⁹⁾, deux mentions doivent éventuellement y figurer ; il s'agit d'abord d'un poste qui doit indiquer tous les ans quelles sont les commissions non encore amorties et payées lors de l'émission des actions ⁽³⁸⁾.

Un poste spécial doit ensuite exister, au bilan, concernant les rapports de la société avec l'ensemble des filiales, sans que pour cela il soit nécessaire de préciser quelles sont ces filiales. Cette restriction finale enlève à ces renseignements presque toute leur valeur. Mais, néanmoins, obliger les administrateurs à fournir au grand public (quelle différence peut-on, en effet, faire entre le grand public et les actionnaires d'une grande société ?) des indications de cette nature n'est pas agir dans l'intérêt bien compris de la société. Il s'agit en l'espèce de renseignements d'ordre assez confidentiel et qui, tels, ne peuvent être que d'un intérêt médiocre pour les actionnaires. Ils permettront tout au plus l'éclosion de quelques articles dans la presse financière. La copie du bilan affirmé par deux *directors* et accompagné obligatoirement ⁽⁴⁰⁾ du rapport des *auditors*, est adressée tant au *registrar* que, sept jours au moins avant l'assemblée, à toutes les personnes convoquées ⁽⁴¹⁾. Les actionnaires pourront toujours obtenir sans frais copie de ces pièces.

Enquête du Board of Trade.

Le législateur a trouvé que l'examen annuel de la situation sociale par l'assemblée générale pouvait être en certains cas insuffisant. Aussi a-t-il organisé, à titre subsidiaire, un système d'inspection par les agents du *Board of Trade*, à la demande d'actionnaires représentant un dixième du capital émis ⁽⁴²⁾.

Si le *Board of Trade* agréé cette requête, il chargera des inspec-

teurs compétents de faire un rapport sur la situation de la société. Ces inspecteurs reçoivent les pouvoirs d'investigation les plus larges. Leur rapport est remis au *Board of Trade* où les actionnaires pourront en obtenir copie. Nous sommes en présence d'une application très souple des directives ayant inspiré le système allemand.

b) *La publicité entourant les modifications dans les éléments constitutifs de la société.*

1° *En ce qui concerne les administrateurs.*

L'Act de 1929 a prévu une publicité très étendue tant de l'état civil que du traitement des administrateurs⁽⁴³⁾.

La publicité dont s'entoure leur personne est assurée principalement par un registre dans lequel sont mentionnés leurs noms⁽⁴⁴⁾, prénoms, adresses. Une copie de ce registre que l'on peut consulter au siège social⁽⁴⁵⁾ devra être adressée tous les ans au *registrar*. Les modifications apportées aux mentions publiées devront lui être signalées dans les quinze jours.

Ces mêmes renseignements doivent figurer sur les circulaires envoyées par la société⁽⁴⁶⁾.

L'assemblée générale des actionnaires doit être annuellement tenue au courant du total des sommes versées à l'ensemble des administrateurs, de même que des prêts⁽⁴⁷⁾ qui leur ont été consentis par la société ou par une personne dont elle s'est portée garant⁽⁴⁸⁾.

Pour compléter ce contrôle, la loi a établi qu'à la demande d'actionnaires représentant le quart du nombre des votants, les administrateurs devront fournir un certificat des *auditors* indiquant le total des sommes que leur a versées la société ou ses filiales pendant les trois derniers exercices.

2° *En ce qui concerne les membres du groupement.*

Il doit également être tenu un registre des membres⁽⁴⁹⁾ de la société et contenant sur chacun de ceux-ci, noms, prénoms, adresses, occupations, date d'entrée et date de sortie de la société. Comme le registre des administrateurs, leur registre des membres est à la disposition du public.

3° En ce qui concerne le capital social.

La consistance du capital social : Les législations anglo-saxonnes, hollandaise et argentine distinguent le capital souscrit du capital autorisé ; la direction est autorisée à augmenter le capital social dans la limite du maximum correspondant au montant du capital autorisé. Le montant souscrit par les actionnaires peut être notablement inférieur au capital autorisé qui n'est donc en quelque sorte qu'une fiction. Ce capital souscrit, gage commun de tous les créanciers, ne doit pas pouvoir être modifié ni compromis par l'établissement de ce que la loi appelle très largement les « privilèges », englobant sous ce titre les sûretés, nantissements et hypothèques. Tout privilège⁽⁵⁰⁾ doit, dans les trois semaines de sa constitution, être déclaré par écrit au *registrar*. Doit également être déclaré le privilège grevant les biens au moment de leur acquisition.

Le *registrar* délivre un certificat d'inscriptions, reproduit au dos des titres pour l'émission desquels le privilège a été établi en garantie. Ce n'est qu'à ce moment que le privilège sera opposable aux tiers.

Modifications du capital social : Tant que le capital souscrit n'a pas atteint le capital autorisé, la société peut procéder à de nouvelles émissions de titres. Si la souscription est ouverte au public, il sera publié un *prospectus* ou un *statement in lieu of prospectus* dans les mêmes conditions et dans la même forme que lors de la constitution du capital primitif.

B) PUBLICITÉ DES MODIFICATIONS D'ORDRE STATUTAIRE

Les modifications de cet ordre sont, dans certains cas, soumises par la loi anglaise à homologation de justice. Cette mesure agit sur la publicité. Il est par la suite nécessaire d'étudier séparément les divers cas envisagés.

a) La modification est opérée sans qu'il soit nécessaire d'obtenir homologation de justice, lorsqu'elle ne porte pas atteinte aux droits des tiers : c'est le cas d'un changement du nom de la société, d'une augmentation du capital social ou d'une modification des *articles of association*. Toutefois, en ce qui concerne le nom et les *articles*, la loi exige une *special resolution*⁽⁵¹⁾. En plus de la publicité ordinaire

prévue pour la délibération de l'assemblée générale⁽⁵²⁾ qui en a pris la résolution, le changement de nom est soumis à l'approbation du *Board of Trade*. Si rien ne s'y oppose, le registre est modifié en conséquence.

L'augmentation du capital, par contre, peut être décidée, si les statuts le prévoient ainsi, par une résolution ordinaire. En ce cas, la résolution décidant de l'augmentation du capital devra être publiée comme si elle était *special resolution*⁽⁵³⁾.

b) Les modifications soumises à homologation de justice sont assorties de mesures de publicité plus efficaces. L'intervention judiciaire elle-même a pour but de garantir tous les intéressés, qu'ils soient actionnaires, obligataires ou créanciers, contre les dangers de telles opérations ; elle sera notamment nécessaire en cas de modifications apportées au *memorandum*, ou de réduction du capital social. La *special resolution* votée par l'assemblée générale des actionnaires, soumise à la publicité habituelle établie pour cette catégorie de résolutions, n'a aucun effet tant qu'elle n'a pas été homologuée par le tribunal.

Celui-ci s'assurera, avant d'entériner la requête qui lui est adressée, que tous les intéressés ont été avisés, et qu'il n'y a pas d'opposition. En pratique, lorsqu'il s'agit de modifications à apporter aux *objects-clauses*, la société prévient les actionnaires et les créanciers par lettre individuelle et par annonces dans les journaux.

Le tribunal peut obliger la société à faire connaître les motifs de la réduction de capital, il pourra aussi ordonner qu'elle ajoute à son nom les mots « *and reduced* »⁽⁵⁴⁾.

c) Il existe des modifications soumises en certains cas seulement à l'approbation de l'autorité judiciaire, ce sont celles intéressant les droits d'une certaine catégorie d'actionnaires seulement. Les sociétés anglaises prévoient habituellement dans leurs statuts qu'il faudra, après le vote de l'assemblée générale soumis aux formalités ordinaires, l'approbation d'une majorité déterminée d'actionnaires de cette catégorie réunis en assemblée spéciale.

Or, si quinze pour cent des actionnaires de la catégorie intéressée demandent au tribunal, dans les sept jours de l'approbation de l'assemblée spéciale, l'annulation de cette décision, ces modifications

n'auront effet qu'après homologation par le tribunal⁽⁵⁵⁾. En ce cas, il y aura lieu aux mêmes formalités de publicité que pour les modifications des *objects-clauses* ⁽⁵⁶⁾.

Mesures de publicité, corrélatives à la liquidation

La législation anglaise prévoit trois modes de liquidation qu'il conviendra d'étudier séparément : la liquidation judiciaire, la liquidation sous la surveillance judiciaire et la liquidation libre.

A) LIQUIDATION JUDICIAIRE (*Winding up by the Court*)

L'ordonnance de mise en liquidation prononcée par le tribunal à la requête de tout intéressé donne au liquidateur tous pouvoirs pour organiser la liquidation ; ce dernier doit fournir au tribunal un rapport établi d'après les livres et une déclaration écrite du ou des administrateurs ou du directeur général relatant la situation de la société. Il réunit l'assemblée générale des actionnaires et des créanciers pour prendre leur avis sur la création d'un comité d'inspection qui devra se réunir tous les mois⁽⁵⁷⁾ et sur la nomination d'un liquidateur définitif.

Il incombera à ce dernier de fournir au moins deux fois par an, au *Board of Trade*, un état des fonds.

Notons le droit, pour cet office, de s'informer de la liquidation.

B) LIQUIDATION SOUS LA SURVEILLANCE JUDICIAIRE (*Winding up under supervision of the Court*)

Le tribunal décide que la liquidation, commencée volontairement par la société, se poursuivra sous sa surveillance.

Le liquidateur n'a pas à présenter de rapport au tribunal et il n'y a pas de contrôle du *Board of Trade*. Les mesures de publicité sont les mêmes que celles édictées pour la liquidation volontaire⁽⁵⁸⁾.

C) LIQUIDATION VOLONTAIRE

La résolution de l'assemblée générale qui décide la mise en liquidation doit être publiée, tant dans l'intérêt des actionnaires que dans celui des créanciers. La direction de la liquidation appartiendra aux actionnaires, si avant de convoquer l'assemblée générale pour délibérer sur la dissolution, les administrateurs font une déclaration de solvabilité au *registrar* ⁽⁵⁹⁾.

Lorsque le soin de la liquidation est confié aux actionnaires, une assemblée générale nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs par une *special resolution*.

Ce liquidateur doit d'abord faire part de sa nomination au *registrar*. Les actionnaires se réuniront annuellement, pour examiner les comptes de liquidation, et prononceront la dissolution lorsque les opérations de liquidation seront achevées. La convocation de cette dernière assemblée sera publiée par la voie de la presse. Le liquidateur portera la dissolution à la connaissance du *registrar*, afin qu'il opère radiation du nom de la société dans les registres du *Board of Trade* ⁽⁶⁰⁾.

Lorsque, par contre, la société est insolvable, elle convoque ses créanciers par insertion dans la *Gazette* et dans deux journaux du lieu du principal établissement. Il devra être fourni à l'assemblée des créanciers une liste indiquant le montant des créances et un état complet des affaires sociales.

L'assemblée générale des actionnaires et celle des créanciers désignent un même liquidateur, qui sera chargé de signaler sa nomination au *registrar*. Ce liquidateur pourra être contrôlé par un comité d'inspection composé par moitié de créanciers et d'actionnaires.

Notons, pour terminer, que dans ces deux cas de liquidation volontaire, les accords entre la société et ses créanciers ne deviennent définitifs qu'après approbation par une *extraordinary resolution* de l'assemblée générale des actionnaires et par les trois quarts des créanciers réunis en assemblée. Tout actionnaire peut faire appel au tribunal de ces décisions.

Dans son ensemble, le système anglais apparaît comme très complet, il emploie des moyens commodes et par conséquent efficaces pour

porter à la connaissance des intéressés un maximum de renseignements.

Si le législateur a lui-même qualifié la loi élaborée de « loi exigeante » ⁽⁶¹⁾, il n'en a néanmoins pas fait une loi rigide et tracassière : rappelons seulement, à titre d'exemple, que la comptabilité, le bilan seront établis au gré des fondateurs, suivant la nécessité de l'entreprise, sa grandeur et aussi son genre. On peut dire, sans exagérer, que le seul contrôle auquel sont soumises les sociétés est celui de l'opinion publique, qui est présumée être suffisamment éduquée pour permettre la suppression de toutes les interventions préventives de l'autorité.

(1) Principaux textes en vigueur : *Companies Act 1929 (Short title (sect. 385) du Companies Act to consolidate the companies Acts 1908 to 1928 and certain other enactments connected with the said acts)*.

10 mai 1929 (10 et 20 Geo V ch. 23). En vigueur depuis le 1^{er} novembre 1929 en Grande-Bretagne, à l'exclusion (sect. 320, 380 et 384) de l'Irlande du Nord et de l'Etat libre d'Irlande.

(2) Déclaration de l'*Attorney General* au cours des débats parlementaires. *Official Report of Parliamentary Debates. House of Commons* 25 et 26 juin 1928.

(3) 6 Geo I ch. 18.

(4) On en compte vingt-huit entre 1834 et 1928.

(5) PERCEROU, p. 192.

(6) H.-C. GUTTERIDGE, *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 74 sqq., traduction PERCEROU.

(7) *Company Law Amendment Committee*, désigné habituellement du nom de son président Wilfrid Greene H. C.

(8) Sect. 317.

(9) Ont toutefois été expressément exceptés du domaine d'application de la loi certains groupements que les auteurs anglais ne considèrent d'ailleurs pas tous comme des sociétés commerciales. Ce sont :

Les *cost book mining companies within the jurisdiction of the stannaries of Devon and Cornwall* ;

Les compagnies à charte, *chartered companies* ;

Les compagnies auxquelles des lettres patentes ont attribué des privilèges, *companies privileged by Letters Patent* ;

Les compagnies *incorporated by special Act of Parliament* :

banking companies formed under 7 Geo V ch. 46 ;

companies formed under the Companies Acts prior the Act of 1862.

(10) BRAESCO : *Les caractères généraux de la société dite « partnership »*, thèse, Paris, p. 57.

(11) PERCEROU, p. 194 sqq. — CAMERLYNCK, p. 24 sqq.

(12) Sect. 26.

(13) La proportion entre le nombre des *public companies* et le nombre des *private companies* n'est peut-être pas sans étonner. Pour l'Angleterre et l'Ecosse, il y avait au 1^{er} janvier 1925 :

109 *Public companies*,

809 *Private companies* (Law committee Report 1926, p. 45, fol. P.).

(14) Au nombre de deux seulement s'il s'agit d'une *private company*.

(15) Sect. 18, I.

(16) Ce bureau est à Londres (Somerset House) pour les groupements dont le siège est en Angleterre, à moins que l'objet de la société soit l'exploitation des mines de Devon ou de Cornouailles. Le bureau compétent est dans ce cas à Turno. A Edimbourg et à Dublin se trouvent respectivement les bureaux pour l'Ecosse et l'Etat libre d'Irlande.

(17) Sect. 6 et 7.

(18) Sect. 8.

(19) Sect. 314.

(20) PALMER, p. 38.

(21) Sect. 140, cédule IV ; traduction dans PERCEROU, p. 207 à 227. — Cédule V.

(22) CAMERLYNCK, p. 43 et 44.

(23) Annexe 4 ; 3^e section ; paragraphe 1^{er}.

(24) Comité Greene, p. 16, N^o 39.

GUTTERIDGE, *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 78.

Comité Greene, p. 17, N^o 40.

(26) Sect. 380.

(27) Sect. 35. Exception est toutefois faite pour les titres émis par les *private companies* que l'on peut, à ce point de vue, comparer à des sociétés de personnes ; les titres ne sont proposés qu'*intuitu personae* ou, pour reprendre les termes de la loi : *bona fide*.

(28) Sect. 38. Traduction dans PERCEROU, pp. 223 et 224.

(29) GUTTERIDGE, *Annales de Droit commercial*, 1930, p. 78.

(30) Sect. 356.

(31) SMITH et GUTTERIDGE, p. 71 et 72.

(32) L'assemblée générale peut prendre trois sortes de résolutions : les *extraordinary* et les *special resolutions* votées à la majorité des trois quarts des actionnaires ; les *ordinary resolutions* prises à la majorité.

(33) PALMER, p. 252.

(34) Sect. 120 et 121.

(35) Sect. 118.

(36) CAMERLYNCK, p. 98 et 99.

(37) Sect. 124 à 130 et 44-45. Traduction dans PERCEROU, p. 291 à 302.

(38) Cette commission doit, ainsi qu'il est dit plus haut, être indiquée dans le prospectus ; elle ne peut en aucun cas dépasser 10 %.

(39) Rapport N^o 69, Comité Greene.

(40) Sect. 129, § 3.

(41) SMITH et GUTTERIDGE, p. 124.

(42) Sect. 135, I.

(43) CAMERLYNCK, p. 86.

(44) Il convient de préciser les pseudonymes, ainsi que les modifications éventuelles du nom ; la nationalité, s'il s'agit d'un étranger, ainsi qu'éventuellement la nationalité d'origine, s'il s'agit d'une personne ayant acquis la nationalité britannique autrement que par filiation, devront également être mentionnées.

(45) Deux heures par jour au moins ; gratuitement pour les administrateurs, et moyennant une rétribution maximum d'un shilling pour le public.

(46) Sect. 145, SMITH et GUTTERIDGE, p. 118.

(47) Sect. 128.

(48) *Law Comittee Report* 48 et 49.

(49) Sect. 95.

(50) Malgré les termes de la sect. 79-10 que l'on pourrait croire limitatifs.

(51) Sect. 10.

(52) Copie envoyée au *registrar*, tandis que le registre des procès-verbaux doit être tenu à la disposition du public. Voir plus haut, publicité des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

(53) PALMER, p. 76.

(54) Sect. 57. SMITH et GUTTERIDGE, p. 105.

(55) Sect. 61.

(56) *Law Committee Report* 22 et 23.

(57) Sect. 199.

(58) Sect. 226.

(59) Sect. 247. CAMERLYNCK, p. 117 sqq.

(60) Notons au passage que lorsque le *registrar* a des motifs de croire qu'une société a cessé d'exister, il a le droit, après avoir opéré des sommations et fait des publications, de rayer d'office le nom de la société. Sect. 295.

(61) *Comité Greene*, p. 16.

CHAPITRE TROISIEME

ALLEMAGNE ⁽¹⁾

Les dispositions du *Handelsgesetzbuch* actuellement encore en vigueur constituaient au début du vingtième siècle le système de publicité le plus efficace et le mieux compris. Encore la législation de cette époque n'était-elle qu'une adaptation sans modifications profondes de la loi du 18 juillet 1884. L'inflation de 1923 devait permettre une estimation absolument fantaisiste des divers postes du bilan et, par là même, rendre plus évidents et presque normaux des faits considérés auparavant comme de véritables fraudes. Si des ordonnances nombreuses vinrent, dès que possible, mettre un terme aux abus les plus criards, le mal accentué par l'inflation était néanmoins passé dans les mœurs, les fraudes devenaient coutumières. En 1930, le gouvernement publiait un projet de refonte de la matière des sociétés ⁽²⁾.

La situation générale de l'Allemagne, tant politique qu'économique, ne laissant pas prévoir la possibilité d'une discussion immédiate de ce projet devant le Reichstag, le Président du Reich rendit une ordonnance, en septembre 1931, mettant en vigueur notamment les dispositions du projet qui ne prêtaient à aucune discussion et qui n'avaient pas fait l'objet de remarques spéciales lors des 33^e et 34^e congrès des juristes allemands de Heidelberg en 1924 et de Cologne en 1926.

Le projet ainsi mutilé a été refondu et réédité en 1931 ; il sera très rapidement étudié dans une seconde partie, la première partie étant réservée à l'étude de la législation actuelle.

Le Handelsgesetzbuch et ses modifications ultérieures

La publicité instaurée par le Code de commerce allemand est essentiellement basée sur deux faits : l'inscription au registre de commerce et la publication dans un journal d'annonces légales. Mais ce qui frappe dans l'ensemble des mesures, est la place importante, disproportionnée par rapport aux autres législations, faite au bilan annuel des sociétés.

Le journal d'annonces légales.

L'acte de société doit être publié dans le *Reichsanzeiger* et, si les statuts le stipulent, dans d'autres journaux. La publicité peut être plus ou moins étendue dans les autres journaux, mais le *Reichsanzeiger* devra obligatoirement contenir toutes les indications légales ⁽³⁾.

L'acte de société doit indiquer la raison sociale, le siège et l'objet de la société, le montant du capital social et sa répartition en actions, le mode de constitution du comité de direction, la manière dont sera publiée la convocation de l'assemblée générale des actionnaires ⁽⁴⁾.

Le registre de commerce.

Le Code de commerce allemand a instauré un registre de commerce ⁽⁵⁾ tenu par les tribunaux, guidés dans leur tâche par les organes commerciaux variables suivant les pays, mais qui, en Prusse, sont les Chambres de Commerce ⁽⁶⁾. Le juge du registre doit toujours contrôler la véracité des inscriptions requises. Toute personne peut demander communication ou copie des indications du registre et des pièces officielles déposées en vue de l'immatriculation. Par contre, il est nécessaire de justifier d'un intérêt ⁽⁷⁾ pour obtenir communication ou copie des actes du juge du registre.

Toute société doit requérir son inscription au registre de commerce lors de sa constitution ; cette immatriculation a une influence prépondérante sur l'existence de la société, et ses énonciations doivent, en conséquence, être vérifiées par le tribunal. Devra ainsi être refusée une demande d'immatriculation à la suite d'un contrat de société dont certaines indications prévues par la loi viendraient à

manquer, à être nulles ou contraires à la loi. L'effet de cette immatriculation est de parfaire la constitution de la société qui, autrement, n'est constituée comme telle qu'entre les associés et dans certains cas seulement, alors que vis-à-vis des tiers elle est à assimiler à une société civile⁽⁸⁾.

Toutes les succursales que la société constituera devront également être portées au registre de commerce de l'arrondissement judiciaire du siège social. Une immatriculation complète devra être ensuite requise au lieu d'établissement de chacune des succursales⁽⁹⁾.

Aux termes du paragraphe 10, le tribunal doit annoncer toute immatriculation nouvelle ou modificative dans le *Reichsanzeiger* et dans un autre journal d'annonces légales déterminé annuellement⁽¹⁰⁾. En principe, ces journaux doivent contenir la copie intégrale des mentions figurant au registre.

Quelles sont les énonciations que devra contenir le registre de commerce ?

Le paragraphe 198 indique comme telles la raison sociale, l'objet et le siège de la société, le montant du capital social, le jour de la constitution et de la signature de l'acte constitutif, ainsi que le nom des membres du comité de direction.

Si l'acte de société contient également des dispositions spéciales au sujet de la durée de la société ou l'indication du pouvoir des membres du comité de direction ou le nom des liquidateurs devant représenter la société, toutes ces indications devront être portées au registre.

Le droit de chaque Etat détermine dans quelle mesure il convient d'indiquer l'état civil et les qualités des membres du conseil de direction⁽¹¹⁾. Il n'y a toutefois pas à indiquer les titres et emplois des différents membres de la société⁽¹²⁾.

A l'appui de la demande⁽¹³⁾ d'inscription au registre de commerce devront être déposés au tribunal de l'arrondissement une copie authentique de l'acte constitutif de la société et de l'état des versements, les contrats prévoyant des avantages particuliers, des apports en nature, des indemnités aux fondateurs⁽¹⁴⁾, un rapport complet des fondateurs sur la valeur des apports en nature et, si un fonds est apporté par l'un d'eux, les résultats de l'exploitation du fonds pendant

les deux dernières années⁽¹⁵⁾, l'indication sommaire des dépenses d'établissement et le nom des bénéficiaires, le duplicata des souscriptions, en cas de constitution successive un état signé des fondateurs portant l'attribution exacte des actions et les sommes versées sur chacune d'elles, les rapports des réviseurs et éventuellement l'autorisation administrative.

Le paragraphe 227 du *Handelsgesetzbuch* interdisait le rachat par une société de ses propres titres en bourse, à moins que les fondateurs se soient expressément réservés cette faculté dans les statuts primitifs ou que les statuts aient été modifiés en ce sens avant la souscription des actions. L'ordonnance du 19 septembre 1931 accorde cette faculté aux sociétés à la condition qu'il s'agisse d'un rachat en bourse, d'un rachat amiable. Une décision devra, en ce cas, être prise par l'assemblée générale. Le comité de direction devra déclarer, aux fins d'inscription au registre de commerce, la décision de l'assemblée générale et la diminution consécutive du capital social.

Doivent également être déclarées, aux fins d'inscriptions, toutes modifications apportées à la composition du conseil de direction ou aux pouvoirs de représentation d'un de ses membres. La demande devra être accompagnée d'une copie, certifiée conforme, des actes portant ces modifications et d'un modèle de la signature des membres du comité de direction. Il n'y a pas lieu d'exiger la modification des inscriptions prises au lieu d'établissement des succursales.

Les changements survenant dans la composition du conseil de surveillance doivent être publiés immédiatement, par la direction, dans les journaux où s'opère habituellement la publicité légale, et portés au registre de commerce⁽¹⁶⁾.

Les modifications du pocte social sont également à inscrire au registre de commerce ; ce soin est laissé à la direction, sauf stipulation contraire de l'assemblée générale ; la modification ne pourra prendre effet que le jour où elle aura été transcrite au registre de commerce⁽¹⁷⁾.

Tous les membres du comité de direction et du conseil de surveillance sont responsables de la transcription de toute augmentation du capital social. A la requête de l'inscription devront être jointes les

pièces suivantes⁽¹⁸⁾ qui resteront en original ou en copie certifiée conforme à la disposition du public :

1° les duplicata des bulletins de souscription et une liste des souscripteurs certifiée conforme par les membres du comité de direction et sur laquelle sont portés les versements correspondant à chacune des actions ;

2° les contrats en vertu desquels s'opèrent les apports en nature ;

3° l'évaluation des charges que la société aura à supporter par suite de la création des nouvelles actions ;

4° éventuellement, l'autorisation administrative permettant l'augmentation du capital.

Cette augmentation de capital devra être également publiée dans les formes habituelles, et une immatriculation modificative devra également être opérée dans les registres dont dépendent les succursales ou autres établissements de la société. Toutefois, cette immatriculation n'aura pas à être accompagnée de la production des pièces indiquées au paragraphe 284, le public devant obligatoirement, pour les connaître, se référer au registre tenu par le tribunal du siège social ou du principal établissement⁽¹⁹⁾.

En cas de réduction du capital social, l'inscription au registre s'accompagne de mesures spéciales de protection des créanciers, et notamment de trois insertions dans les journaux habituels. Après l'inscription, dont tous les membres du comité de direction sont responsables⁽²⁰⁾, les créanciers connus devront être sommés, par lettre recommandée, de faire connaître leurs oppositions.

La liquidation de la société devra, aux termes du paragraphe 296, être portée au registre de commerce par les soins du comité de direction, avec indication du nom des premiers liquidateurs. Au cas où des liquidateurs seraient changés, une inscription modificative devra être prise par les soins des liquidateurs. Il conviendra de déposer à l'appui de la demande d'inscription une copie certifiée conforme de toutes les pièces portant ces modifications. Toutes les modifications judiciaires seront transcrites par les soins du greffe.

La même sommation sera faite aux créanciers que dans le cas de réduction du capital social.

LA PUBLICITÉ DE LA GESTION DE LA SOCIÉTÉ

(Documents communiqués à l'assemblée générale des actionnaires
ou à l'Aufsichtsrat)

L'ordonnance de 1931 ajoute au Code de commerce un article 239 A dans lequel il est spécifié que le comité de direction (*Vorstand*) doit, au moins tous les trois mois, fournir un rapport écrit ou des explications orales à l'*Aufsichtsrat* (conseil de surveillance) sur la marche de l'entreprise.

L'ordonnance confère également au conseil de surveillance le droit d'exiger du comité de direction un rapport sur les relations de la société avec les sociétés affiliées et sur la situation de la société dans un Konzern éventuel ⁽²¹⁾.

Par contre, le *Handelsgesetzbuch* prévoyait déjà, au cas où cette éventualité viendrait à se réaliser, l'obligation pour le comité de direction de réunir les actionnaires en assemblée générale pour leur faire savoir que la perte atteint plus de la moitié du capital social ⁽²²⁾.

La convocation des actionnaires en assemblée générale doit être opérée comme il est prévu aux statuts ⁽²³⁾, mais il doit s'écouler un délai d'au moins quinze jours entre les deux opérations. Le mode de convocation est une des mentions nécessaires de l'acte constitutif de société. Assurément, cette indication, si elle était portée sur l'action elle-même, jouirait d'une publicité beaucoup plus à portée des actionnaires que la possibilité de consulter le registre de commerce.

De quelque façon que la convocation soit opérée ⁽²⁴⁾, elle doit indiquer le motif de la réunion de l'assemblée générale, en d'autres termes, l'ordre du jour.

Il est dressé une liste des actionnaires présents ou représentés, qui, signée par le président, sera tenue à la disposition des actionnaires avant le vote des décisions.

Le paragraphe 260 du Code de commerce a été modifié assez considérablement par l'article 5 de l'ordonnance de 1931. Le texte est assez clair par lui-même pour ne nécessiter aucun commentaire ⁽²⁵⁾ :

« I° Le § 260 du Code de commerce est modifié comme suit :

« 1. L'assemblée générale délibère sur le bilan annuel et sur le compte de profits et pertes (compte de fin d'exercice), sur la répartition des bénéfices et sur le quitus (Entlastung) du Vorstand et de l'Aufsichtsrat.

« 2. Le Vorstand doit, dans les trois premiers mois de l'exercice, présenter à l'Aufsichtsrat, et avec les remarques de celui-ci à l'assemblée générale, les résultats de l'exercice ainsi qu'un rapport explicatif. Les statuts peuvent fixer un autre délai sans que celui-ci puisse excéder un mois.

« II° Après le § 260 du Code de commerce, sont insérées pour former les §§ 260 a et 260 b les dispositions suivantes :

§ 260 a

« 1° Le rapport annuel doit exposer la situation du patrimoine ainsi que l'état des affaires de la société et expliquer les comptes de clôture de l'exercice. Le commentaire de ces comptes doit également justifier les différences importantes qu'ils présentent avec ceux de l'exercice précédent.

« 2° Le rapport annuel doit également porter sur les relations éventuellement existantes avec une société filiale ou une société Konzern.

« 3° Le rapport annuel doit contenir en outre des indications sur :

« 1. Les actions qui ont été souscrites par leur titulaire pour le compte de la société ; si ces actions ont été valorisées au cours de l'exercice, le rapport doit porter également sur cette valorisation (Verwertung) et sur l'application qui a été faite du produit de l'opération.

« 2. Le montant de ses propres actions qui appartiennent à la société ou à un tiers pour son compte ; si de semblables actions ont été acquises ou aliénées au cours de l'exercice, le rapport doit contenir des indications sur le prix d'achat ou de vente et sur l'application qui a été faite du produit de l'opération.

« 3. Les actions liées (gebundene Aktien) : une action est considérée comme action liée lorsque l'actionnaire, en vertu d'une convention expresse ou tacite, au profit de la société, d'une société dépen-

dante ou d'une société Konzern, se trouve lié dans l'exercice des droits attachés à l'action ou dans l'exercice de son droit de disposition sur le titre.

« 4. Les parts bénéficiaires émises au cours de l'exercice.

« 5. Les responsabilités (Haftungsverhältnisse) non révélées par le bilan, y compris celles résultant de gages constitués ou de pactes commissaires ainsi que celles nées de la remise à des tiers de lettres de change ou de chèques.

« 6. Le montant total des sommes versées aux membres du Vorstand et de celles versées aux membres de l'Aufsichtsrat. (Traitements, rémunérations consistant dans une participation aux bénéfices de l'exercice ; remboursement de frais ; provisions et prestations accessoires de toutes sortes).

« 7. La situation de la société comme participante à des syndicats, conventions et ententes analogues pour la réglementation des prix et des débouchés.

« 8. Les événements d'une importance particulière qui se sont produits depuis la fin de l'exercice.

« 4° Le rapport doit être conforme aux principes d'une reddition de comptes consciencieuse et exacte. Il ne peut rester en deçà de cette limite que dans la mesure où l'intérêt majeur de l'une des sociétés intéressées ou de la nation l'exige.

§ 260 b

« 1° Les règles de la section quatre du premier livre (du Code de commerce) sont applicables pour l'établissement du bilan, dans la mesure où il n'y est point dérogé par les §§ 261 à 261 e ; pour le surplus, les principes d'une comptabilité régulière et de l'établissement normal des bilans doivent être suivis.

« 2° Les comptes de clôture de l'exercice doivent être établis d'une manière assez claire et intelligible pour donner aux intéressés une vue aussi sûre que possible de la situation de la société. »

Les dispositions visant la publicité des relations entre sociétés d'un même groupe, si elles paraissent être inspirées par la législation

anglaise, n'en recevront probablement pas une meilleure application pratique. Au contraire, exiger la publication de la situation exacte et l'indication de toutes les charges dont sont grevées les actions en possession de « tiers » est, en définitive, exposer sur la place publique les intérêts et la politique commerciale des sociétés. Comme il est impossible d'obliger les sociétés à fournir absolument toutes les indications mentionnées à l'ordonnance, nous sommes en présence d'une attribution d'avantages à des fraudeurs sans mérite, et d'une mesure inefficace parce que non entièrement réalisable ni contrôlable.

L'ordonnance de 1931 modifie ensuite l'article 261 du Code de commerce qui prévoit des règles et des directives pour l'établissement du bilan, donnant pour chaque article la méthode d'évaluation qui devra être suivie par toutes les sociétés. Ce système a le grand avantage d'éviter à la lecture du bilan toute erreur d'interprétation, et aussi d'empêcher, lors de la confection du bilan, le désir de provoquer ces erreurs.

L'ordonnance ajoute, par contre, au Code un article 261 *a* qui exige, sauf pour les cas spéciaux, que tout bilan présente au moins les postes qui sont énumérés à ce texte, soit une vingtaine de postes à l'actif et une dizaine au passif ⁽²⁶⁾.

Nous ne retiendrons à l'actif que les propres actions de la société lui appartenant, avec l'indication de leur montant nominal, les hypothèques, obligations foncières dont la société est titulaire, les créances sur les sociétés filiales et les *Konzerne* ; au passif : les dettes vis-à-vis des mêmes sociétés filiales ou du même groupe. Un article 261 *c* détaille les indications devant figurer au compte de profits et pertes.

De plus, l'ordonnance donne pouvoir au gouvernement d'imposer des formulaires spéciaux pour l'établissement du bilan et de décider de la présentation des bilans des *Konzerne*.

Le bilan est vérifié par des contrôleurs (remplaçant les réviseurs du Code de commerce). Ils sont désignés par l'assemblée générale et, à défaut ou à la suite d'une opposition d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social, par le tribunal ⁽²⁷⁾.

Mais la législation nouvelle renforce également pour les réviseurs les obligations du secret professionnel. Cette solution est heureuse et mérite d'être entièrement approuvée, quoiqu'elle arrive par ailleurs à

réduire de façon assez inattendue la responsabilité des réviseurs à 100.000 Marks pour négligence dans l'accomplissement de leur mission.

— B —

Le projet de 1931

Ainsi mise au point par l'ordonnance de 1931, la législation allemande ne doit plus être sensiblement modifiée en ce qui concerne la publicité légale. Le projet de 1931 s'attache surtout à définir les diverses sortes de valeurs mobilières et à réglementer le droit de vote de l'actionnaire, l'abus du vote plural ayant considérablement troublé l'économie allemande.

Rien d'essentiel ne doit toutefois être modifié en ce qui concerne le mode de convocation de l'assemblée générale et la publication de son ordre du jour. La seule remarque notable qu'il convient de faire en ce qui concerne la publicité légale est une affirmation du droit de l'actionnaire d'obtenir une réponse aux questions qu'il pose aux administrateurs lors d'une assemblée générale.

La jurisprudence allemande tend actuellement à admettre que l'assemblée elle-même est juge de l'obligation pour le *Vorstand* de répondre à une question précise posée par un actionnaire.

Le projet pose très nettement le principe du droit à la réponse : ce droit est une des conditions qui permettent un vote éclairé. Le projet retire à l'assemblée le droit de décider s'il y a lieu ou non à réponse, le vote étant habituellement négatif du fait de l'existence courante en Allemagne d'actions à voix multiples et de leur détention par les membres du *Vorstand*. Pour éviter cet abus, le projet instaure un tribunal spécial, la *Spruchstelle*, mais il a le tort de ne pas donner d'autres précisions.

La législation allemande est donc extrêmement simple au point de vue de la publicité légale, si toutefois on en excepte la matière un peu particulière des énonciations à faire figurer au bilan.

Il est certain que la simplicité n'est pas exclusive de l'efficacité, bien au contraire. Il est d'autant plus facile, en ce cas, de faire

pénétrer dans l'esprit du public les moyens commodes d'obtenir tels renseignements commerciaux. Et ceci ne peut que contribuer à rendre inutiles certaines agences dont le rôle n'a, et précisément en Allemagne, pas toujours été des plus clairs ni des plus heureux.

Si les cadres de la publicité légale sont bons en Allemagne, il n'en demeure pas moins que les indications fournies ne sont pas toujours suffisantes.

(1) Principaux textes en vigueur :

- *Handelsgesetzbuch* vom 10. Mai 1897, modifié par la loi du 25 mars 1930.
- Lois des 5 février 1921, 15 février 1922.
- Ordonnance du 2 novembre 1917.
- Ordonnances sur les bilans or, des 28 décembre 1923, 28 mai 1924 (modifiée par les ordonnances des 23 octobre 1927 et 14 juillet 1926), 27 août 1934 (modifiée par l'ordonnance du 23 octobre 1924), 28 août 1924, 23 octobre 1924, 5 novembre 1924 et 7 juillet 1927.
- Ordonnance du 19 septembre 1931, « *über Aktienrecht, Bankenaufsicht und über Steueramnestie* », en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1931 (article XIII).

(2) *Entwurf eines Gesetzes über Aktiengesellschaften und Kommandit-Gesellschaften auf Aktien*. Berlin, 1930.

(3) Paragraphe 182. STAUB, § 182, n° 27. COSACK, p. 67 sqq.

(4) Notons toutefois au passage qu'il est toujours possible à chaque actionnaire de demander à être convoqué par lettre recommandée.

(5) Paragraphes 8 et 9.

(6) Dr A. MOSSE, § 8.

(7) § 34 des *Gesetzes über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit* v. 17. Mai 1898.

(8) COSACK, p. 30.

(9) Paragraphe 201.

(10) Ces journaux sont indiqués au mois de décembre pour l'année suivante et par les soins du *Reichsjustizministerium* dans le *Reichsanzeiger*.

(11) *Freiwillige Gerichtsbarkeitgesetz* du 17 mai 1898, art. 200.

(12) GOLDSCHMIT, § 198, n° 1.

(13) Paragraphe 195.

(14) A la condition toutefois que ces actes aient été consignés par écrit. (GOLDSCHMIT, § 195, n° 9 d).

(15) Paragraphe 191.

(16) § 244.

(17) § 277.

(18) § 284.

(19) (*Hauptregister*) LEHMANN, § 286.

(20) Pour les détails des requêtes aux fins d'inscription, voir les paragraphes 289 et 291, et BRAND, § 289-Ic, STAUB, § 289, 1°.

(21) Art. IV complétant le § 246, al. 1, du Code de commerce.

(22) Paragraphe 240.

(23) Art. 255.

(24) Et nous avons déjà vu que tout actionnaire qui dépose une action au siège de la société a le droit d'exiger une convocation par lettre recommandée, avec indication de l'ordre du jour (§ 257).

(25) Nous reproduisons ici l'excellente traduction de M. André PERCEROU, p. 365 sqq.

(26) Art. V de l'ordonnance. Cf. traduction PERCEROU, pages 373 à 377.

(27) Art. VI portant nouvel article 262 b.

CHAPITRE QUATRIEME

ITALIE ⁽¹⁾

Il convient de noter, en abordant l'étude de la législation italienne, que c'est dans cette partie de l'Europe que le droit commercial constitua pour la première fois une discipline autonome, et que dès le Moyen-Age, des dispositions spéciales étaient applicables aux marchands dans l'exercice de leur profession, et à ceux qui visitaient les grandes foires. C'est à Bologne que les auteurs s'accordent à trouver les premières mesures de publicité légale appliquées aux sociétés devenues des personnes juridiques distinctes de la personne de chacun des sociétaires : l'ordonnance de Bologne prévoit l'obligation pour les sociétés de se déclarer à un *conservatore* dès qu'elles sont constituées. Ce greffier devait tenir à la disposition du public un registre dans lequel étaient transcrites les principales clauses de l'acte de société.

C'est en Italie aussi qu'apparut la société anonyme et avec elle le principe des sociétés dans lesquelles les membres ne sont pas tenus au delà de leur mise ⁽²⁾.

Mais la législation italienne mérite d'être étudiée, parce que, malgré les vicissitudes de toutes sortes par lesquelles il est passé, le Code de commerce français y est malgré tout le fondement du droit commercial. C'est le Code de commerce qui servit de base aux travaux préparatoires du Code de commerce du Royaume de Piémont, promulgué en 1842 et connu sous le nom de *Codice Albertino*. La législation du Royaume de Piémont devait, lors de la proclamation en 1861 de Victor Emmanuel, roi d'Italie, être en vigueur dans toute la Péninsule.

Dès 1869, toutefois, des modifications furent reconnues nécessaires. Les travaux commencés dès cette époque aboutirent au Code de 1882 modifié sur quelques points de détail à l'heure actuelle, grâce au jeu des décrets-lois. Ce Code vieilli sur certains points, auquel les décrets-lois ne sont pas arrivés à infuser une vie nouvelle, doit être refondu. Dès 1894, une commission fut chargée d'étudier les modifications à apporter aux textes en vigueur, et le professeur Vivante déposa un rapport auquel il ne fut pas donné suite. Une nouvelle commission se réunit sans résultat, en 1905.

En 1910, fut publié un projet de réforme proposé par Fanny Luzzetti.

En 1922, c'est un projet officiel de modification complète du Code de commerce, élaboré pendant trois années par une commission spéciale, qui fut déposé par M. Vivante.

En 1925 parut le projet dit d'Amelio, du nom du président de la Cour de Cassation, Président d'une nouvelle commission composée, il est vrai, en grande partie par les membres de la commission Vivante. Ce dernier, vice-président de la commission d'Amelio, eut la charge de rédiger le nouveau projet de Code de commerce, modifiant et complétant le projet de 1922.

Le projet d'Amelio, qui pourrait sembler à première vue être un peu ancien déjà, a le mérite d'avoir été rédigé avec beaucoup de soin et par des hommes dont la compétence est indéniable : professeurs, magistrats et avocats. Les milieux commerciaux, dont les représentants avaient été écartés de la commission d'Amelio, ne firent pas au nouveau projet un accueil enthousiaste, et c'est très vraisemblablement la raison pour laquelle il est sursis d'année en année à l'abrogation du Code de 1882. Il est d'ailleurs peu probable que le projet d'Amelio passe sans retouche, après dix années d'expectative, dans la législation. Aussi est-il possible de fusionner en une même étude les deux projets élaborés par les commissions Vivante et d'Amelio, et de donner ainsi, après avoir examiné la législation actuelle, un aperçu de la tendance vers laquelle le législateur italien semble vouloir se diriger.

1^o LES DISPOSITIONS DU CODE DE 1882 ET DES DÉCRETS-LOIS

A) PUBLICITÉ DES OPÉRATIONS DE CONSTITUTION

Le législateur italien a prévu deux moyens de porter la constitution d'une société à la connaissance du public : les fondateurs rédigent une sorte de prospectus, appelée *programma*. Ils publient, de plus, l'acte constitutif. Cette dernière mesure est une formalité essentielle du fait qu'elle confère à la société la vie juridique. Elle ne devra néanmoins être opérée qu'après homologation du tribunal. Voilà le système auquel le législateur italien s'est rallié, sinon de bonne grâce, tout au moins pour éviter le plus possible de réveiller le souvenir des *matricula mercatorum* des anciennes corporations de marchands et d'échevins, abolies à jamais, semble-t-il ⁽³⁾.

a) Le *programma*.

La confection du *programma* est en relation directe avec la constitution du capital social ; cette publicité ne se conçoit donc que lorsque les fondateurs — les *promotori* — font appel à des capitaux extérieurs. Ils publieront dans un document signé par eux certains renseignements sur la société future et les conditions du futur acte constitutif.

Le *programma* mentionnera l'objet de la société, les clauses de l'acte constitutif et des statuts, le montant du capital, la proportion dans laquelle les actions souscrites doivent être immédiatement libérées ⁽⁴⁾, le délai dans lequel l'assemblée constitutive doit être convoquée, les règles de répartition du bénéfice et la proportion attribuée aux *promotori*.

La loi borne là ses exigences, mais elle avantage les *promotori* qui portent des indications complémentaires dans le *programma*, en spécifiant que l'assemblée générale constitutive devra considérer ces indications comme des points acquis et ne pourra plus en conséquence les discuter. Il est possible ainsi, sur les points délicats, d'écarter les dissentiments profonds susceptibles d'empêcher finalement la constitution de la société.

Le *programma* doit être déposé au greffe du tribunal du futur siège social, avant d'être rendu public.

b) L'acte constitutif.

Les formalités seront différentes suivant qu'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société de capitaux, mais dans un cas comme dans l'autre l'acte constitutif doit être transcrit et affiché.

1° Sociétés de capitaux.

La loi italienne distingue la constitution simultanée⁽⁵⁾ de la constitution successive⁽⁶⁾, mais exige que l'acte constitutif soit rédigé devant notaire par les *promotori* ou par les souscripteurs réunis en assemblée générale constitutive — assemblée dont par ailleurs la loi ne précise que vaguement les attributions à l'article 134 ; — l'acte doit toujours contenir certaines indications⁽⁷⁾ :

1° raison sociale et siège de la société ; indication de l'existence et de l'endroit où sont établis ses succursales et établissements secondaires ;

2° l'objet social ;

3° les montants du capital souscrit et du capital versé ;

4° la nature des actions (et les possibilités de conversion) avec, si les titres sont au porteur, l'indication de leur montant global et de leur valeur nominale et également, si les titres sont nominatifs, le nom et l'adresse des souscripteurs ; de plus, les droits particuliers attachés éventuellement à certaines catégories d'actions⁽⁸⁾ ;

5° le montant évalué des biens apportés en nature ;

6° le mode d'établissement du bilan, le calcul et la répartition des bénéfices ;

7° les avantages ou droits spéciaux accordés aux *promotori* ;

8° les droits et obligations des administrateurs ; les noms de ceux d'entre eux qui ont la signature sociale ;

9° le nombre de *sindaci*⁽⁹⁾ ;

10° les pouvoirs de l'assemblée générale et les modes de délibération pour autant qu'ils contreviennent aux dispositions édictées par la loi⁽¹⁰⁾ ;

11° dates du début et de la fin de la société.

L'acte constitutif devra, de plus, indiquer si le premier versement a été régulièrement opéré par les souscripteurs.

La transcription et l'affichage d'actes constitutifs de société de capitaux ne peuvent avoir lieu qu'après qu'ils ont été ordonnés par le tribunal, qui a l'obligation d'examiner les documents à publier en chambre du conseil, le Ministère public entendu. Le tribunal recherchera si les conditions exigées par la loi ont été remplies et, d'autre part, si l'acte constitutif lui-même n'est pas entaché d'illégalité.

Si le tribunal refuse la publication et l'affichage, le Ministère public peut exercer un recours indéfini ; les administrateurs, par contre, peuvent appeler de ce jugement devant la chambre du conseil de la Cour et se pourvoir éventuellement en Cassation.

L'intervention du pouvoir judiciaire dans toute constitution de sociétés est de nature à étonner ; elle explique toutefois, étant donné le peu de précisions que les fondateurs sont tenus de fournir à l'assemblée générale constitutive, ce qui pourrait prêter à de graves abus s'il n'existait aucun contrôle. La suppression de l'intervention du pouvoir judiciaire ne paraît pas possible sans renforcement de la publicité légale.

2° Sociétés de personnes.

L'acte doit obligatoirement faire l'objet d'une convention réunissant l'unanimité des associés ⁽¹¹⁾. Il sera constaté par un écrit signé, ou par décision judiciaire. Il ne produira ses effets qu'une fois publié.

Cet acte devra contenir sensiblement les mêmes énonciations que l'acte d'une société de capitaux. Au lieu de mentionner les administrateurs, il mentionnera les commandités et l'étendue de l'engagement des commanditaires ⁽¹²⁾.

Dans tous les cas, la transcription de l'acte constitutif telle que prévue par la loi, est opérée sur un registre des sociétés tenu au greffe du tribunal : tout intéressé pourra obtenir copie des documents originaux de la transcription.

L'affichage a lieu dans les salles de la Bourse la plus voisine ⁽¹³⁾ dans tous les cas, et en plus, lorsqu'il s'agit d'une société de capitaux, dans la grande salle de l'Hôtel de Ville, et lorsqu'il s'agit d'une société de personnes, dans la salle du tribunal. Ces dispositions un peu dé-

suètes et dont les raisons n'apparaissent pas clairement, rappellent le temps où toute la vie des bourgs et des villes était concentrée autour d'un point déterminé, qui était d'ailleurs assez souvent l'Hôtel de Ville.

Dans le mois qui suit ce dépôt au greffe, la société doit publier un extrait suffisant de l'acte dans un journal d'annonces légales du ressort du tribunal.

Il est très intéressant de souligner, à ce propos, que dans chaque province il est publié un journal d'annonces légales et judiciaires par les soins de l'administration.

L'acte constitutif doit de plus paraître dans son intégralité, dans les trente jours, au Bulletin officiel des sociétés par actions. Ce bulletin très volumineux est unique pour toute l'Italie, il centralise toute la publicité des sociétés par actions ⁽¹⁴⁾.

Si la société est une société de personnes, dont le siège soit dans la province de Rome, publication doit en être faite dans la *Gazette du Royaume*.

B) PUBLICITÉ DU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ

a) *Publicité du fonctionnement proprement dit*

Nous distinguerons les décisions de l'assemblée générale des actionnaires, les documents soumis à l'assemblée générale, et enfin le rapport des commissaires.

I. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus si elle réunit le quorum et que des décisions soient prises à la majorité prévue aux statuts. Il est donc extrêmement important d'assurer une large publicité aux décisions prises et à la convocation des actionnaires.

Le Code de 1882 stipule que l'assemblée peut être réunie par les administrateurs ⁽¹⁵⁾, les *sindaci* ⁽¹⁶⁾ ou par une personne désignée par le tribunal ⁽¹⁷⁾. L'avis de convocation doit être inséré dans la *Gazzetta Ufficiale* au moins quinze jours à l'avance, et porter indication de l'ordre du jour ⁽¹⁸⁾.

Les statuts imposent très souvent d'autres mesures de publicité aux administrateurs.

L'assemblée générale se réunit, à moins de dispositions contraires des statuts, au siège social de la société où il est tenu un registre des procès-verbaux dressés par un notaire.

II. L'assemblée générale annuelle examine le bilan dressé par les administrateurs et auquel est joint le rapport des *sindaci*. Ces deux documents peuvent être consultés quinze jours avant l'assemblée, par tous les actionnaires ; si ce délai n'était pas respecté, les actionnaires pourraient demander le renvoi de l'assemblée à une date ultérieure ; notons au passage l'inefficacité de cette mesure : les actionnaires sont, en effet, les seuls touchés par le déplacement de cette assemblée, il est donc fort probable qu'ils n'exerceront que très rarement leur droit. Les responsables de cet état de choses (administrateurs, commissaires, etc.) sont, par contre, à l'abri de toute sanction. Il est probable qu'une peine pécuniaire qui leur serait infligée personnellement pourrait heureusement compléter la possibilité pour les actionnaires de reculer la date de réunion de l'assemblée.

Institués pour surveiller au nom de tous les actionnaires la gestion de la société, les *sindaci* se sont vus conférer par la loi des droits d'investigation très étendus : ils peuvent notamment exiger des administrateurs la production d'états sommaires, assister aux séances du conseil d'administration. La loi italienne n'a pas perdu de vue le fait que ces commissaires ne sont que des représentants de l'ensemble des actionnaires et dûment mandatés par eux. Aussi permet-elle à ces derniers, représentés par au moins le dixième d'entre eux, d'exiger, à un moment quelconque de l'année sociale, un rapport des *sindaci* sur un point déterminé. Ce rapport sera discuté en une assemblée générale réunie à cet effet, après que chaque actionnaire aura pu en prendre connaissance pendant quinze jours.

Les administrateurs, à défaut de règles spéciales édictées par les statuts, peuvent établir et présenter le bilan comme bon leur semble. La loi ne pose aucune règle de nature à éviter certaines fraudes dans l'établissement du bilan, fraudes aboutissant notamment à la distribution de dividendes fictifs. Les auteurs⁽¹⁹⁾ se sont fréquemment élevés contre cet état de choses permettant à des administrateurs peu scrupuleux de présenter des bénéfices anormaux. Il est nécessaire tou-

tefois de signaler une règle encore qu'elle ne concerne que les sociétés d'assurances et qui est l'obligation de porter au bilan les titres en portefeuille pour leur prix d'acquisition ou — s'il est inférieur — leur cours en bourse ⁽²⁰⁾.

III. Une procédure extraordinaire permet aux actionnaires représentant au moins un huitième du capital social de présenter au tribunal une requête aux fins de nomination d'un ou de plusieurs commissaires et de les charger de faire un rapport après examen des livres de la société. Si, d'après ce rapport, le tribunal estime les doléances des actionnaires fondées, il sera convoqué une assemblée générale qui statuera ⁽²¹⁾.

b) *Les modifications dans les éléments constitutifs*

I. Les changements dans les personnes des administrateurs ne sont l'objet d'aucune publicité spéciale : administrateurs statutaires, ils seront désignés dans le *programma* sinon dans les procès-verbaux des assemblées générales consignées dans un registre à la disposition du public.

II. Il doit également être tenu au siège social un registre contenant les noms des actionnaires ⁽²²⁾. A chaque nom correspond l'indication du montant libéré de chaque action ainsi qu'éventuellement, si le titre est entièrement libéré, la mention du transfert au porteur. Est seulement opposable à la société le transfert de titres nominatifs, même par endossement ⁽²³⁾, s'il est porté sur ce registre.

c) *Les modifications d'ordre constitutionnel*

Toutes les modifications apportées aux statuts par l'assemblée générale seront publiées de la même manière que l'acte constitutif dès que le tribunal aura vérifié la régularité de la décision ; il y a donc lieu à transcription au registre des sociétés, à affichage à l'Hôtel de Ville et à la Bourse la plus voisine, et à publication de l'acte entier dans le Bulletin des sociétés par actions, ainsi que d'un extrait dans un journal d'annonces légales.

Notons qu'il importe peu, au point de vue de la publicité, qu'au

cas d'une augmentation de capital, la souscription aux nouveaux titres soit ou non réservée aux actionnaires.

Les effets de cette publicité sont assez importants du fait qu'elle rend les décisions publiées opposables aux tiers et qu'elle fait courir le délai d'un mois accordé aux actionnaires pour leur permettre de se retirer de la société au cas de fusion, de changement de l'objet social, d'augmentation de capital au moyen d'un supplément d'apports accompagné ou non d'une émission d'actions nouvelles.

La réduction du capital étant de nature à pouvoir léser les intérêts des tiers, la loi exige la publication d'un avis indiquant que tout intéressé peut, dans les trois mois, faire opposition de cette réduction. En ce cas, le tribunal décidera souverainement.

C) LIQUIDATION ET FUSION DE LA SOCIÉTÉ

Au point de vue de la publicité, la fusion est assimilée, ainsi que la liquidation, à une diminution de capital, sauf si la dissolution coïncide avec une cessation de l'activité sociale à une époque déterminée par les statuts.

Les opérations de liquidation une fois terminées, le compte définitif ainsi qu'un rapport de clôture sont déposés dans les trente jours au greffe du tribunal. Ce n'est que lorsque sera intervenue une décision judiciaire sanctionnant cet état de choses qu'aura lieu la répartition de l'actif.

L'expérience ne tarda pas à souligner toute l'imperfection de ce système publicitaire et notamment le manque total de publicité sur certains points ; tout le système repose, en effet, sur la consultation de registres au greffe du tribunal civil, qui est, il faut le dire, un des moyens les moins commodes, donc les moins efficaces.

M. Montara proposa, dès 1915, l'introduction d'un registre de commerce à l'exemple de la législation allemande. Les commissions parlementaires adhérèrent à ce projet. Il ne devait pourtant être mis au point que dans le projet d'Amelio ⁽²⁴⁾.

2° LA PUBLICITÉ DES SOCIÉTÉS DANS LES PROJETS VIVANTE ET D'AMELIO

Le Gouvernement italien aurait voulu, étant donné l'état de choses créé par le Code de 1882, une réforme « sur presque tous les points essentiels », de toute la matière des sociétés⁽²⁵⁾, alors que les auteurs des deux projets Vivante et d'Amelio n'avancèrent qu'avec une prudence extrême.

Est-ce cette opposition de conception qui fut la cause déterminante de l'oubli relatif dans lequel sont tombés ces deux projets ? Elle pourrait tout au moins en constituer une explication. Toujours est-il que les innovations, qu'il ne faut pas mésestimer en matière de publicité légale, subissent le sort commun.

Alors que le projet d'Amelio bâtit la publicité sur la base toute nouvelle en Italie, d'un registre de commerce qui serait tenu par les Chambres de commerce, le projet Vivante constitue un ensemble de solutions assez complexes édifiées sur des bases à peu près semblables à celles du Code de 1882.

A) LA PUBLICITÉ DE LA CONSTITUTION

a) Le *programma*.

Les deux projets ont repris cette publicité à peu près dans leur état actuel : le *programma* contiendra un projet de statuts et devra notamment être déposé au greffe du tribunal civil.

b) L'acte constitutif.

1° Société de capitaux.

Les projets ont distingué suivant qu'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société de capitaux. « Le contrat de société doit être fait par acte public »⁽²⁶⁾, il sera publié par inscription au registre de commerce⁽²⁷⁾.

Les projets énumèrent ensuite les indications devant faire l'objet de la publicité légale ; nom et objet de la société, nombre des administrateurs, indication de leurs fonctions et de leurs pouvoirs, le siège social, le siège des filiales et des agences, le capital souscrit et

le capital versé, le nombre et la valeur nominale des actions ; les apports en nature et leur mode d'évaluation, la répartition des bénéfices, la participation des *promotori* à ces bénéfices, le nombre des *sindaci*, le lieu de réunion de l'assemblée générale, les conditions de validité de ses délibérations, l'exercice du droit de vote, les dates du début et de la fin de la société.

Les sociétés à capital variable devront de plus indiquer le capital minimum ; les sociétés coopératives, les conditions de l'admission et de l'exclusion des membres ainsi que le lieu et la date du versement de leur quote-part.

Les projets ne font que compléter dans une mesure assez relative les stipulations du Code de 1882.

Par contre, il appartiendra au notaire qui a rédigé le procès-verbal de la séance de l'assemblée générale, et non plus aux administrateurs, de le déposer au greffe du tribunal du siège social.

En même temps doivent être déposés les documents ⁽²⁸⁾ prouvant la souscription entière du capital et la preuve du dépôt de l'acte constatant le versement total ou partiel de ce versement ⁽²⁹⁾. Les autres formalités sont les mêmes que celles de l'intervention judiciaire, édictées par le Code de 1882, étant noté toutefois que le registre de commerce est substitué, en partie, au registre des sociétés.

2° Société de personnes.

Les projets prévoient que l'acte constitutif des sociétés de personnes peut être rédigé de deux façons différentes, suivant que les fondateurs ont choisi la constitution simultanée ou la constitution successive.

Ce sera un acte public passé devant notaire ou une déclaration signée des associés qui devra, dans le projet d'Amelio, être présenté au fonctionnaire chargé de la tenue du registre à la Chambre de commerce. Cet acte une fois inscrit, la société est légalement constituée ⁽³⁰⁾. Cette déclaration contiendrait les nom, prénoms de chacun des administrateurs, la raison sociale et le siège de la société, le lieu d'établissement des agences et succursales, l'objet de la société, la date de sa constitution et son terme ⁽³¹⁾.

Le projet Vivante n'a pas été modifié lorsqu'il exige le dépôt dans

les quinze jours au greffe du tribunal de deux copies authentiques de la déclaration que le juge, après vérification, transmet à la Chambre de commerce aux fins d'inscription sur le registre de commerce⁽³²⁾. La transcription sera également à effectuer dans le registre des sociétés par actions, une publication devra de même être faite dans la *Gazzetta Officiale*.

Toutefois il n'y a plus lieu, dans le projet d'Amelio, à publication de la constitution dans ce bulletin qui ne subsiste plus que comme simple organe de renseignements.

Les deux projets maintiennent la publication d'un extrait de l'acte de constitution dans le bulletin mensuel de la Chambre de commerce⁽³³⁾, mais cette formalité n'est nullement sanctionnée par la nullité de la société. Cette publication serait, en effet, faite d'office par les soins de la Chambre de commerce.

Remarquons que toutes les sociétés doivent délivrer à tout requérant copie de leur acte constitutif avec toutes les modifications apportées jusqu'au jour de la réquisition, et moyennant le versement d'une indemnité dont le montant est fixé annuellement par la Chambre de commerce⁽³⁴⁾.

B) LA PUBLICITÉ DU FONCTIONNEMENT

Aucun des deux projets n'a innové considérablement en ce qui concerne le fonctionnement général des sociétés. Pour ce qui est de l'étendue de la publicité, elle reste sensiblement la même dans son principe, sauf en ce qui concerne l'introduction du registre de commerce préconisé par les deux projets et qui nécessiterait une retouche de l'ensemble du système.

a) *La publicité du fonctionnement proprement dit.*

Chacun des projets prévoit une publicité permanente de la personnalité de la société ; et d'abord, en ce qui concerne les papiers commerciaux émanant de la société, tels que correspondance, factures, circulaires ou réclames, ils devront indiquer⁽³⁵⁾ la nature de la société, son siège, sa date de constitution et la Chambre de commerce où elle est inscrite. Les sociétés à garantie limitée doivent de plus

indiquer leur capital nominal et les sociétés par actions le capital effectivement versé, tel qu'il résulte du dernier bilan approuvé.

Le projet d'Amelio envisage ensuite ⁽³⁶⁾ d'exiger que les titres émis par la société portent la date de l'acte constitutif ainsi que la date de sa transcription avec indication du registre de commerce, du montant du capital social, du nombre et de la valeur des actions, de la durée de la société.

Il est porté à la connaissance des actionnaires par le moyen d'un rapport présenté à l'assemblée générale, la façon dont est gérée la société. L'assemblée générale elle-même, ou plutôt sa convocation est l'objet d'une publicité spéciale.

La convocation doit, d'après le projet Vivante, être insérée quinze jours avant la réunion dans la *Gazzetta Officiale*. Cette convocation devra également être adressée à tous les actionnaires qui se sont fait inscrire dans le livre des actionnaires ⁽³⁷⁾, et ceci est une innovation assez remarquable : les actionnaires s'intéressant à la vie de la société peuvent, s'ils le désirent, être tenus personnellement au courant de la réunion des assemblées.

Le projet d'Amelio ajoute à ces prescriptions l'insertion de l'avis de convocation dans un journal quotidien de la province ou, à défaut, de la province limitrophe.

L'assemblée, ainsi convoquée, doit examiner le bilan, dressé suivant des règles assez minutieuses, déterminées par le projet Vivante ⁽³⁸⁾ et renforcées dans le projet d'Amelio ⁽³⁹⁾.

Au bilan doivent figurer chacun en un poste séparé, non compensé, le capital social, les réserves, les dettes, le montant des créances, les titres de propriété de la société évalués d'après la moyenne du dernier semestre, les marchandises évaluées au prix d'achat ou, s'il est inférieur, au cours du jour de la clôture de l'exercice, etc. Le bilan doit également indiquer les participations qu'elle pourrait posséder dans d'autres entreprises ; mais le défaut de définition de la participation laisse la porte ouverte à un pouvoir excessif d'interprétation de l'autorité judiciaire. Malgré cette imperfection de détail, à laquelle il serait d'ailleurs facile de remédier, il n'en reste pas moins que les projets constituent au point de vue de la sincérité du bilan et du contrôle du compte de profits et pertes, un très sérieux pas en

avant sur le Code de 1882 : de plus, il s'agit plutôt de directives que de règles rigides, et c'est ce qui permettra d'appliquer ces prescriptions quel que soit la nature ou l'objet de la société (40).

Les deux projets ont, malgré cela, maintenu le rapport des *sindaci* à l'assemblée générale. Ces commissaires ont toutes les facilités pour se documenter sur la marche de la société ; le bilan doit, de plus, leur être soumis un mois avant l'assemblée générale avec les documents justificatifs et un rapport des administrateurs (41).

En théorie, l'assemblée générale sera donc pleinement éclairée par ce rapport circonstancié et documenté des *sindaci*, émissaires des actionnaires auprès de la direction de la société ; en pratique, par contre, cette institution est si déficiente que la suppression des *sindaci* a été proposée lors du débat.

Le bilan et le rapport des *sindaci* seront déposés au siège quinze jours avant l'assemblée, et tenus à la disposition des actionnaires. Dès qu'il sera approuvé, le bilan devra être déposé en double exemplaire au greffe du tribunal avec le rapport des administrateurs et celui des *sindaci*, ainsi que le procès-verbal de l'assemblée générale (42). Le juge du registre en conserve une copie et en transmet l'autre, après qu'il s'est assuré du respect des droits de la minorité, à la Chambre de commerce et, d'après le projet Vivante, au registre des sociétés par actions.

En ce qui concerne la publicité du bilan et la procédure d'inscription au registre de commerce, la société en nom collectif est assimilée à la société anonyme.

Pour les sociétés à garantie limitée, le bilan doit, dix jours après qu'il a été accepté, être déposé directement à la Chambre de commerce qui procède à sa transcription.

En plus de ces formalités, les sociétés seraient tenues, d'après le projet Vivante (43), de délivrer copie de leur dernier bilan. Le projet d'Amelio précise que pour les sociétés par actions ou à garantie limitée, les rapports des administrateurs et des *sindaci* doivent être délivrés également sur réquisition.

Remarquons que la publicité de toutes les délibérations des assemblées générales est assurée par la mise à la disposition du public du registre des procès-verbaux.

b) *Les modifications dans les éléments constitutifs.*

Les noms des *sociétaires* et des *administrateurs* sont inscrits dans des registres spéciaux tenus à la disposition du public au siège social. Il est également possible d'en obtenir copie. Alors que le livre des actionnaires ne porte que les noms, prénoms, profession et domicile des propriétaires de titres nominatifs ou de titres au porteur laissés en dépôt à la société, le livre des obligataires indique, de plus, pour chaque titre, le montant pour lequel il a été émis et la partie éventuellement remboursée.

Les changements d'administrateurs ou de directeurs généraux, la création et la suppression de succursales doivent être, dans les huit jours, signifiés au greffe du tribunal : le juge délégué annote en ce sens le registre des sociétés et transmet copie des pièces déposées à la Chambre de commerce aux fins d'inscription au registre de commerce. Cette dernière disposition, qui se retrouve à plusieurs endroits dans le projet Vivante, indique un certain tâtonnement de la part des auteurs de ce projet, tâtonnement conduisant à une publicité de même nature au greffe du tribunal civil et à la Chambre de commerce. Les auteurs du projet n'ont pas poussé leur innovation assez loin pour arriver, soit à supprimer le contrôle judiciaire et l'inscription au greffe, soit à réorganiser la publicité au greffe par la création d'un registre unique tenu cette fois par le greffier.

Une publicité sérieuse entoure l'émission d'obligations.

Une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, prise à une majorité élevée, doit être déposée dans les quinze jours à l'office du registre et inscrite au registre de commerce, à peine de nullité, d'après le projet d'Amelio. Le projet Vivante avait proposé le dépôt au greffe du tribunal dans les trente jours, en double copie, ainsi qu'au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Les administrateurs doivent, en cas de souscription publique, publier une notice portant le nom, l'objet, le siège, le capital et la durée de la société, la date de l'acte constitutif et de ses modifications, la situation d'après le dernier bilan ainsi que la date de l'assemblée générale ayant décidé l'émission d'obligations. En ce qui concerne les titres à émettre, cette notice doit indiquer quelle sera leur valeur

nominale, le mode de paiement et quel intérêt ils porteront, ainsi que le montant total de l'émission.

Chaque titre devra porter les mêmes indications.

c) Les modifications d'ordre constitutionnel.

En principe, une publicité uniforme est prévue pour toutes les sociétés, quelle que soit leur nature : de légères différences existent toutefois dans l'un et l'autre projet, suivant qu'il s'agit d'une société de personnes ou d'une société de capitaux.

Le projet Vivante spécifie que la déclaration expresse ou la délibération des sociétaires décidant de modifier l'acte constitutif des sociétés en nom collectif, en commandite simple ou à garantie limitée, doit être déposée dans les quinze jours en double exemplaire au greffe du tribunal.

Les décisions de l'assemblée générale des sociétés par actions bénéficient, par contre, d'un délai de trente jours, mais elles doivent également être déposées au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Le projet d'Amelio garde des dispositions analogues, uniformisant seulement le délai à quinze jours et prévoyant le dépôt à l'office du Registre et non pas au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Le projet Vivante prévoit également la parution, dans le mois, de l'acte constitutif ainsi modifié, au bulletin de la Chambre de commerce du siège social et des succursales. Ce bulletin est affiché par les soins de la Chambre de commerce⁽⁴⁴⁾. La même publication doit également, pour les sociétés anonymes ou en commandite par actions, être opérée dans le bulletin des sociétés.

C) LIQUIDATION ET FUSION DE LA SOCIÉTÉ

a) Toute fusion de sociétés doit être inscrite au registre de commerce⁽⁴⁵⁾. Doit également être déposé à l'office du registre le bilan de la société, ainsi que le mode d'évaluation du passif.

Si le siège de la nouvelle société se trouve dans le ressort d'une autre Chambre de commerce que celui des sociétés qui fusionnent, la nouvelle société devra être inscrite au registre de commerce du nouveau siège social.

b) La délibération ou la décision judiciaire prononçant la liquidation doit être déposée, d'après le projet Vivante, au greffe du tribunal civil, et, d'après le projet d'Amelio, à l'office du Registre auprès de la Chambre de commerce. Toutes les modifications apportées au cours de la liquidation recevront la même publicité.

Pendant toute la durée de la liquidation, le nom de la société doit toujours être suivi des mots « en liquidation » sur tous les actes, papiers, circulaires, et ceci dès que la décision provoquant la liquidation a été transcrite au registre de commerce⁽⁴⁶⁾.

Pendant la liquidation, les opérations de la société seront entourées des mêmes mesures publicitaires qu'en temps de gestion normale.

Une fois la liquidation terminée, les livres de la société doivent être déposés au greffe du tribunal (projet Vivante) ou à l'office du Registre (projet d'Amelio), où ils seront pendant trois ans à la disposition du public.

La radiation de la société au registre de commerce et au registre des sociétés sera opérée sur réquisition des liquidateurs.

Ces projets formeront-ils un jour partie intégrante du *Codice di Commercio* ? N'oublions pas que le projet Vivante a actuellement treize et le projet d'Amelio dix ans. C'est beaucoup, du fait surtout que toute discussion semble aujourd'hui cesser. On a prêté au Gouvernement italien l'intention de procéder à une refonte complète de toute la législation avant la fin de l'année 1935. Les événements ne semblent pas devoir confirmer cette assertion. En ce cas, toutefois, il ne semble pas douteux que ce seraient ces deux projets qui inspireraient le plus le législateur. Mais ne faudra-t-il pas les reviser, les fusionner en quelque sorte avant de les rendre exécutoires ? Et la retouche la plus sérieuse à faire devra porter, dans le projet Vivante, sur l'existence du registre des sociétés à côté du registre de commerce, et aussi du double dépôt au greffe du tribunal et à la Chambre de Commerce.

(1) Principaux textes en vigueur :

— *Codice di Commercio*, du 2 avril 1882, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1883, modifié par la loi du 1^{er} avril 1915.

— Décret-loi du 12 janvier 1923, modifié par la loi du 28 mai 1925 et portant suspension de l'article 158 du *Codice di Commercio* jusqu'à la mise en vigueur du nouveau Code.

— Décret-loi du 7 juin 1923 concernant l'émission et la cession de titres.

— Décret-loi du 21 avril 1927, devenu la loi du 8 mars 1928 et concernant l'émission d'obligations.

— Décret du 20 décembre 1928 sur la confection d'un état semestriel.

— Décret-loi du 13 février 1930, devenu la loi du 15 mai 1930 sur les fusions de sociétés.

(2) VIVANTE, p. 18.

(3) *Relazione sul Progetto d'Amelio*, p. 27.

(4) Le minimum prescrit par la loi est des trois dixièmes du montant de la souscription (article 134).

(5) Art. 128 : lorsque dès le début des formalités de constitution, la totalité du capital émis se trouve être souscrite.

(6) Art. 129 : lorsqu'il y a souscription publique, et lorsque le capital aura ainsi été souscrit a lieu l'élaboration définitive du pacte social. Le pacte social est en ce cas l'œuvre de la majorité absolue des souscripteurs réunis en assemblée générale constitutive sur convocation des *promotori* insérée quinze jours à l'avance dans la *Gazzetta Ufficiale del Regno*. Chacun des souscripteurs n'a qu'une seule voix quel que soit le nombre des titres souscrits (article 156).

(7) Art. 89.

(8) La Cour de Cassation admet les actions à vote plural à la condition que le nombre des voix qui leur est attribué ne soit pas exorbitant et par conséquent de nature à rendre illusoire le droit de vote attaché aux actions ordinaires.

(9) Fonction correspondant à celle de commissaires aux comptes.

(10) Art. 156, 157 et 158.

(11) VIVANTE, II, p. 101.

(12) Art. 89.

(13) Art. 90.

(14) Ce bulletin a été réorganisé par les décrets des 4 août et 29 septembre 1930.

(15) Art. 175.

(16) Art. 184.

(17) Art. 153.

(18) VIVANTE, V, p. 221, N° 492.

(19) VIVANTE, N° 568.

(20) Décret du 5 janvier 1887.

(21) Art. 153.

(22) Art. 141.

(23) Prévu par le décret du 7 juin 1923.

(24) *Relazione sul Progetto*, p. 27.

(25) Travaux préparatoires de la loi du 30 décembre 1923. Traduction dans PERCEROU, p. 84 et 85.

(26) Art. 107 projet d'Amelio.

(27) Art. 56 projet Vivante, 22 à 27 projet d'Amelio.

(28) Ce sont le *programma* ou le projet de statuts portant les noms, prénoms et domicile du souscripteur, le numéro en toutes lettres de l'action souscrite, ainsi que la déclaration datée par laquelle le souscripteur accepte le *programma* ou le projet de statuts. Une lettre du souscripteur en la forme authentique peut tenir lieu de déclaration.

(29) Art. 20 projet Vivante, art. 108 projet d'Amelio.

(30) *Relazione sul Progetto d'Amelio*, p. 96.

(31) Art. 89 projet d'Amelio.

(32) Art. 110 et 111 projet Vivante.

(33) Art. 124 projet Vivante, art. 107 projet d'Amelio.

(34) Art. 117 projet d'Amelio.

(35) Art. 128 projet Vivante, art. 116 projet d'Amelio.

(36) Art. 172.

(37) Art. 209.

(38) Art. 246.

(39) Art. 236.

(40) Voir à ce sujet *Relazione del prof. Scialoja sul Progetto Vivante*, p. 282.

(41) Vivante, N° 243 ; d'Amelio, N° 235.

La remise aux *sindaci* d'un rapport des administrateurs a été adopté malgré une opposition très vive des organismes bancaires et de la conférence de l'industrie (*Relaz.*, p. 104).

(42) Vivante, N° 246 ; d'Amelio, N° 239.

(43) Art. 127.

(44) Art. 124 et 125.

(45) Projet d'Amelio, art. 253.

(46) Projet Vivante, art. 263, d'Amelio, art. 257.

CHAPITRE CINQUIEME

BELGIQUE ⁽¹⁾

La législation belge des sociétés mérite de retenir l'attention, parce que reposant sur les mêmes principes que la législation française, elle a devancé cette dernière.

La structure juridique des sociétés est la même dans les deux pays. La publicité légale s'opère par les dépôts aux greffes des tribunaux, l'insertion dans les journaux et de façon complémentaire par le registre du commerce.

Mais la législation belge est, si l'on peut dire, à un stade plus avancé que la législation française. Des lacunes évidentes ont été comblées : ici, la publicité est plus étendue ; un progrès très sérieux a été fait en ce qui concerne les journaux d'annonces légales.

Nous analyserons de façon assez détaillée la législation belge, faisant ainsi mieux ressortir son analogie profonde avec l'état de choses actuel en France.

1° PUBLICITÉ DE LA CONSTITUTION

La publicité de la constitution de la société est assurée de deux façons : par dépôt au greffe suivi ordinairement de publications au *Moniteur* et par inscription au registre du commerce.

Alors que la première de ces formalités est nécessaire pour parachever la constitution, l'inscription au registre du commerce n'influe en aucune manière sur la validité ou l'existence de la société.

A) PUBLICITÉ PAR DÉPOT ET PUBLICATION

Les actes constitutifs des sociétés anonymes en commandite par actions et coopératives sont publiés en entier, alors que ceux des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple sont publiés par extraits, aux frais des intéressés⁽²⁾. Naturellement, les associés peuvent en ce cas toujours publier l'acte en son entier ; il s'agit d'une faculté que la loi leur laisse en n'exigeant qu'un extrait, ce qui est d'ailleurs motivé par le fait que chaque membre est indéfiniment responsable.

Cet extrait contiendra les mentions nettement déterminées par la loi⁽³⁾. Et tout d'abord les dates auxquelles a commencé et doit finir la société, puis la désignation précise des associés solidaires. La jurisprudence exige que ces mentions soient faites clairement, afin qu'il n'y ait aucun doute sur la personnalité de l'associé et que soit rempli le but poursuivi par la loi, — permettre au public de déterminer la valeur des engagements de la société d'après la solvabilité des associés responsables *in infinitum*.

L'extrait doit encore indiquer la raison sociale. C'est, en effet, avant ses membres pris individuellement, la société, personne morale, qui se trouve engagée par les actes accomplis sous la raison sociale. Chacun des associés peut, d'après le droit commun, obliger la société⁽⁴⁾, aussi est-il nécessaire d'avertir les intéressés des dérogations apportées conventionnellement. L'extrait devra en ce cas stipuler quels sont les associés qui ont la signature sociale, ainsi que la mesure dans laquelle ils peuvent chacun engager la société.

L'article 7 exige encore d'autres mentions qui, de par leur nature, ne s'appliquent qu'aux sociétés en commandite. D'abord l'indication séparée des valeurs fournies et à fournir en commandite, c'est-à-dire tous renseignements sur l'apport des commandités exclusivement du fait que l'ensemble du patrimoine des commanditaires ne se trouve pas engagé. En pratique, cette mention est portée sur l'acte de société, car c'est un moyen d'augmenter le crédit de la société puisque ces apports forment le gage des créanciers sociaux à l'exclusion des créanciers personnels des associés.

Devront enfin être publiés les noms des commanditaires n'ayant

pas encore versé intégralement le montant de leur engagement. Les tiers ont, en effet, intérêt à connaître ceux qui sont encore débiteurs de leur apport : « tant vaut l'engagement tant vaut le débiteur », écrit PIRMEZ⁽⁵⁾. « Celui qui ne veut pas se faire connaître n'a qu'à libérer sa mise immédiatement ». Cet extrait doit être signé (art. 8) de tous les associés solidaires ; s'il est fait par acte public, la signature du notaire sera suffisante. Nous avons vu que la législation belge prévoit, en outre, la publication de l'acte constitutif des sociétés de capitaux, pour le motif que le gage des tiers réside uniquement dans les ressources de la société. C'est pour cette même raison que la loi a assimilé à ces sociétés les sociétés coopératives et les unions de crédit, dont les membres peuvent limiter leur responsabilité à leur mise.

Pour les sociétés anonymes, l'acte doit mentionner « la spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait et le nom de l'apporteur ; les mutations à titre onéreux dont les immeubles apportés à la société ont fait l'objet pendant les cinq années précédentes ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites ; les charges hypothécaires grevant les biens apportés ; les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option ; la cause et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs, le montant, au moins approximatif, des dépens, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mises à sa charge à raison de sa constitution » (art. 30).

La publicité est bien plus étendue si les fondateurs font appel à l'épargne : l'acte de société, dressé en forme authentique, est publié à titre de projet. Les souscriptions, qui doivent être faites en double, indiquent la date de l'acte de société publié à titre de projet et celle de sa publication ; les noms, prénoms, profession et domicile des fondateurs⁽⁶⁾, l'objet de la société, le capital social et le nombre d'actions, le versement sur chaque action d'un cinquième au moins du montant de la souscription ou l'engagement de faire ce versement lors de la constitution définitive de la société ainsi que la convocation des souscripteurs à une assemblée qui sera tenue dans les trois mois

pour la constitution définitive ainsi que toutes les mentions que doit indiquer l'acte de société⁽⁷⁾.

Toutes ces énonciations doivent aussi figurer dans les prospectus ou circulaires, les affiches et les insertions dans les journaux. Il est toutefois possible, en ce cas, de n'indiquer que la date de la publication du projet d'acte de société.

Pour les sociétés coopératives, l'article 117 exige que l'acte constitutif spécifie à peine de nullité : la dénomination, l'objet et le siège de la société, la désignation précise des associés et la manière dont le fonds social est ou sera formé avec l'indication de son minimum. A moins que l'acte constitutif ne porte des mentions contraires, et ces mentions devront être publiées⁽⁸⁾, les fondateurs sont réputés s'être ralliés aux dispositions légales prévoyant que : la société dure dix ans ; les associés peuvent se retirer de la société, en être exclus pour inexécution du contrat ; l'assemblée générale prononce les exclusions et les admissions et autorise les retraits des versements, la société est gérée par un administrateur et surveillée par trois commissaires, tous les associés ont un droit de vote égal à l'assemblée générale. Les convocations se font par lettres recommandées, signées de l'administration ; les résolutions seront prises en suivant les règles indiquées pour les sociétés anonymes ; les bénéfices et les pertes se partagent chaque année par moitié par parts égales entre les associés et par moitié à raison de leur mise. Les associés sont tous solidaires.

En aucun cas, toutefois, la durée de la société ne saurait être supérieure à trente années.

Pour toutes les sociétés, les actes ou les extraits doivent être dans la quinzaine déposés au greffe du tribunal de commerce du siège social avec une copie sur papier libre⁽⁹⁾ et une provision couvrant les frais afférents au dépôt et à la publication⁽¹⁰⁾. La loi précise toutefois que la publicité légale s'applique aux seuls actes définitifs : sont en conséquence exclus les actes, même authentiques, mais qui ne sont restés qu'à l'état de projet ; ainsi dans le cas de la constitution de sociétés anonymes par voie de souscription, c'est le procès-verbal authentique de l'assemblée générale constitutif qui est seul à publier⁽¹¹⁾. Le greffier doit, dans les quarante-huit heures, faire le nécessaire pour l'insertion dans le *Moniteur belge*⁽¹²⁾ publié en

annexe du *Journal Officiel* ; il est loisible à chacun de s'y abonner ; on peut toutefois le consulter aux greffes des Cours et des Tribunaux où, réuni en recueils spéciaux, il est gratuitement à la disposition du public ; depuis une circulaire ministérielle du 30 juin 1873 qui a prescrit aux juges de paix de le déposer à leur greffe, les intéressés ont toute facilité pour se documenter.

La publication de l'acte dans ce journal sera effectuée dans les dix jours du dépôt. En cas de retard ou d'omission, des dommages-intérêts peuvent être réclamés au responsable qui est, soit le greffier, soit le *Moniteur*, ce que l'on déterminera facilement grâce à la tenue d'un livre d'arrivée au *Moniteur* ⁽¹³⁾. Les associés ne peuvent, en effet, opposer l'acte aux tiers que quatre jours après sa publication (art. 10).

Aucune publication n'est exigée pour les mandats authentiques ou privés. Ceux-ci seront déposés au greffe du tribunal en même temps que les actes des sociétés anonymes, en commandite par actions ou coopérative auxquels ils se rapportent (art. 9). Ils resteront gratuitement à la disposition du public.

Jadis, et bien que cette mesure ne présente pas une grande utilité pour les tiers, la publication des procurations devait être effectuée au *Moniteur* et ce n'est qu'après de longues discussions, de nombreux rapports, spécialement au Sénat, que l'article 9 a été ainsi rédigé ⁽¹⁴⁾.

La loi a assuré l'exécution des dépôts dans le délai prescrit en dictant comme sanction une amende du millième du capital social (quoique au minimum de cinquante francs et au maximum de cinq mille francs). C'est toutefois la société — donc les actionnaires — qui seront responsables de cette amende, édictée à l'occasion d'une faute ou d'une négligence des fondateurs. Notons enfin qu'aucune publicité n'est exigée pour les associations momentanées et les associations commerciales en participation. L'article 14 précise que ces associations « ne sont pas sujettes aux formalités prescrites pour les sociétés ».

B) LE REGISTRE DU COMMERCE

La publicité organisée par le registre du commerce a été introduite plus récemment dans le but de centraliser tous les renseignements ⁽¹⁵⁾.

Le greffier qui se charge de l'inscription n'a pas à vérifier l'exactitude des déclarations des intéressés, et ne peut refuser l'inscription que si les déclarations ne contiennent pas les mentions exigées par la loi. Ces mentions n'ont donc pas une force probante supérieure à celle des déclarations ordinaires et la loi ne leur accorde, comme en France, aucune portée juridique.

Doivent être indiquées au registre de commerce du siège social, la raison sociale, le siège ainsi que l'adresse des succursales et agences en Belgique et à l'étranger, l'objet de la société, la date du début des opérations, d'autre part les nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité d'origine et acquise des administrateurs et des commissaires des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions, coopératives et unions de crédit ainsi que des personnes autorisées à administrer et ayant la signature. Enfin la date et le numéro du *Moniteur belge* dans les annonces duquel ont eu lieu les publications relatives à la société.

Lorsque la société possède des succursales et agences, il sera nécessaire que, non seulement ces établissements soient indiqués au registre du siège social, mais aussi que des inscriptions soient prises au registre dans le ressort duquel sont situées les succursales et agences. A cet effet, il suffit de produire un certificat d'immatriculation au registre dans le ressort duquel se trouve le siège social.

Mais l'obligation de se faire immatriculer n'incombe qu'aux sociétés commerciales, c'est-à-dire accomplissant des actes que la loi qualifie de commerciaux et qui ont la personnalité civile. C'est ainsi que les associations en participation, bien que régies par la loi sur les sociétés, ne sont pas soumises à cette immatriculation.

Peu importe, du reste, que la société soit belge ou étrangère : il suffit que la société étrangère ait un établissement, une agence ou une succursale en Belgique pour être soumise à cette obligation. Le critère adopté pour juger de son caractère de commercialité est la loi belge.

Ces registres sont tenus au greffe des tribunaux de commerce ou civils à leur défaut. Ils sont formés par l'enlissement, dans l'ordre chronologique de leur arrivée, des requêtes aux fins d'immatriculation et par un répertoire alphabétique de fiches correspondantes.

Chacun peut consulter ces documents au greffe et en obtenir des extraits. Bien que cette publication, comme nous l'avons déjà dit, n'ait aucune portée juridique, des sanctions sévères ont été prévues pour ceux qui y contreviennent : non recevabilité de l'action intentée par la société non inscrite, quadruples droits fiscaux, etc...

C) PUBLICITÉ ENTOURANT LA CONSTITUTION ET L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

La société est donc ainsi constituée. Mais elle ne peut vendre au public les actions, les parts bénéficiaires et les titres de toutes sortes qu'elle a pu ou peut émettre (art. 36), ni les inscrire à la cote officielle d'une bourse de commerce (art. 40). La loi prévoit, en effet, que l'exportation, l'offre et la vente de tous titres doivent⁽¹⁶⁾ être précédées de la publication aux Annexes du *Moniteur* d'une notice, datée et signée par les vendeurs indiquant d'abord les nom, prénoms, profession et domicile des signataires, la date de l'acte constitutif et de ses modifications avec celle de leur publication, l'objet de la société, son capital et le nombre d'actions, avec l'indication des sommes restant encore à verser, la composition des conseils d'administration et de surveillance, le dernier bilan et le compte de profits et pertes, enfin les énonciations exigées par l'article 30, c'est -à-dire toutes les mentions que doit porter l'acte de société (art. 36). Cependant, si la société existe depuis plus de cinq ans, la loi la dispense de reproduire ces dernières mentions.

Les prospectus et circulaires des souscriptions, si la vente se fait par souscription publique, les affiches et les insertions dans les journaux (à moins qu'elles se bornent à indiquer la date de la publication de la notice, le nombre et le prix des titres offerts) doivent reproduire le texte de la notice (art. 37).

Bien que la publicité établie par l'article 36 soit tout à fait générale, la loi prévoit une exception : ces formalités ne s'appliquent pas aux ventes publiques de titres, ordonnées par justice ou organisées périodiquement par les commissions des bourses de commerce (art. 39).

2^o PUBLICITÉ DU FONCTIONNEMENT

A) *Publicité du fonctionnement proprement dit.*

a) *Publicité de la personnalité de la société.*

Au cours de l'existence de la société, une publicité permanente de sa personnalité résulte du fait qu'elle doit faire figurer dans tous les actes, factures, annonces, circulaires et autres pièces, la mention du registre de commerce, avec l'indication du numéro d'immatriculation et du siège du tribunal où cette formalité a été accomplie. Les sociétés étrangères sont aussi tenues à cette publicité.

D'autres mentions doivent obligatoirement figurer dans tous les actes émanant de certaines sociétés : sociétés anonymes, commandites par actions, coopératives et unions de crédit. Les sociétés anonymes (art. 75), coopératives et unions de crédit doivent faire précéder ou suivre immédiatement leur dénomination sociale de ces mots lisibles et en toutes lettres, dans le but de renseigner les tiers sur l'étendue de leur gage⁽¹⁷⁾. Pour les sociétés en commandite par actions, l'obligation de mentionner dans tous les actes ces mots n'existe qu'au cas où elles pourraient être confondues avec les sociétés anonymes, c'est-à-dire quand elles ont pris une dénomination particulière (art. 113).

Si un acte est dressé sans porter cette mention, les personnes intervenues à l'acte pour la société seront responsables des engagements pris.

L'article 79, paragraphe 2, prévoit la manière dont les sociétés anonymes doivent énoncer leur capital social sur ces mêmes actes, si elles désirent l'indiquer, afin qu'il n'y ait pas là un moyen d'induire les tiers en erreur⁽¹⁸⁾ : il faut indiquer le capital tel qu'il résulte du dernier bilan⁽¹⁹⁾, (et non le capital statutaire qui peut n'avoir pas été versé intégralement, ou, ce qui est plus grave, avoir été perdu), sous peine de voir le tiers lésé réclamer à la société d'abord, aux responsables ensuite, réparation du préjudice subi par lui⁽²⁰⁾.

Les sociétés étrangères qui ont en Belgique un siège quelconque d'opérations sont soumises à ces formalités de publicité. La loi prévoit l'obligation⁽²¹⁾ pour toutes les personnes contractant au nom de

la société, de faire précéder leur signature de leurs qualités. Cette prescription n'est toutefois aucunement sanctionnée.

Le législateur belge se sert des titres comme moyen de publicité. Aussi l'article 44 (dans la partie de la loi qui traite des sociétés anonymes) établit que l'action doit indiquer : la date de l'acte constitutif et de sa publication, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions, leur valeur nominale, la consistance des apports, les avantages accordés aux fondateurs, la durée de la société et enfin le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle. Quant aux obligations, elles doivent indiquer la date de l'acte constitutif et de sa publication ; le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres ou de la part sociale qu'ils représentent, la durée de la société, le numéro d'ordre, la valeur nominale de l'obligation, l'intérêt, l'époque et le lieu de paiement de celui-ci ainsi que les conditions de remboursement de l'obligation, le montant de l'émission et des garanties, le montant restant dû sur les émissions antérieures avec les garanties afférentes. Si les obligations sont assorties d'une hypothèque, elles portent encore l'indication de l'acte constitutif et de l'hypothèque avec sa date d'inscription (art. 87).

Le titre nominatif qui représente les droits de chaque associé des sociétés coopératives doit contenir les statuts de la société (art. 129).

b) Publicité de la gestion normale.

Les dirigeants de la société doivent rendre annuellement compte de leur gestion. Nous examinerons successivement les sociétés anonymes et en commandite par actions, puis la société coopérative et les unions de crédit.

Pour les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions, après avoir dressé un inventaire « contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous les engagements ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaires envers la société », les administrateurs dressent le bilan et le compte de profits et pertes dans lequel les amortissements nécessaires doivent être effectués⁽²²⁾.

Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé et l'actif réali-

sable, et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans sûretés réelles (art. 75).

Ces documents, c'est-à-dire l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes doivent être remis, accompagnés d'un rapport des administrateurs sur les opérations sociales, au moins un mois avant l'assemblée générale aux commissaires qui feront un rapport contenant leurs propositions ⁽²³⁾.

« Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société » (art. 65).

Ce rapport est à tenir à la disposition des actionnaires et des obligataires au siège social, au moins quinze jours avant l'assemblée générale ⁽²⁴⁾, ainsi qu'une liste indiquant les titres que la société a en portefeuille, la liste des actionnaires n'ayant pas entièrement libéré le montant de leur souscription. Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport des commissaires sont adressés aux propriétaires de titres nominatifs avec leur avis de convocation. Enfin, chaque actionnaire peut obtenir gratuitement ces mêmes pièces sur présentation de son titre dans les quinze jours qui précèdent l'assemblée générale.

La convocation des actionnaires se fait par l'envoi de lettres mises à ceux qui ont donné leur nom, et par deux annonces paraissant à huit jours d'intervalle au moins, et huit jours avant la date de la réunion, dans le *Moniteur belge*, dans un journal de Bruxelles et dans un journal de la province ou de l'arrondissement où se trouve le siège social. Si tous les titres sont nominatifs, on peut convoquer simplement par lettres recommandées (art. 73, § 2). Enfin, n'oublions pas que l'action doit porter le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle (art. 44).

Le bilan approuvé doit être, avec le compte de profits et pertes, précédé de la mention de la date de la publication de l'acte constitutif dans la quinzaine, publié aux frais de la société par les administrateurs qui ont publié la constitution de la société de la même manière. A la suite de ces actes seront portés les nom, prénoms, profession et domicile des administrateurs et des commissaires en fonction ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets,

conformément aux décisions de l'assemblée générale ainsi que la situation du capital social⁽²⁵⁾.

Pour les sociétés coopératives, la publicité n'est pas effectuée de la même manière. Il n'y a pas de publication au *Moniteur* dans le but d'éviter les frais⁽²⁶⁾ ; le législateur exige simplement la publicité par le dépôt au greffe du tribunal de commerce du siège de la société (art. 134) où l'acte est à la disposition du public qui peut en demander copie sur papier libre moyennant paiement des frais de greffe.

C'est aussi de cette façon qu'est établie la publicité du bilan dans les unions de crédit.

c) Publicité des modifications dans les éléments constitutifs.

En principe, les changements opérés en vertu d'une clause déjà publiée n'ont pas à être publiés spécialement.

Dans les sociétés de capitaux, « les actes apportant changement aux dispositions dont la loi prescrit la publicité, les nominations, démissions ou révocations d'administrateurs, commissaires et liquidateurs, seront publiés à peine de ne pouvoir être opposés aux tiers qui néanmoins pourront s'en prévaloir » comme l'acte constitutif, c'est-à-dire qu'il y aura lieu à dépôt au greffe et publication au *Moniteur*.

Les changements dans les associés des sociétés coopératives et des unions de crédit sont portés à la connaissance du public du fait que ces sociétés doivent déposer tous les six mois au greffe⁽²⁷⁾ une liste indiquant par ordre alphabétique les noms, profession, domicile de chacun des associés, liste datée et certifiée valable par les gérants qui sont responsables de toutes fausses énonciations (art. 135, § 2). Ces listes sont gratuitement à la disposition du public qui peut également en avoir copie moyennant paiement des frais de greffe. Chaque nouveau gérant et coopérateur doit déposer au greffe l'extrait de l'acte constatant ses pouvoirs et déposer sa signature. La publication des noms des actionnaires n'ayant pas encore libéré entièrement leurs titres est effectuée annuellement à la suite du bilan : les changements que l'on peut constater d'après les différences avec la liste précédente ont la même valeur que s'ils avaient été publiés d'après l'article 12.

Enfin, l'article 81 exige que la société tienne au siège social un registre des obligataires en nom.

Nous venons de voir la publicité des variations du capital social. Par contre, l'émission, l'exposition, l'offre et la vente au public d'obligations doivent être précédées de la publication, aux Annexes du *Moniteur*, d'une notice datée et signée par les administrateurs de la société ou par les vendeurs, donnant tous renseignements sur la société, sa constitution, son capital et ses administrateurs, et indiquant le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre ou à vendre ainsi que le montant de celles déjà émises avec l'énumération des garanties qui y sont attachées⁽²⁸⁾. Cette notice doit paraître au *Moniteur* dix jours au moins avant l'émission, l'expédition ou la vente. Si la société émet à cette occasion des circulaires, des prospectus, si elle utilise des affiches et des insertions dans les journaux, ils doivent contenir les mêmes énonciations que la notice. Cependant, ces formalités de publicité ne s'appliquent pas aux ventes publiques d'obligations ordonnées par justice ou organisées périodiquement par les commissions des Bourses de commerce (art. 86). Un état des obligations en circulation doit être mis à la disposition des obligataires au début de chacune de leurs réunions à laquelle ils sont convoqués avec la publicité qui accompagne celle des actionnaires. Leurs décisions sont publiées dans les quinze jours aux Annexes du *Moniteur*.

Enfin, lorsque la société consent une hypothèque pour sûreté d'un emprunt réalisé ou à réaliser sous forme d'obligations, l'inscription est publiée dans les Annexes du *Moniteur* (art. 56). Les charges hypothécaires doivent être rappelées dans la notice précédant l'émission, l'exposition, l'offre et la vente publique d'obligations, ainsi que dans tous prospectus, circulaires, affiches ou insertions dans les journaux.

B) *Publicité des modifications d'ordre constitutionnel.*

L'article 12, § 1, pose le principe que toute modification conventionnelle aux actes de toute société doit, à peine de nullité, être faite en la forme requise pour celle de l'acte de constitution, c'est-à-dire

que dépôt en soit fait au greffe et publication dans les Annexes du *Moniteur*. Ainsi tout changement dans la situation du commandité doit être publié ; il en est de même en ce qui concerne les associés gérants (art. 107), car ils ont été indiqués dans l'acte constitutif qui a dû être publié en son entier, avec l'exception que nous avons déjà vue, des sociétés coopératives où les gérants sont remplacés en exécution du pacte social. Dans les sociétés de personnes, toute cession de parts ou d'intérêt est une modification de statuts ; l'article 24 précise qu'il y a lieu à publication dans le *Moniteur*.

En cas d'augmentation du capital social, dans les sociétés par actions la loi insiste, dans son article 34, sur le fait que les conditions et les formalités requises sont les mêmes que celles prescrites par l'acte constitutif.

Pour la réduction de capital, l'article 72 impose à la société l'obligation d'indiquer la manière dont la réduction sera opérée dans l'avis de convocation de l'assemblée générale. Mais ce n'est qu'après six mois de la publication de la décision qu'un remboursement pourrait être effectué.

Quant au changement du siège social de la société anonyme, l'article 75, § 3, indique qu'il doit être publié en Annexe du *Moniteur* par les soins des administrateurs. Il en est de même en ce qui concerne la société en commandite par actions. Cette règle naturellement s'applique aux sociétés étrangères qui ont un établissement en Belgique.

Enfin, tous changements qui affectent la vie des entreprises ou modifient la capacité de ceux qui les dirigent doivent être portés au registre de commerce.

3^e PUBLICITÉ DE LA LIQUIDATION

Les actes déterminant le mode de liquidation seront publiés conformément aux règles habituelles.

Les tiers ont intérêt à être renseignés sur les actes déterminant la liquidation, puisque la société dissoute est réputée exister pour sa liquidation (art. 153). Il est inutile de publier à nouveau à cette occasion les règles à suivre en cas de liquidation et qui, figurant déjà

dans les statuts, ne feraient que consacrer le droit commun. Mais toute dérogation aux pouvoirs légaux des liquidateurs sont à publier. Ainsi en a décidé un arrêt de la Cour d'Appel de Bruxelles (20 juillet 1877, Pas. 1878, II, 26).

Pendant la liquidation, chaque année les résultats doivent en être soumis à l'assemblée générale, avec l'indication des causes qui ont empêché la clôture de la liquidation. Si c'est une société anonyme, le bilan doit en être publié (art. 162).

La société doit indiquer dans tous les actes, papiers, circulaires, etc., qu'elle est « en liquidation ».

Lorsque la liquidation est terminée, les liquidateurs ont l'obligation de faire un rapport à l'assemblée générale sur l'emploi des valeurs sociales, basées sur les comptes et pièces qu'ils soumettront aux commissaires nommés par l'assemblée. Les commissaires feront leur rapport.

Une dernière réunion aura alors lieu pour statuer sur la gestion des liquidateurs. On publiera la clôture de la liquidation dans le *Moniteur* en indiquant l'endroit désigné par l'assemblée générale où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans, ainsi que les mesures prises en vue de la consignation des sommes et valeurs revenant aux créanciers ou aux associés dont la remise n'aurait pu leur être faite.

Enfin, toute cessation doit être déclarée au greffe du tribunal du siège social, et inscription doit être prise au registre du commerce.

Criticable, la législation belge l'est certainement. Reposant sur les mêmes bases que la législation française, elle mérite les mêmes critiques d'ensemble, qu'il conviendra toutefois d'atténuer légèrement. En effet, sous un aspect plus homogène que la législation française, elle révèle un manque aussi complet de cohésion que cette dernière.

(1) Principaux textes en vigueur :

— Code de commerce, lois des 18 mai 1873, 26 décembre 1881, 22 mai 1886 et 25 mai 1913, coordonnées par arrêté royal du 22 juillet 1913.

— Lois des 30 octobre 1919, 14 juin 1926, 29 juillet 1926 et 23 juillet 1927.

(2) Art. 9 et FRÉDÉRICQ, II, p. 125.

- (3) Art. 7.
- (4) Art. 1859 du Code civil, art. 17 des lois coordonnées.
- (5) Comment. législ., II, n° 21.
- (6) La loi belge considère comme fondateurs les personnes ayant comparu à l'acte constitutif.
- (7) Art. 30 et 32.
- (8) Art. 118 et 119.
- (9) Art. 10, arrêté royal du 21 mai 1873.
- (10) FRÉDÉRICQ, I, p. 114 sqq.
- (11) FRÉDÉRICQ, II, p. 130. Notons simplement ici l'incertitude qui règne quant au calcul du délai de quinzaine accordé par la loi pour l'accomplissement des formalités de publicité. RESTEAN, S. c., n° III.
- (12) Arrêté royal du 21 juin 1873, art. 15 et 16.
- (13) Même arrêté.
- (14) RESTEAN, Comment. législ. Rapport au Sénat, II, A 8. Rapport à la Chambre, II, B, n° 44. Rapport au Sénat, II, n° 3. Discussion aux Chambres législ., III, B, art. 91.
- (15) Loi du 30 mai 1924 mise en vigueur par arrêté royal du 10 mai 1927.
- (16) Si cette formalité a déjà été accomplie dans les trois mois qui précèdent la demande d'admission des actions à la cote officielle, la loi dispense de son renouvellement (art. 40, § 2).
- (17) SIVILLE, II, p. 51.
- (18) FRÉDÉRICQ, II, p. 148 et suivantes.
- (19) Voir GUILLERY, Comment. législ., III, p. 463, n° 563. WAUWERMANS, sous l'art. 79, n° 756.
- (20) Ce préjudice consiste en la différence entre le prix qu'il obtient et celui qu'il aurait touché si le capital réel avait été le capital prétendu. Voir FRÉDÉRICQ, II, p. 148 sqq.
- (21) Art. 81.
- (22) Art. 76 et 106.
- (23) Ce rapport doit relater la façon dont ils ont contrôlé les inventaires (art. 65).
- (24) Art. 88.
- (25) Art. 51 et 76.
- (26) Un arrêté ministériel de 1929 a fixé le tarif du coût de la publication au *Moniteur* à 3 fr. 50 la ligne, avec un minimum de 70 francs par insertion. FRÉDÉRICQ, II, p. 129.
- (27) Art. 135.
- (28) Art. 82, qu'il convient de comparer à l'article 36 (voir plus haut).

CHAPITRE SIXIEME

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ⁽¹⁾

La législation luxembourgeoise pourrait être comparée à un creuset où les législations des pays voisins s'harmonisent et se recréent pour fournir un complexe qui ne soit en opposition tranchée avec aucune des lois qui l'ont composé, mais qui présente sur chacune d'elles un renforcement de ses dispositions heureuses.

Jusqu'en 1915, toutefois, la base de la législation sur les sociétés commerciales était encore le Code de commerce français de 1807, quoique divers projets de réforme aient été mis à l'étude auparavant. Paul Eyschen, Directeur général de la Justice, avait, dès 1882, senti la nécessité de plus en plus impérieuse de modifier la législation luxembourgeoise, et, en raison tant des relations d'affaires avec la Belgique ⁽²⁾ que de la mise au point de la législation belge par la loi de 1873 qui constituait un gros progrès pour l'époque, il chargea Albert Nyssens, professeur de droit commercial à l'Université de Louvain, de l'étude de la réforme du titre III du livre premier du Code de 1807. Dans sa lettre du 28 décembre 1882, Paul Eyschen recommandait à Nyssens de s'inspirer principalement de la loi belge de 1873 et de combiner cette source avec les nombreux éléments de législation comparée que fournit la refonte des lois sur la matière en différents pays, notamment en France, en Italie et en Allemagne.

Albert Nyssens remettait, en 1884, au Directeur général de la Justice, le résultat de ses études : son projet, « l'un des travaux les plus complets et les plus approfondis qu'il y ait sur la matière » ⁽³⁾, « une œuvre belle entre toutes », devait « effrayer la routine » ⁽⁴⁾, et ni le législateur luxembourgeois, ni le législateur belge qui, vers la

même époque, procédait à une première retouche de la loi de 1873, n'osèrent s'engager dans les voies proposées.

Entre temps, les années passèrent et le gouvernement luxembourgeois demanda à M. Corbiau, professeur de droit commercial à l'Université de Louvain, d'élaborer un nouveau projet sur les bases de la loi belge. C'est alors que « faisant abstraction de toutes nouveautés », ce dernier a « suivi pas à pas la loi belge de 1873-1886 » ⁽⁵⁾.

L'avant-projet de M. Corbiau devait, après avoir été soumis à Pirmez, le rapporteur de la loi belge de 1873, et au conseiller de justice Esser, de Cologne, être retouché par le Conseil d'Etat, modifié par une commission spéciale de la Chambre, et finalement être adopté par cette assemblée le 10 août 1915.

L'étude de l'avant-projet Nyssens nous retiendra assez longtemps avant que nous passions à l'étude de la loi du 10 août 1915 dans sa rédaction actuelle, telle qu'elle a été modifiée par les lois postérieures.

PROJET NYSENS

« Vous me demandez, Monsieur le Directeur général, une œuvre exempte de témérités, mais inspirée par les législations les plus libérales sur la matière ; j'espère ne pas m'écarter trop de ce programme en m'appuyant sur ces deux principes : *liberté pour les associés, sécurité pour les tiers* » ⁽⁶⁾.

Deux idées directrices que Nyssens devait avoir constamment en vue lors de la rédaction de son avant-projet et notamment en organisant la protection de l'épargne et la publicité des affaires sociales, par un système très complet et très original. Original tant par la nouveauté des moyens préconisés que par l'assemblage en un tout homogène des meilleures solutions législatives ou doctrinales.

Cette publicité repose essentiellement sur deux principes : insertions dans un unique journal d'annonces légales et inscription au registre de commerce.

Les insertions sont opérées dans les annexes du *Memorial* ; ce système qui correspond aux insertions opérées dans le *Moniteur Officiel* belge, est approuvé par de nombreux auteurs et se trouvait à cette époque déjà adopté pour les sociétés anonymes en Italie. Ces annexes

du *Mémorial* sont adressées aux greffes des cours et tribunaux où chacun peut en prendre connaissance.

La sanction du défaut de publication va de l'inopposabilité aux tiers dans le cas de sociétés en nom collectif et en commandite simple, à l'inexistence dans le cas de sociétés anonymes, en commandite par actions ou coopératives.

L'inscription au registre de commerce telle que prévue par Nyssens, est celle édictée encore à l'heure actuelle par la législation allemande (7). Nyssens estimait que ce registre devait « en quelque sorte remplir l'office du registre de l'état civil ; on y trouvera l'acte de naissance de la société, les principaux faits de la vie sociale, l'acte de décès de la société... Il présentera pour chaque société le résumé de son existence et constituera une vraie table des matières renvoyant à la plupart des faits sociaux publiés au *Mémorial* » (8). Il n'est donc pas question que les actes y soient reproduits ni en entier, ni par extraits. « Il suffit que le registre contienne une inscription sommaire, mais précise, renvoyant aux actes mêmes et indiquant toujours exactement et immédiatement la date à laquelle ils ont été publiés ».

Nyssens a supprimé les occasions d'omissions d'inscriptions au registre et, par là même, également l'élaboration des sanctions contre les administrateurs : c'est donc le greffier chargé de tenir le registre qui sera personnellement responsable des omissions ou des retards dans l'inscription.

Le projet prévoit un troisième procédé de publicité pour les faits de moindre importance : le dépôt au greffe. Devront être ainsi publiés le bilan et le compte des profits et pertes des sociétés anonymes. Les tiers peuvent prendre gratuitement connaissance de ces documents, ou en requérir copie contre paiement des droits de greffe (9).

PUBLICITÉ DE LA CONSTITUTION

Le projet apporte des règles différentes suivant que l'on est en présence de sociétés de capitaux ou de sociétés de personnes.

A) Les sociétés en nom collectif et en commandite simple qui peuvent être prouvées par les moyens admis en matière commer-

ciale (art. 6) doivent être inscrites au registre de commerce et publiées aux frais des intéressés (art. 7). Du fait de ce retour au droit commun par la suppression de la nécessité de l'écrit, ne fût-ce qu'*ad probationem*, Nyssens reprend les dispositions du Code de l'Empire allemand et demande que la formation de la société soit annoncée au tribunal de commerce ⁽¹⁰⁾, à défaut d'acte écrit, par une notification signée de tous les associés solidaires et renfermant les mentions légales.

De toutes façons, la publicité, qu'elle porte sur l'acte ou sur la notification, doit indiquer au moins quels sont les associés et quels sont ceux d'entre eux qui ont la gestion ; de plus, devront figurer dans le document l'indication des commanditaires et des obligations de chacun d'eux, les valeurs fournies ou à fournir en commandite, la raison sociale, le début et la fin de la société. Ces mentions sont beaucoup moins nombreuses que celles qu'exigeaient dès cette époque la loi française et la loi italienne. Si la société a été constituée par acte authentique, le dépôt d'un extrait ou d'une copie dans les quinze jours est à la charge du notaire, personnellement responsable. Si l'acte de constitution est passé sous seings privés, cette obligation incombe aux associés solidaires.

Dans les dix jours du dépôt, le greffier doit, sous sa responsabilité personnelle, effectuer l'inscription au registre de commerce et procéder à la publication au *Mémorial* ⁽¹¹⁾.

B) La publicité de la constitution des sociétés par actions et des sociétés coopératives est organisée de façon beaucoup plus étudiée.

Des formalités de publicité précèdent la constitution lorsque les fondateurs ouvrent une souscription d'actions dans le public ⁽¹²⁾.

Cette mesure est évidemment inutile dans le cas où quelques personnes s'étant mises d'accord pour créer une société, approuvent unanimement les avantages et apports à la suite d'une expertise.

Pour éviter que les souscripteurs ne s'obligent sans être exactement informés des charges qui peuvent grever la société, les souscriptions devront indiquer, en plus de la date de l'acte authentique et de sa publication, de l'objet de la société, du capital social et du nombre des actions, quels sont les apports en nature, les ventes et les

conditions auxquelles ils sont faits, et aussi les avantages particuliers accordés à certains associés. Les souscriptions contiennent de plus convocation des souscripteurs à l'assemblée constitutive qui doit se tenir dans les trois mois.

Pour empêcher que dans les affiches, prospectus, etc., on ne dissimule la situation réelle, l'article 36 du projet spécifie que les mentions du bulletin de souscription doivent également être portées sur ces circulaires ou autres, ou dans les annonces passées dans les journaux. Les mêmes mentions doivent se trouver, en outre, dans les bulletins d'achat qui indiqueront également la date de la publication au *Mémorial* des actes constitutifs de la société et annonceront si un rapport d'experts concernant les apports et avantages a été publié.

Ces experts, dont le rôle est de vérifier les apports en nature et de contrôler les avantages particuliers, sont nommés par le Président du Tribunal.

L'acte de société est déposé dans les quinze jours par les soins et sous la responsabilité du notaire qui l'a reçu au greffe du tribunal avec toutes les pièces de nature à prouver que la société a satisfait à toutes les exigences de la loi.

La publicité dont est entouré l'acte constitutif ne pourra toutefois avoir lieu qu'après vérification de l'accomplissement des formalités par le tribunal, cette vérification doit porter ⁽¹³⁾ notamment sur l'intégralité de la souscription du capital social, sur la libération des actions dans la proportion d'au moins un dixième, sur l'indication dans l'acte des premiers administrateurs et commissaires de la société anonyme ou des premiers gérants de la société en commandite, et en général sur l'accomplissement de toutes les conditions spécifiées par ailleurs.

Dans le cas d'une société coopérative, le tribunal vérifiera si l'acte constitutif détermine bien, ainsi que le prévoit l'article 106, la dénomination, le siège et l'objet de la société et la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé.

Une fois la constitution de la société homologuée, sa validité ne pourra plus être attaquée pour omission d'une des conditions que le tribunal avait mission de vérifier : « il importe d'assurer la stabilité des sociétés, de faire cesser l'incertitude qui plane sur l'existence des

individualités juridiques... le seul moyen d'atteindre ce but est de supprimer toutes les nullités spéciales » (14).

Le tribunal commettra dans son jugement le greffier aux fins d'inscription de la société au registre de commerce et de publication de l'acte intégral au *Mémorial*.

Un point spécial mérite toutefois d'être signalé : s'il semble au tribunal, contrairement à l'appréciation des experts, que les associés ont exagéré les apports ou avantages, il peut ordonner que le rapport des experts soit également publié au *Mémorial*, afin que l'attention du public soit attirée spécialement sur ce point : en aucun cas, toutefois, le tribunal ne pourrait ordonner la publication d'un rapport favorable, car ce serait une réclame plus qu'une source de renseignements. Cette idée, qui semble tout à fait neuve pour l'époque tout au moins, constitue un excellent moyen d'entraver la fondation de sociétés condamnées dès leur création à disparaître par suite de l'existence de charges trop lourdes.

Notons que la sanction du défaut d'entérinement et de publicité est de nature à éviter toute incertitude d'interprétation, la société n'a aucune existence légale, aucune individualité juridique. Nyssens a repris ici les principes des Codes allemand et italien.

PUBLICITÉ DE FONCTIONNEMENT

Publicité de la personnalité de la société

Dans tous les actes, papiers, factures, annonces émanant de sociétés anonymes et de sociétés coopératives (15) doit se trouver la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres : *société anonyme* ou *société coopérative*. C'est une mesure d'application générale dans les différentes législations.

La société en commandite par actions n'est soumise à cette obligation que lorsque sa raison sociale ne comprendra que des noms d'associés suivis des mots *et compagnie* et que, de fait, elle puisse être au premier abord confondue avec une société anonyme. En ce cas, la raison sociale devra être partout suivie des mots *commandite par actions* (16).

Toute personne qui interviendra pour la société dans un acte dans lequel la raison sociale ne serait pas suivie de la mention exacte de la nature de la société pourrait être déclarée personnellement responsable des engagements pris par la société. Cette sanction est le meilleur moyen de donner aux tiers « réparation complète de l'omission d'une formalité prescrite dans leur intérêt » (PIRMEZ).

La loi n'exige pas l'énonciation du capital social, mais si cette énonciation se trouvait être faite, il ne pourrait s'agir que du capital d'après sa situation exacte ⁽¹⁷⁾, c'est-à-dire tel qu'il résulte du dernier bilan, la partie restant à verser étant bien spécifiée. Le tiers qui éprouve un préjudice du fait de l'exagération du capital social ou du défaut de mention de la partie non versée, pourra se retourner contre la société, puis contre l'auteur de l'infraction dans une mesure telle qu'il soit dans la même situation que si le capital énoncé avait été réel et versé ⁽¹⁸⁾.

Publicité par les tiers

Chaque action portera la date de l'acte constitutif de la société et de la publication, tous les renseignements sur les actions ainsi qu'éventuellement l'existence d'avantages particuliers et d'apports en nature, la durée de la société, l'indication du lieu où les actionnaires peuvent prendre connaissance du résultat de l'exercice social et « exercer leurs droits ». En ce qui concerne les apports, toutefois, les mentions peuvent être résumées.

Les titres de sociétés coopératives devront porter les statuts de la société, ce procédé permet à l'actionnaire d'en avoir facilement connaissance, même s'il est peu versé dans la matière un peu spéciale de la publicité légale. Le titre étant par définition destiné à donner aux sociétaires une preuve de leurs droits, il mentionnera également les versements et retraits de toutes sommes.

Il convient de noter que seules les actions doivent porter ces indications.

Publicité de la gestion

Chaque année, la société doit publier au *Mémorial* son bilan et le compte de profits et pertes détaillé, tels qu'ils ont été approuvés par l'assemblée générale.

La présentation du bilan à l'assemblée générale sera accompagnée d'un rapport de commissaires, destiné à éclairer les actionnaires « spécialement sur le point de savoir s'il convient d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes » (19).

Quinze jours avant l'assemblée générale, l'administration tient à la disposition des porteurs d'actions le bilan, le compte de profits et pertes, et s'il ne conclut pas à l'adoption complète du bilan, le rapport des commissaires (20). A ces pièces est jointe une liste des actionnaires indiquant le nombre de leurs actions et leur domicile. Il est fait envoi de ces pièces, à l'exception de la liste des actionnaires, aux titulaires d'actions nominatives.

La convocation de l'assemblée générale est assez minutieusement réglée : si toutes les actions sont nominatives, une lettre recommandée adressée à chaque actionnaire constitue une publicité suffisante. S'il existe des actions au porteur, cette mesure devra être complétée pour ceux des actionnaires dont la société ne possède pas les noms, par deux avis paraissant à huit jours d'intervalle dans le *Mémorial* et un autre journal de la ville de Luxembourg. De toute façon, les statuts et les actions indiquent le lieu, le jour et l'heure de la convocation de l'assemblée générale.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont, après leur approbation, déposés au greffe par les administrateurs (21). Ce sera, pour le bilan et le compte de profits et pertes des sociétés coopératives, la seule publicité dont ils seront entourés : du fait qu'elles n'ont ordinairement pas l'importance des sociétés anonymes, la loi n'a pas voulu leur imposer des frais excessifs (22).

Par contre, le bilan des sociétés par actions sera publié au *Mémorial* par les soins du greffier dans les dix jours du dépôt ; la date de cette publication sera portée dans les cinq jours au registre de commerce. Il convient à ce propos de remarquer que la situation du capital social doit être publiée au moins une fois par année à la suite du bilan. Cette situation comprend (23) l'indication des versements effectués et la liste des actionnaires qui n'ont pas encore entièrement libéré leurs actions, avec indication des sommes dont ils sont redevables. Une telle publication a pour objet de faire connaître aux tiers la partie du capital social qui n'a pas été versée et les noms des

personnes qui sont redevables de ces sommes, afin que les intéressés puissent bien apprécier la valeur réelle de la partie du capital non encore encaissée ⁽²⁴⁾.

Publicité des modifications au cours du fonctionnement

Nous grouperons dans cette division les changements survenant dans la personne des sociétaires, associés, actionnaires et gérants, et les modifications du capital social.

Les tiers peuvent avoir en certains cas intérêt à connaître les membres d'une société coopérative. Du fait que ces membres sont essentiellement variables, le projet prévoit le dépôt au greffe, tous les six mois au moins, par les gérants, d'une liste indiquant par ordre alphabétique les noms, prénoms, professions et domiciles des associés, liste datée et certifiée conforme par les signataires personnellement responsables de toute fausse énonciation ⁽²⁵⁾. La société coopérative doit, de plus, tenir à son siège, à la disposition du public, un registre contenant l'acte constitutif, puis les noms, prénoms, profession et domicile des associés, la date de leur entrée et la date de leur démission ou exclusion de la société, le montant des sommes versées et retirées par chacun d'eux.

En ce qui concerne les sociétés anonymes, la liste des actionnaires avec indication de leur domicile et du nombre de leurs actions est déposée au siège social et se trouve à la disposition du public pendant les quinze jours précédant toute assemblée générale. Une autre liste, indiquant les propriétaires des titres non encore intégralement libérés, se trouve annexée au bilan, de manière à renseigner les tiers sur les garanties de versement intégral du capital social ⁽²⁶⁾. Le projet prévoit expressément que les changements indiqués dans cette dernière liste sont opposables aux tiers comme s'ils avaient été régulièrement publiés ⁽²⁷⁾.

De plus, un registre des actions nominatives — dont par conséquent les actions non encore entièrement libérées — est tenu au siège social à la disposition du public. En cela, Nyssens s'est rapproché de la loi anglaise qui contient une disposition analogue, alors que la législation belge, si elle prévoit la tenue d'un tel registre, ne permet pas au public d'en prendre connaissance. A côté des renseignements

sur la personne des actionnaires, ce registre contient l'indication des versements effectués, des transferts et conversions de titres et enfin mention des actions affectées à la garantie de la gestion des administrateurs et de la surveillance des commissaires ⁽²⁸⁾.

La personnalité des administrateurs est un des éléments du crédit dont peut être entourée une société : les noms des premiers administrateurs sont publiés avec l'acte constitutif. Pour ce qui est des modifications postérieures, le nouvel administrateur dépose au greffe l'extrait des procès-verbaux de l'assemblée générale ayant décidé sa nomination ⁽²⁹⁾. Le greffier mentionnera le changement au registre de commerce et publiera au *Mémorial* un extrait de l'acte déposé. La nomination des gérants des sociétés coopératives sera de plus accompagnée du dépôt de leur signature au greffe du tribunal.

Les modifications apportées au capital social sont publiées par les administrateurs au *Mémorial*, ainsi que le procès-verbal authentique de la décision prise à ce sujet par l'assemblée générale ⁽³⁰⁾. D'autre part, et dès avant l'émission d'obligations, les administrateurs et gérants doivent publier au *Mémorial* ⁽³¹⁾ un avis portant le nom, l'objet et le siège de la société, la date de la publication de l'acte constitutif et de ses modifications au *Mémorial* ainsi que de la date de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale décidant le principe et les conditions de l'émission, le nombre et la valeur nominale des obligations à émettre, l'intérêt à payer à chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement, le dernier bilan ou, s'il n'en a pas été dressé, la situation de la société, enfin, si les nouvelles obligations sont assorties d'une hypothèque, la date à laquelle a été prise l'inscription provisoire ⁽³²⁾. Les bulletins de souscription, affiches, prospectus, insertions, circulaires et bulletins d'achat, et les titres d'obligations eux-mêmes, qu'ils soient provisoires ou définitifs, devront porter les mêmes indications, sauf le bilan et la date de l'inscription d'hypothèque ⁽³³⁾.

La sanction de la publication au *Mémorial* est la nullité de l'émission qui peut être prononcée par le tribunal au profit des porteurs. La sanction du défaut d'inscription de mentions obligatoires sur le bulletin de souscription ou autres imprimés entraîne le droit à des dommages-intérêts dus solidairement par les responsables.

Publicité des modifications statutaires

Le principe général consacré déjà par les législations allemande, belge, française et italienne veut que les modifications statutaires soient entourées de la même publicité que la constitution de la société. Pour la réduction du capital, qui, diminuant le patrimoine de la société, risque de porter préjudice aux tiers, le projet organise toutefois une garantie spéciale : la délibération prévoyant cette réduction sera publiée non seulement dans le *Mémorial*, mais dans un journal de Luxembourg avec la mention expresse que tout intéressé peut y faire opposition dans les trois mois⁽³⁴⁾. Cette réduction ne pourra être exécutée et ne portera effets que trois mois après la publication et lorsque toutes les oppositions régulières auront été levées. A côté de la simple publicité, se trouve donc ménagé un droit d'intervention pour les tiers.

Publicité de la dissolution et de la liquidation

Le principe général est posé par l'article 133 du projet : « Quelle que soit la teneur de l'acte constitutif de la société, l'acte ou le jugement qui nomme les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et tout acte postérieur qui apporte un changement dans les personnes ou les pouvoirs des liquidateurs seront, par les soins de ceux-ci, déposés au greffe du tribunal de commerce dans la quinzaine de leur date ; le greffier les inscrira dans les dix jours du dépôt au registre de commerce et les publiera au *Mémorial*. »

Cette disposition, calquée sur celle du Code italien, est de nature à renseigner suffisamment les tiers sur les changements apportés. La loi spécifie aussi qu'il est inutile de publier les pouvoirs conférés aux liquidateurs, si leur mandat n'est ni plus étendu, ni plus restreint que le mandat prévu par le Code Civil.

Notons que le principe est posé à l'article 132, que c'est l'assemblée générale qui a la charge, à défaut de stipulation expresse des statuts, de régler les conditions de la liquidation, que l'on doit simplement considérer comme une modification apportée aux statuts.

Pendant toute la durée de la liquidation, toutes les pièces émanant de la société doivent mentionner qu'elle est en liquidation. De plus,

les résultats de la liquidation sont soumis à l'assemblée générale, à laquelle il doit également être indiqué les raisons pour lesquelles les opérations ne sont pas terminées.

Le procès-verbal de clôture de la liquidation devra, dans la quinzaine de sa date, être déposé au greffe du tribunal de commerce par les soins du liquidateur, le greffier l'inscrira au registre de commerce et le fera publier au *Mémorial* dans les dix jours du dépôt.

Cette clôture est décidée par l'assemblée générale qui a statué sur la gestion des liquidateurs, après avoir entendu un rapport des commissaires nommés par elle sur l'emploi des valeurs sociales.

La principale critique que l'on puisse faire au sujet de l'ensemble de ces dispositions est qu'elles ne soient restées qu'à l'état de projet. Cet ensemble contrastait évidemment à l'époque avec les législations des pays voisins, alors que l'on voulait une loi qui ne s'en écartât pas trop.

Aujourd'hui, les pays voisins du Grand-Duché et d'autres aussi ont suivi la voie tracée par le projet Nyssens. Peut-être verrons-nous ce dernier passer dans quelques années, avec quelques retouches, sous forme de loi et modifier ainsi la loi du 10 août 1915, qui n'est qu'une copie assez servile de la loi belge. Dans sa rédaction actuelle et surtout depuis la loi de 1930, cette loi présente certaines différences de détail avec son modèle. Nous nous bornerons à relever ces quelques points.

LA LOI DE 1915

L'avant-projet Nyssens n'ayant pas abouti, et « étant donnée l'urgence manifeste d'une réglementation législative de la matière » ⁽³⁵⁾, le gouvernement demanda la distraction du projet Corbiau de la partie relative aux sociétés coopératives. Cette mesure ne fut pas de nature à hâter la discussion des dispositions visant les sociétés commerciales devant la Cour Supérieure de Justice, ni surtout devant le Conseil d'Etat luxembourgeois, qui profite manifestement de l'absence de tout moyen constitutionnel de contrainte à son égard pour retarder l'examen de certains projets qui lui sont soumis. Toujours

est-il qu'après un examen de plus de cinq années, le Conseil d'Etat rendit son avis. Six jours après⁽³⁶⁾, le projet était soumis à la Chambre des députés par le Ministre d'Etat. L'examen par une commission spéciale de la Chambre ne devait permettre l'adoption du projet de loi que le 28 juillet 1915, avec dispense du second vote. Ce projet était sanctionné le 10 août.

LA CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

L'extrait publié de l'acte constitutif des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple contiendra, en plus des mentions exigées par la loi belge, l'indication de l'objet de la société et du siège social, la désignation des gérants ainsi que la nature et la limite de leurs pouvoirs et le montant du capital social⁽³⁷⁾. Le greffier qui recevra le dépôt des actes ou extraits devra mentionner en marge la date du dépôt et de l'envoi⁽³⁸⁾.

Si la création d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions est accompagnée d'une souscription, ou en cas d'augmentation de capital, les souscriptions publiées comme il est dit à la loi belge contiendront, de plus, les nom, prénoms, profession et domicile des fondateurs, le versement ou la promesse de versement du cinquième de la valeur du titre et, en tout cas, d'au moins cinquante francs, tous renseignements sur les apports, les mutations à titre onéreux dont les immeubles ont été l'objet pendant les cinq dernières années, les charges hypothécaires grevant les biens apportés, les avantages particuliers, ainsi que le montant des frais de constitution⁽³⁹⁾.

LE FONCTIONNEMENT

Si les sociétés indiquent le montant de leur capital dans les actes, celui-ci devra être tel qu'il ressort du dernier bilan, mais il faudra indiquer, de plus, la partie non versée et, en cas d'augmentation déduite du capital, celle qui ne serait pas encore souscrite. Toutes ces indications devront également figurer dans la situation publiée à la suite de chaque bilan.

Les actions devront de plus porter « le jour, l'heure et la commune où se réunit l'assemblée générale annuelle » ⁽⁴⁰⁾.

Le titre nominatif représentant les droits de chaque associé de la société coopérative indiquera, en plus des mentions prescrites par la loi belge, la date des souscriptions successives opérées par le titulaire et de sa démission ⁽⁴¹⁾.

Mentionnons, en passant, une disposition de la loi du 1^{er} janvier 1850 ⁽⁴²⁾ réglementant l'exercice des professions ambulantes dans le Grand-Duché.

Cette loi prohibe tout colportage, « constitué par toute offre de marchandises en dehors d'un établissement commercial » ⁽⁴³⁾, de même que toute sollicitation de commandes en dehors de certains cas bien déterminés.

La jurisprudence ⁽⁴⁴⁾ étend cette réglementation de police à la vente de titres au porteur et arrive de ce fait à une protection de l'épargne analogue à celle de la loi anglaise, mais en déniaut toute efficacité à la publicité opérée notamment sur les prospectus et bordereaux.

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

La convocation des assemblées s'effectue par insertion au *Mémorial* et dans un journal de Luxembourg. Ces publications doivent être effectuées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins, et quinze jours avant la réunion de l'assemblée.

La loi de 1927 portant nouvelle rédaction de l'article 67 de la loi de 1915 a établi que l'assemblée générale se réunissant à la suite du défaut de quorum d'une assemblée précédente, doit être annoncée par trois insertions paraissant, à dix jours d'intervalle au moins et la dernière dix jours avant l'assemblée, tant dans le *Mémorial* que dans deux journaux de Luxembourg, dans l'un en langue allemande, dans l'autre en langue française. Cette convocation reproduit l'ordre du jour en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La loi du 20 juin 1930 n'a rien changé à ces dispositions. Elle a seulement conféré à la publicité un pouvoir que l'on ne rencontre nulle part ailleurs et qui mérite quelques explications.

Les dispositions de la loi du 20 juin 1930

L'attention du législateur a été attirée par la Chambre de commerce de Luxembourg sur ce que l'on qualifie « l'absentéisme des actionnaires » et qui va sans cesse grandissant dans tous les pays. Les sociétés luxembourgeoises ressentirent particulièrement ce mal : sociétés sidérurgiques à capital important, leurs actions sont réparties bien au-delà des frontières d'un petit pays.

Mais les causes de l'absentéisme sont plus générales⁽⁴⁵⁾ : d'une part, les actionnaires s'abstiennent parce que généralement ils n'ont qu'un intérêt médiocre à assister aux assemblées lorsque les sociétés sont bien administrées ou que, par le jeu des actions à vote plural ou des pouvoirs en blanc, le conseil d'administration se trouve avoir la majorité des voix. C'est ainsi que la plupart des assemblées générales se composent des membres du conseil d'administration et d'un ou deux actionnaires que la curiosité a amenés — curiosité personnelle ou curiosité fondée sur leurs attaches avec un syndicat financier ou la rédaction d'une feuille financière. D'autre part, et c'est une règle qui vaut pour tous les pays, l'absentéisme peut être dû à la circonstance que les actionnaires ne veulent pas être connus, qu'ils entendent ne pas révéler leur fortune ; l'absentéisme est la disparition de la matière imposable.

En présence de cette absence d'un grand nombre d'actionnaires, on arrive à cette situation anormale qu'une infime minorité peut, le cas échéant, à la dernière heure, déposer des actions et renverser le conseil d'administration.

Un des buts des actions à vote plural a été de maintenir l'unité de vues et de direction au sein des sociétés anonymes. Mais les buts assignés à ce privilège ont été dépassés ; certaines majorités ont créé des actions à vote plural d'une façon abusive et qui finit par aboutir à l'expropriation complète de la masse des actionnaires en faveur d'un petit nombre de privilégiés.

Il s'en est suivi une tendance générale à la réglementation du privilège de vote.

Mais la suppression des actions à vote plural amènera-t-elle le retour des actionnaires aux assemblées générales ?⁽⁴⁶⁾ La section

centrale de la Chambre des députés a trouvé un moyen neuf qu'elle a puisé dans le rapport de la Chambre de commerce et qui lui a paru suffisant pour obvier aux obstacles et aux difficultés qui naissent d'un absentéisme toujours plus développé.

Le système luxembourgeois présume que les actionnaires absents sont d'accord avec le conseil d'administration. Mais dire que tous les absents doivent être considérés comme étant d'accord avec le conseil d'administration⁽⁴⁷⁾ est créer en faveur des conseils une inamovibilité qui certainement est contraire à l'intérêt même de la société et à son essence⁽⁴⁸⁾. En conséquence, la Chambre a voté le texte ainsi rédigé de l'article 1^{er} de la loi de 1930, complétant les dispositions de l'article 71 de la loi du 10 août 1915 :

« A cette seconde assemblée, les actionnaires non présents et non représentés seront considérés comme présents et comme votant les propositions du conseil d'administration, mais cela au maximum :

« Pour un cinquième de la totalité des voix s'il s'agit d'une résolution à prendre à la majorité simple ;

« Pour un tiers de la totalité des voix, lorsque la résolution exige la majorité des deux tiers, sauf que, dans ce cas, elle devra réunir en même temps la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

« Il faudra toutefois, sous peine de nullité :

« a) que l'avis de convocation reproduise l'ordre du jour de la première assemblée ;

« b) qu'il spécifie les propositions du conseil d'administration sur chacun des objets figurant à cet ordre du jour, en indiquant éventuellement les noms des personnes proposées par le conseil aux fonctions d'administrateur ou de commissaire ;

« c) qu'il contienne l'avertissement aux actionnaires que leur non-présence à l'assemblée vaudra adhésion aux propositions du conseil d'administration dans les proportions ci-dessus indiquées. »

Cette innovation est intéressante, au point de vue qui nous occupe, en ce qu'elle remplace dans une certaine mesure le vote aux assemblées générales par des mesures de publicité légale. La publicité joue

le rôle de bulletin de vote. Ce système dans son application modérée très discuté à l'époque, à l'étranger surtout ⁽⁴⁹⁾, semble ne pas donner à l'heure actuelle les mauvais résultats prédits ⁽⁵⁰⁾. Remarquons toutefois que pour que ce procédé soit appliqué loyalement, il faut que les assemblées générales soient entourées d'une très large publicité, sinon la présomption qui est à la base de toute la loi ne serait qu'une duperie.

Notons, pour terminer, l'étude sommaire de la législation luxembourgeoise, les dispositions de l'arrêté grand-ducal du 30 août 1915 sur le contrôle obligatoire des sociétés coopératives par un réviseur « compétent, étranger à la société » (art. 1^{er}). A raison de ce contrôle, les administrateurs de toute société coopérative sont tenus d'informer le gouvernement de sa constitution dans les quinze jours.

Ce réviseur qui « devra connaître à fond la comptabilité ainsi que les dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés coopératives » ⁽⁵¹⁾ fera un rapport mentionnant « toutes les irrégularités, soit dans l'organisation de la société, soit dans la gestion, et notamment dans la comptabilité, ainsi que les contraventions aux dispositions légales, réglementaires et statutaires » ⁽⁵²⁾ qu'il aura pu constater. Ce rapport sera remis au gouvernement et à la société, et sa discussion devra figurer à l'ordre du jour de l'assemblée générale suivante.

L'étude du droit luxembourgeois des sociétés est dominée par le projet Nyssens, la loi de 1915, même modifiée, ne différant de la législation belge que par le nombre des indications publiées. De toute façon, la loi luxembourgeoise comme la loi belge ne pourrait que gagner à être retouchée.

(1) Principaux textes en vigueur :

- Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
- Arrêté grand-ducal du 30 octobre 1915 relatif au dépôt et la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales.
- Arrêté grand-ducal du 30 août 1918 portant règlement sur le contrôle des sociétés coopératives.
- Lois des 13 avril 1922, 15 janvier 1927 et 20 juin 1930 portant modifications de la loi du 10 août 1915.

(2) M. Metzler, rapporteur de la loi du 10 août 1915, pouvait dire, le 29 avril

1914, à la Chambre luxembourgeoise : « La tradition nous porte à dire que la seule législation qu'il convient pour nous de suivre est la législation belge. Il y a là, avant tout, un argument traditionnel, c'est que toutes nos sociétés anonymes sont de ce fait nées sous l'empire de la loi belge. En effet, grâce à l'autorisation administrative préalable, on a pu constater que toutes les sociétés qui se sont créées au cours de ces quarante dernières années ont généralement emprunté les différents types de la loi belge de 1873 et respectivement 1886 ». (Travaux préparatoires de la loi du 10 août 1915, édition du Gouvernement luxembourgeois, p. 309.)

(3) Eudore Pirmez, ancien ministre belge, principal auteur de la loi belge de 1873.

(4) M. Metzler, *ibid.*

(5) Jean CORBLAU, *Des sociétés commerciales*, préface.

(6) Lettre d'Albert Nyssens du 30 décembre 1882.

(7) Le registre de commerce existait déjà à cette époque en Espagne, au Brésil, en Hongrie et en Autriche.

(8) Nyssens, p. 74.

(9) NYSENS, p. 228.

(10) Cette précision, si elle importe peu puisque dans le Grand-Duché les juridictions civile et commerciale sont exercées par les mêmes juges, marque néanmoins dans l'esprit de Nyssens une opposition très nette au droit italien qui établit en ce cas la compétence du tribunal civil.

(11) Art. 8.

(12) Art. 34.

(13) Art. 32 pour les sociétés anonymes ; art. 98 pour les sociétés en commandite.

(14) Nyssens, p. 64.

(15) Art. 30 et 120.

(16) Art. 96 et 97. Solution de la loi belge.

(17) Art. 30, § 2.

(18) Art. 31, solution de la loi belge.

(19) Nyssens, p. 223.

(20) Art. 74.

(21) Art. 76.

(22) Art. 123.

(23) Art. 47.

(24) Nyssens, p. 173.

(25) Art. 124 et commentaire Nyssens, p. 294.

(26) Art. 47.

(27) NYSENS, p. 173.

(28) Art. 40.

(29) Art. 52.

(30) Art. 79.

(31) Le principe de cette publication se trouvait déjà dans le Code italien, quoique ses indications fussent moins complètes.

(32) Cette inscription provisoire est organisée par l'article 89. Elle a pour

but de garantir aux souscripteurs le rang plus favorable que celui de l'inscription prise après l'émission (art. 80).

(33) Art. 80.

(34) Art. 68.

(35) Paul Eyschen, Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, dépêche au Conseil d'Etat du 13 novembre 1906.

(36) Autorisation de la Grande-Duchesse Régente, du 18 juin 1909.

(37) Art. 5.

(38) Arrêté grand-ducal du 30 octobre 1915.

(39) Art. 27 et 29.

(40) Art. 41.

(41) Art. 127.

(42) Modifiée notamment par les lois du 12 février 1855, 18 juin 1870 et 14 mars 1896.

(43) Art. 1^{er}.

(44) Jugement du 21 mai 1926. Luxembourg, confirmé en Cassation.

(45) Rapport de la Chambre de Commerce de Luxembourg, Archives du Gouvernement.

(46) Voir à ce sujet Auguste Thorn, rapporteur, discussions parlementaires, première lecture ; *Kammer und Abgeordneten*.

(47) Ce qui était proposé par la Chambre de Commerce.

(48) Rapport de la section centrale. Archives de l'Etat.

(49) Il en a été fait une question de politique intérieure, reflétée dans la presse belge et française en des termes qui n'excluaient ni la plaisanterie sous toutes ses formes et même la violence. Contre le projet ont notamment pris position :

La Tendance, Bruxelles, 9 octobre 1929.

Le Moniteur des Intérêts Matériels, novembre 1929.

Le Journal des Valeurs de Bourse, Bruxelles, 4 août, 13 et 27 octobre 1929.

L'Information du 20 octobre 1929 écrit : « Il n'est pas du tout question de protéger l'épargne, mais de prendre parti dans l'antagonisme de puissances financières étrangères. »

Dans le sens du projet, nous noterons *L'Information* du 30 janvier 1930 : « Nous avons entendu formuler la suggestion suivante : ... que les actionnaires non représentés aux assemblées générales soient considérés comme adhérant aux propositions du conseil d'administration de cette société. Ce sont, en effet, les opposants actifs qui mettent le plus de soin à assister aux assemblées générales, et ceux qui approuvent les méthodes d'un conseil d'administration ne prennent pas la peine de l'aller dire. Il faut donc tenir compte des approbants silencieux. Il faut, en un mot, que les conseils d'administration puissent se défendre contre les agressions qui ne sont pas toutes justifiées... »

(50) Intervention de M. Clément à la tribune de la Chambre, en première lecture.

(51) Art. 6.

(52) Art. 9.

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA PUBLICITÉ LÉGALE

INTRODUCTION

Après avoir rapidement passé en revue, du point de vue qui nous occupe, les législations européennes dont l'étude peut nous être utile, il convient de reconstruire en quelque sorte, à la lumière des faits ainsi dégagés, un système de publicité légale applicable en France.

Contrairement à l'attitude adoptée par les auteurs de nombreux projets, nous ferons table rase de toutes les dispositions législatives actuelles, nous bornant simplement à signaler au passage les possibilités éventuelles d'adaptation des institutions actuelles à l'organisation nouvelle.

Il convient toutefois de ne pas perdre de vue que deux limites sont imposées à la publicité légale. Conditionnée par le droit des sociétés, dont elle n'est en quelque sorte qu'une mise en œuvre, la publicité légale devra se conformer aux dispositions préétablies concernant la structure juridique des différents groupements commerciaux.

La publicité légale devra également, tout en cherchant à réaliser le maximum de protection pour les actionnaires ou les tiers, ne pas

obérer inutilement le budget des sociétés commerciales ou de l'Etat, en exigeant l'accomplissement de prescriptions trop onéreuses. En sens contraire, l'Etat doit considérer son rôle, celui de protéger l'épargne, et de créer une plus grande justice entre les personnes physiques ou morales qui ressortissent de lui, comme un service public et non comme l'exploitation d'une entreprise commerciale, d'une agence de renseignements. Il faut donc condamner fermement les dispositions législatives destinées à assurer à l'Etat un bénéfice sur la publicité légale, en assujettissant les documents publiés aux droits de timbre ou d'enregistrement.

Ajoutons, après avoir ainsi défini les limites dans lesquelles doit se mouvoir la publicité légale, que le rendement des différents moyens mis en œuvre est extrêmement variable, suivant les pays d'abord, en raison des différences dans la structure économique et du développement du commerce et de l'industrie, et ensuite dans un même pays, suivant l'emploi fait de chacun de ces moyens.

Certains conviennent, en effet, plus particulièrement à la publicité temporaire ou occasionnelle, celle qui est simplement destinée à attirer l'attention des intéressés sur un fait nouveau qui vient de se produire : l'accession à la vie juridique d'un nouveau groupement, la transformation ou le développement de tel autre. Cette publicité occasionnelle devra par conséquent toucher le plus grand nombre possible d'individus, et s'imposer en quelque sorte à eux. Elle pourra, par contre, ne contenir qu'un minimum d'indications.

Certaines formes de publicité par la presse, la mention de certaines indications déterminées sur les bulletins de souscription constituent des modes de publicité temporaire.

Il suffit de changer légèrement la destination des deux derniers moyens — puisque l'affichage doit nettement être condamné aujourd'hui comme moyen de publicité — de mettre le journal et le bulletin de souscription dans un dossier, pour qu'ils constituent des moyens de publicité permanente. Il faudra que l'intéressé ait la volonté préalable de se renseigner sur une société déterminée pour qu'il recoure aux services de l'office central, qu'il consulte le registre de commerce, ou les documents déposés au siège de la société, qu'il use, en un mot, des moyens que lui offre la publicité permanente.

Nous examinerons, dans cette seconde partie, les différents modes de publicité dont on peut concevoir l'application simultanée en France, car il n'est pas toujours opportun de n'employer qu'un minimum de moyens publicitaires, étant donné surtout l'extrême diversité des faits à publier, le nombre important des personnes à atteindre et les titres divers auxquels ces personnes peuvent être intéressées à une société donnée.

Nous verrons d'abord la publicité réservée uniquement aux actionnaires, obligataires et porteurs de parts, et qui est opérée sur le titre lui-même ou au moyen du bulletin de souscription. Le deuxième chapitre sera consacré à la publicité opérée au siège social ; dans un troisième chapitre, nous verrons le rôle qu'il serait possible de faire jouer à un office central des sociétés. Cette institution pourrait centraliser la publicité légale de toutes les sociétés françaises et des sociétés étrangères ayant un établissement en France où y exerçant une activité financière.

A la centralisation ainsi opérée dans le domaine du dépôt aux greffes et de l'immatriculation au registre du commerce devra correspondre une centralisation partielle de la publicité par la voie de la presse. Dans le développement, nous étudierons de façon connexe quelles indications il convient de prévoir pour chacun des modes de publicité. L'efficacité de tout système législatif en la matière dépend, en effet, de l'harmonie entre ces deux facteurs.

Nous nous livrerons ensuite, dans un quatrième chapitre, à quelques remarques sur le système de sanctions qu'il convient d'adopter.

CHAPITRE PREMIER

LA PUBLICITÉ LÉGALE OPÉRÉE AU MOYEN DES INDICATIONS PORTÉES SUR LE BULLETIN DE SOUSCRIPTION OU LES TITRES ÉMIS PAR LA SOCIÉTÉ

Le rôle joué par le prospectus lors de l'émission de titres.

Les fondateurs de société ou les syndicats d'émission ont habituellement recours, pour placer les titres dans le public, à des notices ou prospectus qu'ils font parvenir aux épargnants dont ils ont pu se procurer les noms chez les banquiers avec lesquels ils sont en relations d'affaires. C'est le moyen de propagande qui convient le mieux pour recruter des associés au delà d'un petit cercle d'amis⁽¹⁾ et qui est apparu avec les premières grandes sociétés par actions.

Le domaine d'application de ce procédé se trouve être toutefois assez limité : l'emploi du prospectus n'est concevable que par les sociétés de capitaux ou, à la rigueur, par les sociétés de personnes lors de l'émission d'obligations. De plus, une même société ne fera que rarement usage du prospectus, et ceci lors de la création de la société, du placement d'obligations ou d'une augmentation du capital social.

Le prospectus est un moyen de publicité commerciale, destiné en l'espèce aux tiers auxquels on propose de devenir bailleurs de fonds ou associés. C'est la publicité de l'offre de contracter. Cette sollicitation d'où découlera un contrat synallagmatique, doit être assez nette et assez précise pour qu'aucun des éléments d'appréciation ne reste dans l'ombre au moment de l'échange de volontés.

Il est à craindre que les fondateurs, connaissant la portée de la

publicité commerciale, ne soient tentés de ne mentionner que les avantages que les souscripteurs pourront retirer et qu'ils ne les présentent sous un jour trop favorable. Il est dangereux pour l'épargne que les indications portées sur le prospectus soient laissées à la discrétion de fondateurs parfois dépourvus de scrupules, même si, par ailleurs, le législateur pose le principe que la bonne foi doit être de règle, une règle d'or, dit-on en Angleterre.

C'est ce pays qui a vu naître dès 1867 ⁽²⁾ une tendance en faveur de la réglementation de la rédaction du prospectus. Si l'exemple a tardé à être suivi par les autres pays, le législateur anglais a néanmoins poursuivi son idée primitive, persuadé à juste titre que réglementer la confection du prospectus, et interdire la publicité financière trompeuse lors d'un appel important de fonds, c'est protéger efficacement l'épargne. Pour éviter les fraudes, il est nécessaire de donner à tous papiers émis pour faire connaître la société la forme d'un prospectus. Dans le seul pays où le prospectus soit très complètement réglementé, en Angleterre, il « doit fournir des indications extrêmement étendues sur les circonstances capables d'influencer l'appréciation des titres à émettre » ⁽³⁾.

Prospectus et bulletin de souscription.

Le bulletin de souscription constatera la volonté du souscripteur de se rendre acquéreur d'un certain nombre de titres de la société. Le but recherché lors de la réglementation de la rédaction du prospectus ne serait pas atteint, s'il était possible de souscrire des titres sans avoir préalablement eu connaissance des indications portées sur le prospectus. Les mentions figurant sur ce dernier document devront être reproduites sur le bulletin de souscription, qui, au point de vue de la publicité légale, s'identifiera donc avec le prospectus. Même si le souscripteur a déjà eu connaissance des mentions portées sur le prospectus, il ne sera pas inutile qu'il soit renseigné une dernière fois sur les risques qu'il court et sur l'étendue des obligations qu'il contracte ⁽⁴⁾.

Pour éviter que les souscripteurs, après avoir remis leur bulletin signé au courtier ou au banquier chargé du placement des titres, ne soient démunis de tous renseignements sur la société émettrice, cer-

tains projets et quelques législations prévoient que le bulletin de souscription devra, comme le serait tout autre contrat synallagmatique, être rédigé en deux exemplaires, chaque partie en conservant un. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'insérer cette obligation dans la loi, puisque l'engagement pris par le souscripteur est irrévocable par lui. Peu lui importe à ce moment qu'il ait été suffisamment éclairé ou non par les indications portées sur le bulletin de souscription. De plus, prévoir que le bulletin de souscription doit être rédigé en double exemplaire et, ce qui en est la conséquence logique, signé par le souscripteur et le banquier ou courtier agissant pour le compte de la société émettrice, serait peut-être donner à tort à cet acte une apparence de contrat synallagmatique. Il ne faut, en effet, pas perdre de vue que s'il a été souscrit un nombre plus grand de titres que la société n'en émet, les titres seront répartis proportionnellement à l'importance de chaque souscription. Faire signer le bulletin de souscription par la société ou les personnes agissant pour son compte serait donc compliquer inutilement la question.

Un souscripteur prévoyant ne manquera d'ailleurs pas de conserver par devers lui un exemplaire en blanc du bulletin de souscription, comme toute personne prévoyante garde une copie des documents qu'elle est amenée à signer.

Le souscripteur pourra, par tous les moyens admis par le droit commun, faire la preuve qu'il a remis un bulletin signé à tel courtier ou tel banquier. Il n'a aucun intérêt spécial, en dehors du cas de falsification de bulletins de souscription, à avoir en mains le texte sous lequel il a apposé sa signature⁽⁵⁾. En effet, dès que les titres lui seront attribués, qu'il sera devenu actionnaire ou obligataire, sa qualité de souscripteur sera devenue sans importance. La loi devra lui permettre d'avoir à portée de la main toutes les indications utiles sur la société et son fonctionnement. Il est naturel que, puisque la qualité d'actionnaire, d'obligataire ou de porteur de part de fondateur se caractérise par la possession d'un titre, que les indications utiles à chacun de ces intéressés soit portées sur le titre lui-même.

Nous étudierons donc successivement les indications qu'il convient de prévoir pour le bulletin de souscription et pour les titres de la société.

Le contenu du bulletin de souscription.

Avant d'examiner les indications qui doivent figurer sur le bulletin de souscription, il convient de préciser si les énonciations de la loi sont limitatives ou simplement énonciatives. En Angleterre, les souscriptions sont depuis près de trente ans reçues sur un bulletin spécial sur lequel figurent certaines mentions indiquées énonciativement par la loi ⁽⁶⁾.

Malgré ce précédent, nous ne pensons pas qu'il y ait intérêt, en raison des différences entre les mœurs anglaises et continentales, à prévoir que les mentions exigées par la loi ne soient qu'une énonciation. Ceci aboutirait, en effet, à donner au juge un pouvoir d'appréciation et des moyens de contrôle qu'il n'a pas eus jusqu'à présent en France.

Le bulletin de souscription devra porter certaines des indications prévues par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907 comme devant figurer au B. A. L. O. :

- 1 dénomination de la société ou de la raison sociale ;
- 2° l'indication de la législation (française ou étrangère) sous laquelle fonctionne la société ;
- 3° le siège social ;
- 4° l'objet de l'entreprise ;
- 5° la durée de la société.

Il conviendra d'ajouter :

- 6° La forme de la société et le montant du capital social ;
- 7° Les nom, prénoms, adresse et profession des fondateurs, ainsi que leur intérêt personnel dans la société (*companies Act*). ;
- 8° Le taux de chaque catégorie d'actions, le mode de libération, la valeur nominale pour chaque catégorie (projet Daladier) ;
- 9° Date de l'acte constitutif et références de l'Office Central des Sociétés ;
- 10° La convocation des souscripteurs à une assemblée qui sera tenue dans les trois mois pour constitution définitive de la société ;

11° Le montant des commissions payées aux banquiers et courtiers chargés de placer les titres dans le public (*companies Act*).

Le bulletin devra, ainsi que le prévoit l'article 5 du projet Daladier, faire une distinction spéciale entre les apports en nature et ceux à réaliser en espèces. Une description sommaire des apports en nature devra figurer sur le bulletin. Ces indications suffiront amplement aux souscripteurs. Nous ne pensons pas qu'il soit utile de faire apposer par le souscripteur, sur le bulletin, la mention manuscrite qu'il a pris connaissance des statuts (art. 1^{er} de la proposition Lesaché, et art. 5 du projet Daladier), la lecture de ces derniers ne présentant aucun intérêt en ce cas.

En cas d'augmentation du capital, le bulletin de souscription devra reproduire également les rapports sur l'activité de la société, sa situation et ses bénéfices réalisés.

Mesures à prendre pour éviter les fraudes.

Comme complément à l'émission d'un prospectus, on pourrait prévoir l'obligation d'en reproduire les termes dans toute la publicité commerciale entourant la souscription. Il est notoire, en effet, que pour attirer le public et l'inciter à souscrire des actions, les journaux dans des articles plus ou moins inspirés ne montrent que les avantages de l'affaire, les exagérant le plus souvent, et laissent dans l'ombre toutes les difficultés et les inconvénients. Le rôle de la presse en la matière peut être d'autant plus néfaste qu'elle arrive à mieux supplanter la publicité légale.

Il faudrait donc, pour être logique, interdire formellement la publicité financière tout au moins pendant le temps de la souscription. Le principe de la liberté de la presse ne saurait être utilement mis en avant et opposé à l'interdiction de la publicité financière. En effet, la presse sera toujours libre de reproduire le prospectus ou la notice et même de les commenter. Ces documents contenant de manière précise toutes les indications utiles favorables ou défavorables sur la société émettrice, reflètent le plus exactement et le plus impartialement possible la valeur du placement. Ce n'est pas un paradoxe que

de soutenir que la liberté de la presse, dont le but apparent est la recherche de la vérité, s'accommode fort bien de l'obligation de publier toute la vérité. Mais les difficultés n'apparaissent qu'avec la mise en œuvre de ce principe. Combien de fois, en effet, un journal financier n'a-t-il pas l'occasion de rappeler à ses lecteurs les placements en cours, alors qu'il ne consacrera en principe qu'un seul article à chaque émission ?

Aussi la loi anglaise a-t-elle prévu que le texte complet du memorandum doit être reproduit dans toute publicité commerciale, sauf la publicité par voie de la presse.

La question perd d'ailleurs de son importance, si, comme nous le prévoyons, le bulletin de souscription reproduit toutes les mentions figurant sur le prospectus et s'identifie ainsi avec lui. Et cette disposition est nécessaire : ne pas la prévoir serait permettre les mêmes abus que la loi italienne, qui oblige la société à émettre un *programma*, mais ne l'empêche pas de faire toute la publicité qui lui plaît et autorise les souscripteurs à donner leur consentement par lettre à la seule condition qu'ils déclarent connaître le prospectus. Dans ces conditions, nous ne pensons pas que les démarcheurs à domicile se chargeraient de nombreux prospectus en allant visiter leurs clients. Même si le bulletin de souscription porte obligatoirement certains renseignements, il faut interdire formellement tout démarchage à domicile. Les plaintes arrivant quotidiennement aux parquets sont, en effet, un exemple vivant de la facilité avec laquelle se laissent duper les personnes appartenant d'ailleurs souvent à certaines professions libérales qui sont visitées par des démarcheurs contre lesquels il est impossible de sévir. Les cas sont très fréquents de personnes signant des bons de commande portant cent fois plus de marchandises que ne leur a dit le démarcheur ou une autre raison de commerce que celle de la maison à laquelle il a dit appartenir.

Ces personnes ne prendront pas, en présence du démarcheur, si celui-ci est habile, le soin de lire le bulletin de souscription. Pour la protection de l'épargne, il est donc nécessaire d'interdire tout démarchage à domicile, à l'instar de nombreuses législations étrangères.

La loi anglaise de 1908 avait seulement prévu l'émission d'un prospectus lors de la mise en souscription d'actions. Etant donné

l'interprétation restrictive qu'il convenait de donner à ce texte pénal, la jurisprudence fut dans l'impossibilité de sanctionner une fraude assez commune se traduisant par la mise en vente des titres dans le public, après seulement qu'ils avaient été souscrits par des syndicats d'émission ou des croupiers.

Le comité Greene ayant émis une recommandation pour qu'il soit mis fin à cet état de choses, l'Act de 1929, dans sa section 38, spécifie que sera à tous égards réputé un prospectus émis par la société, tout document par lequel sera fait l'offre au public d'actions souscrites en vue de la revente. La question la plus délicate est de prouver la souscription en vue de la vente. Aussi la loi anglaise pose-t-elle des présomptions. Il suffit, pour que les dispositions légales soient applicables, que la vente ou l'offre de vente des titres ait été faite au public dans les six mois qui ont suivi leur attribution ou l'offre d'attribution aux souscripteurs ; un deuxième cas est celui où, à la date où l'offre a été faite, la totalité de la valeur des titres n'a pas été fournie à la société. Ces dispositions pourraient intégralement passer dans la législation française, avec d'ailleurs le système des sanctions qui se rattache au défaut d'émission d'un prospectus ou à l'émission d'un prospectus irrégulier. Restant dans le cadre du système de sanctions exposé au chapitre IV ci-après, nous pourrions admettre avec le législateur anglais la nullité relative des souscriptions au profit des souscripteurs et la responsabilité pécuniaire des auteurs de l'irrégularité. Il serait même possible de prévoir également des sanctions pénales (7).

La nullité relative des souscriptions à l'égard des personnes trompées ne constitue qu'une application du droit commun. Le législateur anglais n'admet, en effet, la demande en nullité que dans un délai très bref après la découverte de l'erreur et à la condition que cette erreur soit une erreur substantielle.

Il serait toutefois utile, pour éviter toute incertitude dans l'application de la loi, de préciser que l'erreur substantielle pourrait rendre nulle la souscription.

Par contre, pour voir aboutir l'action en dommages et intérêts que le souscripteur pourra intenter, il suffira que la personne assignée ait inséré ou laissé insérer sciemment ou par négligence dans le pros-

pectus des déclarations inexactes. La charge de la preuve qui, en droit commun, appartiendrait au demandeur est parfois renversée⁽⁸⁾ : ce sera à l'administrateur à prouver son ignorance ou sa bonne foi.

Le tribunal reste toutefois libre de répéter l'action en dommages et intérêts, si l'erreur qui s'est glissée dans le prospectus est sans gravité et en tout cas sans influence sur la volonté du souscripteur.

Par contre, la loi anglaise⁽⁹⁾ refuse à juste titre de sanctionner par une action spéciale en dommages et intérêts l'omission de certaines mentions dans le prospectus. Les souscripteurs qui se prétendent lésés n'ont donc qu'un recours basé sur le droit commun. Cette disposition est normale, du fait que l'attention du souscripteur doit être éveillée par l'absence de certains renseignements dans le prospectus. On peut donc admettre que le souscripteur qui a signé un bulletin de souscription incomplet a commis une négligence. Il est évident toutefois que des pénalités doivent être appliquées à l'encontre des responsables (les administrateurs, leur mandataire ou l'imprimeur, suivant le cas).

Les indications devant figurer sur les titres des sociétés.

Le but de ces indications est de permettre aux détenteurs de ces titres de savoir très facilement de quelle manière ils peuvent exercer les droits inhérents à leurs actions.

Pour leur permettre d'abord de juger de la consistance de ces droits, il faudra prévoir l'indication sur chaque titre, en plus des indications nécessaires pour l'identification complète de la société (raison sociale, siège, numéro d'immatriculation à l'Office Central des Sociétés, objet, montant du capital social, forme), le taux de chaque catégorie d'actions et les droits attachés à chacune d'elles (vote privilégié, s'il venait à être à nouveau autorisé, pourcentage fixe minimum, etc.).

Il conviendra également de spécifier la date à laquelle commence et celle à laquelle finit l'exercice social, ainsi que le délai pendant lequel l'assemblée générale ordinaire doit être convoquée pour l'approbation des comptes de ces exercices.

Ceci permettra aux détenteurs de titres désirant assister à l'assem-

blée générale de suivre plus attentivement le journal d'annonces légales au moment où doit paraître la convocation à l'assemblée.

Le titre devra également porter la mention qu'il est possible à tout actionnaire de se faire adresser par la société une lettre recommandée le convoquant aux diverses assemblées⁽¹⁰⁾.

(1) SEGnitz, p. 1.

(2) *Act* 1867, sect. 38.

(3) PERCEROU, p. 207.

(4) *Journal Officiel*, 1906. Documents parlementaires Chambre, annexe n° 110, p. 163.

(5) Un bulletin de souscription restera toutefois à la disposition des tiers à l'Office Central.

(6) Sect. 35 (I) de l'*Act* de 1929, renvoyant au tableau annexé à la loi (7^e partie de la cédule IV). Traduction PERCEROU, p. 207 à 214.

(7) Cf. PERCEROU, p. 215 à 227. — PALMER, p. 376 sqq.

(8) Sect. 35 (4).

(9) PALMER, p. 382 sqq.

(10) Un décret pris le 30 octobre 1935, dans les termes de la loi du 8 juin 1935, vient d'introduire cette facilité dans la législation française. Le quatrième alinéa de l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 se trouve être, à l'heure actuelle, libellé comme suit : « Les actionnaires dont les titres sont nominatifs et qui en auront fait la demande doivent être convoqués, à leurs frais, à toute assemblée par une lettre expédiée dans le délai imparti pour la convocation de cette assemblée ».

Cette disposition, sanctionnée par une amende de 1.000 à 10.000 francs, part d'un bon principe, mais s'arrête à mi-chemin : peuvent seuls profiter de cette faculté les titulaires d'actions nominatives, alors qu'il serait bien plus normal d'étendre cette faculté à tous les actionnaires, la société se trouvant déliée pour l'avenir vis-à-vis de tout actionnaire qui n'assisterait pas ou ne se ferait pas représenter à une assemblée générale.

L'obligation pour les actionnaires de prendre à leur charge les frais d'envoi de la lettre (qui, aux termes de la loi, ne doit pas obligatoirement être recommandée), soulève de nombreux problèmes, d'importance minime peut-être, mais qu'il aurait été facile de régler également.

Ce texte législatif n'est d'ailleurs applicable qu' « aux sociétés actuellement existantes et placées sous le régime de la loi du 24 juillet 1867... »

CHAPITRE DEUXIÈME

LA PUBLICITÉ OPÉRÉE AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

En principe, toute la publicité légale des sociétés devrait être centralisée au siège de la société : il devrait normalement y être fourni à tout intéressé des renseignements suffisants. S'il n'en est toutefois pas ainsi en règle générale, c'est que le législateur a estimé avec raison qu'il importait de séparer les rôles : une société commerciale donnera à ses futurs co-contractants des indications qui les inciteront à traiter. Mais les intéressés devront normalement pouvoir contrôler les renseignements, et même obtenir les renseignements à l'insu du commerçant dont il s'agit. Confier aux sociétés commerciales le soin de donner elles-mêmes aux intéressés les indications prévues par la loi ne serait pas heureux : il serait parfois assez délicat d'obtenir des renseignements et les représentants de la société, objet de l'enquête, seraient peut-être susceptibles de ne pas distinguer suffisamment entre les renseignements qu'ils donneraient au titre de la publicité légale et les indications qu'ils lanceraient de façon intéressée dans une discussion précédant la conclusion d'un contrat. Les renseignements prévus par la loi comme entrant dans l'objet de la publicité légale doivent donc être fournis par des tiers désintéressés. Les différentes législations ont, depuis fort longtemps, chargé de cette mission des auxiliaires du pouvoir judiciaire ou administratif. Mais une partie de la publicité légale a toujours été opérée au siège pour des raisons diverses, qui sont habituellement la simplification et l'économie. Pratiquement, ce mode de publicité est très peu utilisé ;

il est extrêmement rare, par exemple, qu'un tiers vienne requérir le texte des statuts au siège social.

Une question préliminaire se pose : les documents qui sont déjà l'objet d'une publicité quelconque doivent-ils également se trouver à la disposition des intéressés au siège de la société ? La création d'un Office Central des Sociétés à Paris, par exemple, mettrait à ce point de vue les sociétés dont le siège se trouve dans la capitale dans une situation particulière, puisque les intéressés pourraient, sans être obligés de faire un déplacement plus grand dans un cas que dans l'autre, obtenir les mêmes renseignements à la fois à l'Office Central et au siège de la société. La question pourrait avoir une certaine importance pour les sociétés dont le siège est éloigné de Paris. La facilité des communications, d'une part, et, d'autre part, les suspensions que nous avons à l'encontre des indications données par les sociétés elles-mêmes, nous font rejeter cette publicité générale au siège social. Il est désirable de ne laisser s'opérer au siège social qu'un minimum de publicité légale : les indications à fournir aux actionnaires lors des assemblées générales. Il convient également d'obliger la société à apposer une enseigne portant des indications permettant son identification complète.

Avant d'étudier quels sont les documents qu'il convient de mettre à la disposition des actionnaires, signalons que, quoique l'on en dise (¹), la publicité faite au siège social est très économique. Nous ne voyons pas, en effet, en quoi peuvent consister les frais occasionnés à une société par l'obligation de tenir à la disposition des actionnaires le bilan et le rapport des commissaires aux comptes. Au contraire, ce mode est, en raison de son extrême économie, le seul susceptible de convenir pour la publication du nom des actionnaires. Une grande société reçoit journellement des avis l'informant de transferts de titres nominatifs. Or, ce serait un travail fastidieux pour elle que de communiquer ces changements au fur et à mesure à l'Office Central des Sociétés, et ce serait une complication d'autant plus inutile que les renseignements de cet ordre ne sont utilisés — et très rarement — que par des actionnaires en désaccord avec le conseil d'administration pour la gestion de la société et qui essaient de se grouper. Une telle publicité peut donc être facilement opérée

au siège social. Le refus de communication des pièces étant sanctionné pénalement, sa preuve serait grandement facilitée en ce sens que toutes constatations pourraient être faites par les agents de police ou les gendarmes requis à cet effet.

Quels sont les documents qui devront être ainsi publiés ?

Nous distinguerons entre les documents qui devront toujours se trouver à la disposition des actionnaires et ceux qui n'y seront que pendant un certain temps.

Les documents faisant l'objet d'une publicité permanente.

Dans cette catégorie ne se trouve que le registre contenant le nom et les adresses des actionnaires. Ce registre doit contenir deux parties distinctes : l'une relative aux propriétaires de titres nominatifs, l'autre relative aux détenteurs des titres au porteur.

Alors que la dernière partie du registre contiendra seulement, à côté du numéro des titres, le nom et l'adresse de la personne qui en avait la disposition lors de la dernière assemblée générale (et aucune mention si cette personne n'était ni présente, ni représentée), la première partie du registre, relative aux titres nominatifs, devra contenir les indications suivantes (2) :

- 1° La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions ;
- 2° L'indication des versements effectués ;
- 3° Les transferts avec leurs dates ou la conversion des actions en titres au porteur si les statuts l'autorisent ;
- 4° La mention des actions nominatives affectées par privilège à la garantie de la gestion des administrateurs et de la surveillance des commissaires.

Ce registre des actions présente la plus grande utilité pour les actionnaires. Il leur permet de se rendre un compte exact de la situation du capital souscrit puisqu'il leur fait connaître les versements effectués et les personnes obligées à faire les versements ultérieurs.

Le législateur anglais a étendu le bénéfice de cette publicité aux tiers ; nous ne voyons toutefois pas la nécessité d'une telle disposi-

tion. S'il n'y a aucun motif de leur refuser la communication des registres ⁽³⁾, il n'y en a pas non plus de les laisser prendre ces renseignements, tout au moins en ce qui concerne les sociétés dont les titres ne circulent pas dans le public.

Les documents faisant l'objet d'une publicité occasionnelle.

Les documents qui devront être publiés au siège social pendant un certain temps seulement sont ceux sur lesquels les assemblées constitutives, ordinaires ou extraordinaires auront à statuer. Il est indispensable de permettre aux actionnaires désirant assister à ces assemblées d'étudier préalablement les documents sur l'adoption desquels ils auront à se prononcer.

a) *Le texte de la convocation.*

Le premier de ces documents sera le texte de la convocation, contenant l'ordre du jour. Sur ce point, il n'y a pas de difficultés.

b) *Le rapport des commissaires.*

L'assemblée constitutive aura à se prononcer sur le rapport des commissaires aux apports, comme l'assemblée générale ordinaire examine le rapport des commissaires aux comptes.

Il convient de maintenir les dispositions de la législation française contemporaine en ce qu'elle édicte l'obligation, dans tous les cas, de présenter un rapport des commissaires aux comptes. Il est en effet anormal de prévoir, comme le fait la loi anglaise, que la consistance des apports ou l'exactitude du bilan ne seront contrôlés que si un certain nombre d'actionnaires l'exigent. Ceux qui manifesteraient ce désir dans les petites sociétés seraient le plus souvent considérés de ce seul fait comme des opposants au conseil d'administration ou des obstruteurs. Il ne faut pas rendre pénible l'exercice d'un droit.

Cette réserve ne signifie toutefois pas qu'il ne soit pas nécessaire de réformer l'institution des commissaires aux comptes.

c) *Le texte des modifications à apporter aux statuts.*

En ce qui concerne les modifications au texte des statuts, et que seules peuvent apporter les assemblées générales extraordinaires, il convient de noter les dispositions d'une loi française toute récente,

puisque'en date du 13 avril 1935, qui oblige les sociétés à tenir à la disposition des actionnaires le texte imprimé tel qu'il doit être soumis à l'assemblée générale.

d) *Le bilan.*

Cette dernière loi complète la loi de 1867 qui ne prévoit (art. 35) que la remise aux actionnaires de la « copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires ».

Ces dispositions devront rester inchangées lorsque sera modifié le régime de la publicité légale. Il devra même être prévu que le texte de toutes les résolutions proposées à l'assemblée devra être distribué aux actionnaires. Certaines précisions devront toutefois être apportées en ce qui concerne le bilan.

Le bilan est le « résumé méthodique de l'inventaire, sous forme de tableau en deux colonnes par actif et passif, synthétisant la situation active et passive »⁽⁴⁾. Le bilan annuel fait apparaître la valeur des différentes parties de la fortune de la société, la totalité des dépenses et des recettes ainsi que les bénéfices annuels de l'entreprise.

Il présente la plus grande importance au point de vue juridique et comptable. Ne touche-t-il pas, en effet, à l'inventaire, aux réserves, à l'amortissement, aux bénéfices et aux dividendes ? De plus, étant donné son but de renseigner sur la marche de la société, il présente une grosse importance pratique. C'est par lui que les associés qui ont fourni le capital de la société, et qui veulent être tenus au courant de son utilisation, pourront se faire une opinion sur la gestion sociale. C'est lui qui indiquera aux tiers la consistance de leur gage, qu'il leur est indispensable de connaître, spécialement dans les sociétés de capitaux. Il ne faut pas oublier que même si « tout révéler est une œuvre vaine pour les indifférents, imprudence en présence des concurrents, superfétation pour le tiers créancier qui ne consulte le résultat de l'exercice »⁽⁵⁾, la publication du bilan, tableau synthétique, correspond à un besoin réel. Mais avant de régler la publication du bilan, il faut en prévoir le contenu.

A) *Portée de la publication : contenu matériel du bilan.*

Rien n'est plus malléable qu'un bilan ; rien n'est donc plus dange-

reux à publier sans garanties. Mais parle-t-on de réglementation, qu'immédiatement on objecte que toute mesure en ce sens aurait pour effet d'écarter de l'administration des sociétés « les gens soucieux de leurs responsabilités qui reculeront devant les risques des fonctions d'administrateur » (6).

Le véritable inconvénient réside dans la difficulté de réaliser une bonne réglementation (7) fixant à la fois les règles de rédaction et d'évaluation.

Il est nécessaire d'arriver à harmoniser la présentation des bilans des sociétés, de façon à définir exactement le contenu de chaque rubrique. Il ne nous appartient pas de trancher la question. Notons seulement qu'il est possible d'arriver au résultat désiré en imposant, à l'instar du législateur allemand, pour toutes les sociétés, un type unique de bilan, ou tout au moins un type par catégorie d'affaires. Toutefois, ce serait là, peut-être, une complication inutile car il semble que l'on puisse arriver à un résultat satisfaisant en obligeant chaque société à conserver, tous les ans, à moins de l'indiquer expressément et dans certaines conditions, la même présentation pour ses bilans (8).

En ce qui concerne l'évaluation des différents éléments, il a répugné au législateur d'inscrire dans le Code de commerce un traité de comptabilité, mais tout en se rappelant qu'une législation trop précise est quelquefois un danger, il ne faut pas perdre de vue que la loi ne doit pas se limiter à proclamer le principe abstrait de la sincérité du bilan : elle doit donner des règles précises pour garantir que cette sincérité est observée (9). C'est donc vers l'élaboration de règles générales qu'il faut tendre pour les évaluations tant de l'actif que du passif.

L'Actif (10).

Le bilan repose sur l'inventaire en ce qui concerne tout au moins les indications portées à l'actif. L'inventaire n'est pas publié, mais il est mis à la disposition du conseil de surveillance ou, en général, des délégués des actionnaires, afin qu'ils puissent remplir leur mission de contrôle et de surveillance.

L'actif comprendra sous trois rubriques distinctes : les valeurs disponibles, les valeurs réalisables et les immobilisations.

Le groupe des valeurs disponibles n'appelle aucun commentaire ; déposées en banque ou en caisse, elles figurent au bilan pour leur montant nominal. La seule difficulté résultant de l'existence d'espèces en monnaie étrangère ou de contrats à terme sur des devises étrangères, sera résolue par leur évaluation le jour de l'inventaire, au cours du change.

Par valeur réalisable, il faut entendre les matières premières, les marchandises et les titres en portefeuille. Il s'agit de savoir pour combien ces valeurs seront portées au bilan. Certaines législations ne se sont pas préoccupées de la question, d'autres (comme la loi anglaise) prescrivent simplement que le bilan soit toujours dressé suivant les mêmes règles que celles adoptées la première fois⁽⁸⁾. On peut encore obliger chaque société à indiquer dans ses statuts le mode d'évaluation qu'elle adoptera pour ses bilans, de crainte que chaque bilan n'apporte un nouveau mode d'évaluation⁽¹¹⁾.

Mais, en aucun cas, les sociétés ne devraient pouvoir s'écarter des principes d'évaluation considérés comme classiques et que le législateur devrait codifier.

Le Passif.

Le passif du bilan comprend le capital social, la réserve légale, les réserves diverses, les dettes hypothécaires et chirographaires.

Le capital social figure au passif, car il est la garantie des créanciers, mais il n'est pas une dette de la société⁽¹²⁾. On indiquera le capital total et non le « produit net », après soustraction de la partie non versée (qui figure à l'actif comme créance).

Les réserves sont « la dette de la société entrepreneur à la société capitaliste, constituant une part des bénéfices nets que garde la société entrepreneur »⁽¹³⁾. C'est une institution de prévoyance et il faut obliger la société à constituer une réserve. La réserve légale, qui n'est qu'une annexe du capital social⁽¹⁴⁾, est une nécessité prescrite dans l'intérêt des créanciers sociaux des tiers et des actionnaires eux-mêmes. Mais il ne faut pas permettre à la société d'englober sous ce titre les fonds d'amortissement, les fonds destinés à faire

face aux débiteurs (réserves pour les risques d'accidents, de sinistres) et les fonds destinés à compenser les fluctuations des valeurs en portefeuille ⁽¹⁵⁾.

Il faut bien distinguer cette réserve légale des réserves extraordinaires et facultatives qui sont des « fruits que les associés laissent dans la société, au lieu de procéder au partage entre eux » et qui constituent une sorte de bien gagé qui doit recevoir une publicité à une place du bilan distincte des réserves légales.

Que faut-il penser des réserves occultes ? Certains prétendent qu'il y a lieu de les favoriser dans les sociétés anonymes et les sociétés coopératives, à condition que cette faculté ne soit pas accordée à l'administration dans le seul but de stabiliser les dividendes ⁽¹⁶⁾. Mais quelle sera en ce cas la garantie des actionnaires que les prescriptions légales sont bien observées ? D'autres prétendent ⁽¹⁷⁾ que les réserves occultes offrent un grand danger économique. Elles constituent une puissance énorme pour le conseil d'administration qui peut de ce fait présenter les bilans comme bon lui semble et en ne laissant pas voir la société sous son vrai jour. Des bénéfices importants peuvent ainsi apparaître brusquement qui, disproportionnés à la rentabilité de l'entreprise, favoriseront la spéculation. « Les actionnaires, dit Fromhold, ont droit à des bilans sincères. »

Enfin figurent au passif les dettes hypothécaires et chirographaires de la société envers les tiers ; et naturellement, en cas d'hypothèque ou de nantissement, mention spéciale des biens hypothéqués ou donnés en gage devra être faite au bilan. C'est l'exigence formulée par la loi luxembourgeoise ⁽¹⁸⁾ en ces termes : « Le bilan mentionne séparément l'actif immobilisé, l'actif réalisable, et au passif les dettes de la société envers elle-même, les obligations, les dettes avec hypothèques ou gages et les dettes sans garantie réelle ».

Il est bien entendu que le compte de profits et pertes devra également être entièrement publié, c'est un tableau comparatif en doit et avoir ⁽¹⁹⁾ : l'entreprise y est envisagée uniquement sous le rapport des bénéfices qu'elle a réalisés ou des pertes subies ⁽²⁰⁾ ; on peut aussi juger immédiatement si elle a été fructueuse ou non ; ce compte indiquera les propositions de dividendes à répartir entre les associés, les bénéfices accusés. En un mot, le compte de profits et pertes fait

apparaître « le chiffre d'affaires, le bénéfice brut de l'exploitation et les charges diverses déduites du bénéfice brut pour obtenir le bénéfice net » (21).

Sa publication est indispensable. Faut-il exiger que le bilan, soit à l'actif, soit au passif, précise d'autres points ? Cette question peut principalement se poser au point de vue des sommes touchées par les administrateurs et au point de vue des rapports des sociétés entre elles. En Angleterre, depuis 1928, le montant total des sommes payées aux « directors » en cette qualité, qu'elles leur aient été attribuées comme traitement, tantièmes, jetons de présence ou autrement, par la société elle-même ou ses filiales, doit être indiqué aux actionnaires à l'assemblée générale (22).

La question de savoir s'il faut donner une publicité aux relations qui unissent les sociétés entre elles apparaît comme beaucoup plus délicate. Le projet d'Amelio prévoit la publication au bilan de la liste des participations que la société possède dans d'autres sociétés nationales, avec l'indication des bénéfices réalisés sur chacune (23). Ce n'est jusqu'à présent qu'un essai théorique qui laisse secrètes les relations avec les sociétés étrangères. En Angleterre, après un examen de la question par le Comité Greene, l'Act de 1929 consacre quelques solutions en ce sens : le montant des actions ou sommes dues par une société à une autre constitue une partie de l'actif ou du passif ; si la société a des filiales dont elle possède des actions, une annexe au bilan indiquera les bénéfices et les pertes de l'ensemble des filiales. Nous estimons que l'intérêt bien compris des grandes sociétés exige que la liste des participations reste confidentielle. Cette publication n'aurait, en effet, d'autre résultat que de satisfaire la curiosité des sociétés concurrentes sans que ni les tiers, ni les actionnaires n'en retirent un avantage quelconque. Une mesure de ce genre aura pour seul résultat d'inciter le conseil d'administration des sociétés intéressées à répartir les actions parmi des personnes de confiance, en portant la valeur des titres ainsi dissimulés au bilan, comme créance chirographaire. Il est inutile d'édicter une mesure qui ne serait pas appliquée.

B) *La publicité.*

Toutes les législations prévoient l'obligation pour le conseil d'administration d'établir le bilan, en quoi il engage souvent expressément sa responsabilité ⁽²⁴⁾. Dans tous les pays du monde, sauf en certains Etats de l'Amérique du Nord ⁽²⁵⁾, l'assemblée générale des actionnaires doit vérifier les comptes qui lui sont soumis, ce qui implique une certaine publicité du bilan, tout au moins lors de la réunion de l'assemblée et peut-être quelques jours auparavant. Le bilan ainsi que toutes les pièces soumises aux actionnaires à l'assemblée générale sont dans de nombreux pays envoyés à ceux qui en font la demande. Mais les actionnaires ont également désigné leurs représentants pour contrôler la marche des affaires sociales.

Nommés dans les mêmes conditions que les commissaires aux apports, ils remplissent leur fonction aussi mal que ces derniers.

C'est pour « protéger les actionnaires contre leurs propres mandataires » que M. Emile Favre ⁽²⁶⁾ a proposé que soient nommés des hommes compétents qui assisteraient en tant que représentants directs des actionnaires aux réunions du conseil d'administration. Cette suggestion assez plaisante ne pourrait avoir qu'une portée extrêmement limitée, les délibérations du conseil d'administration étant secrètes.

Le rôle normal des commissaires aux comptes est de vérifier l'exactitude des chiffres présentés par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires. En Angleterre et en Allemagne, leur rôle est toutefois plus étendu, et ils doivent examiner si, non seulement le bilan correspond aux écritures sociales, mais s'il révèle bien la situation exacte de la société.

L'examen du bilan par les commissaires, délégués par les actionnaires, est donc dans une certaine mesure déjà une publication du bilan. Mais les actionnaires, ceux pour lesquels une action n'est pas un instrument de spéculation, ont le droit de pouvoir suivre la situation de leur société au moins en étudiant le bilan annuel. Ce document doit donc recevoir une publicité intégrale très complète et une copie devra en être délivrée à tout actionnaire qui en fera la demande dans les quinze jours qui précèdent la réunion de l'assemblée générale.

- (1) PERCEROU, p. 475.
- (2) Art. 40 projet Nyssens.
- (3) GUILLERY, N° 568.
- (4) Pic. *Bull. Soc. Etudes Législ.*, 1914, p. 277. Voir NYSENS, p. 221 et suiv. ; CORBIAU, p. 170 et suiv.
- (5) SIVILLE, II, p. 5, N° 1231.
- (6) M. NEYMARK, *Bull. Soc. Etud. Législ.*, 1918, p. 102.
- (7) *Bull. de la Soc. d'Etudes Législ.*, 1931, p. 78 sqq.
- (8) Cette solution vient d'ailleurs d'être introduite dans la législation française (décret du 30 octobre 1935, pris dans les termes de la loi du 8 juin 1935 et modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867).
- (9) *Relazione sul progetto d'Amelio*, p. 101.
- (10) Voir *Bulletin de la Soc. d'Etud. Législ.*, 1917, p. 167, rapport de M. Doyen.
- (11) Déclaration de M. Neymark, en 1902, devant la Commission extra-parlementaire instituée le 21 juin 1902, p. 305.
- (12) LEHMANN, p. 38 et suiv.
- (13) *Bulletin de la Soc. d'Etudes Législ.*, 1918, p. 301 sqq.
- (14) THALLER, *Ann. Dr. Comm.*, 1895, p. 241 et suiv.
- (15) VIVANTE, p. 315 sqq.
- (16) *Annales de Dr. Comm.*, 1928, p. 41 : Zimmermann Chronique Suisse — Juris — Suisse, 1926.
- (17) FROMHOLD, p. 30, et *Frankfurterzeitung*, 15 septembre 1929.
- (18) 10 août 1915, art. 72, § 3.
- (19) CORBIAU, p. 170.
- (20) NYSENS, p. 221.
- (21) *Bull. Soc. Etudes Législ.*, 1917, p. 167, et SCHMIST, *Die Organische Tageswertbilanz*, 1928, § 321.
- (22) « Le mot *avantages* employé par la loi vise les traitements, pourcentages et autres paiements faits ainsi que toute prestation (*consideration*) fournie directement ou indirectement à un directeur comme tel (*as such*), ainsi que la valeur pécuniaire de toutes prestations attachées à titre de frais ou de frais supplémentaires (*allowances or perquisites*) à sa fonction (*Sect. 79-80 de l'Act de 1928* devenue la *Sect. 128 (1 c et 5) du Companies Act 1929*) ». PERCEROU, p. 270. N° 189.
- (23) Voir également Ordonn. All. 19 septembre 1931, § 236, 9 c.
- (24) Pologne, ordonnance du 22 mars 1928, art. 100.
Pays-Bas, Code de commerce, art. 49 b.
- (25) Voir FLECHTHEIM, *Vom Aktienwesen in den Vereinigten Staaten (Zeitung für ausländisches und Internationales Privatrecht*, 1929, p. 112).
- (26) *Journ. Off.* 1932, Doc. parlementaires Ch., session ordinaire, 1^{re} séance du 28 janvier 1932, N° 6248, p. 124, et N° 5204, 1931, séance du 16 juin 1931.

CHAPITRE TROISIÈME

LA CRÉATION ET L'ORGANISATION D'UN OFFICE CENTRAL DES SOCIÉTÉS

L'évolution de l'idée.

La question de la création en France d'un office central des sociétés a été posée depuis fort longtemps déjà. Les avantages de l'institution sont apparus très clairement lors de la discussion en Angleterre de la loi de 1929 sur les sociétés commerciales.

Mais, dès 1916, la Société d'Etudes Législatives préconisait la création d'un « véritable registre de l'état civil commercial »⁽¹⁾, dans lequel figureraient des indications très complètes sur la société et sur chacun des associés responsables indéfiniment ; ce registre contiendrait le nom, l'état civil et le régime matrimonial de chaque associé.

Puis devait être votée la loi de 1919 tendant à créer un registre du commerce. Nous avons vu les grandes lignes de cette loi : un registre local est tenu pour le ressort de chaque tribunal de commerce ou du tribunal civil qui en tient lieu. De plus, un registre central du commerce est tenu pour toute la France continentale, à Paris, à l'office national de la Propriété Industrielle.

Lorsqu'en 1931, la Société d'Etudes Législatives eut l'occasion d'étudier la création d'un office central, le rapporteur, M. J. Hamel⁽²⁾, conclut à la stricte mise en application de la loi de 1919 sur le registre du commerce⁽³⁾. Partant du principe que le principal bienfait d'un office central consiste dans la centralisation elle-même, le rapporteur estime qu'il est inutile de créer en France un organisme nouveau,

alors qu'une institution semblable existe déjà dans les textes législatifs.

M. Hamel conçoit donc l'office central des sociétés comme le législateur de 1919, le registre central du commerce : un simple répertoire renvoyant aux organismes locaux qui, seuls, pourraient donner des renseignements complets.

L'office central et les autres institutions centralisatrices de la publicité légale.

Le registre de commerce et l'office central sont deux institutions qui ne sont pas différentes dans leur essence : elles peuvent même présenter certains caractères communs.

Nous avons trouvé une analogie entre ces deux institutions dans le rôle centralisateur que l'on peut leur faire jouer. Le législateur peut également déclarer les inscriptions portées au registre⁽⁴⁾ comme les actes déposés à l'office central, constitutifs de droit. Cette force probante absolue doit s'accompagner d'un certain contrôle de la publicité, par la puissance publique. Cet examen préalable est possible dans les deux cas, puisque ce sont des représentants des pouvoirs administratif ou judiciaire qui sont à la tête de l'office ou qui tiennent le registre.

Mais les renseignements fournis par un office central des sociétés doivent être plus complets que ceux portés au registre du commerce, tel que le conçoit la loi française. Le directeur de l'office central devrait cumuler les rôles du greffier du tribunal de commerce tels qu'ils sont prévus par les lois de 1867 et de 1919⁽⁵⁾. Ceci permettrait de supprimer les registres de commerce locaux et les dépôts de pièces aux greffes des tribunaux de commerce et des justices de paix⁽⁶⁾.

On peut dire que la suppression du dépôt aux greffes, qui est très incommode, doit être un des buts de la réforme de la publicité légale en France.

C'est pourquoi il est indispensable de ne pas s'arrêter à des considérations d'ordre particulier qui ont amené à dire dans le bulletin de la Société d'études législatives : « ... il serait de bonne politique, en vue de faire aboutir au Parlement le texte nouveau, de laisser aux greffiers de justice de paix le dépôt des pièces, sinon toute publicité

des sociétés étant supprimée aux greffes cantonaux, les titulaires de ces greffes n'allaient-ils pas se trouver privés d'un revenu parfois intéressant ? Leur opposition fondée sur un intérêt indiscutable ne risquait-elle pas de faire échouer tout le projet ? » Si un changement doit s'opérer, il importe qu'il soit rationnel, et qu'il ne soit pas conditionné par ce que l'on a appelé les « droits acquis ».

L'organisation de l'office central.

L'office central doit être créé en dehors de tous les cadres administratifs ou judiciaires actuels. S'il était possible de charger les greffiers des tribunaux de tenir le registre du commerce, il ne serait ni logique, ni possible de confier à un greffier la direction de l'office central. Cet organisme devra être indépendant des cadres judiciaires actuellement existants.

En Italie, il est question de charger les Chambres de commerce de la tenue du registre du commerce. Nous ne serions pas opposés à la solution de confier la direction de l'office des sociétés à un organisme analogue, dont les membres seraient élus par les représentants des Chambres de commerce. Cette solution implique toutefois l'abandon du projet de suppression de ces organismes. De toute façon, un organisme géré directement par des commerçants ou leurs représentants, contrôlé éventuellement par l'Etat, serait certainement très souple. Il suffirait pour cela de laisser une initiative suffisante au directeur de l'office pour la confection de ses fichiers, la rédaction des bulletins de demande de renseignements, etc...

Le rôle de l'office central. — La nature des renseignements donnés. Pièces à déposer.

Les renseignements fournis ne devront pas être aussi complets pour toutes les sociétés. La loi anglaise a fait une distinction très heureuse entre les *private* et les *public companies*. Il n'entre pas dans le cadre de notre étude de déterminer les critères qu'il conviendrait d'adopter en France pour distinguer les sociétés dont les titres circulent dans le public et celles dont les sociétaires sont en nombre restreint, et qui sont appelées quelquefois sociétés de famille. Pour plus

de facilité toutefois, nous distinguerons ces sociétés les unes des autres en les nommant « petites sociétés » ou « grandes sociétés ».

Le législateur devra veiller à ce qu'en ce dernier cas, la publicité soit plus complète et plus efficace qu'elle peut l'être dans le premier. Il importe, en effet, de fournir au public tous renseignements sur les risques qu'il court, sur les obligations qu'il contracte en adhérant à la société.

Ceci étant précisé, il convient de savoir de quelle manière l'office central communiquera aux intéressés les renseignements qu'ils auront requis. Nous sommes opposés au principe de donner oralement des renseignements, s'il est possible de les donner aussi rapidement par écrit.

Les renseignements seront donc, en règle générale, donnés par écrit, sur des feuilles que nous décrirons au chapitre suivant.

Pour passer en revue les renseignements que l'office central donnera, il nous faudra examiner successivement les différentes phases de la vie d'une société.

A) CONSTITUTION

a) *Les statuts.*

Les statuts sont dans tous les pays présentés par un ou plusieurs fondateurs ⁽⁷⁾ à l'assentiment de l'assemblée générale constitutive. Ils sont le Pacte Social, l'accord qui prévoit *erga omnes* les règles de la vie sociale. Ils individualisent la société en indiquant le montant du capital, le nombre et le montant des actions, le siège de la société, la raison sociale, l'objet et, dans certains pays ⁽⁸⁾, le siège des succursales ou établissements secondaires.

Ils organisent la vie sociale et réglementent le fonctionnement de la société lorsque la loi n'y a pas pourvu, déterminant le nombre des actions que les administrateurs doivent déposer dans la caisse sociale en garantie de leur gestion, les pouvoirs des directeurs et administrateurs, le mode de convocation des actionnaires aux assemblées générales ⁽⁹⁾ et même la majorité nécessaire pour décider de l'augmentation de l'engagement des sociétaires ⁽¹⁰⁾.

La tendance actuelle des législations est d'ailleurs de prévoir un

ou plusieurs types de statuts que les fondateurs déclarent adopter sous réserve de quelques modifications nommément désignées ⁽¹¹⁾.

Cette mesure est de nature à simplifier la publicité légale, comme la simplifierait l'adoption par le législateur de pouvoirs-types nettement déterminés à l'exemple de la *Prokura* allemande, mais que les parties pourraient toujours modifier à leur guise ⁽¹²⁾ ; il serait plus facile pour la publicité, comme d'ailleurs pour la justification des pouvoirs, de dire que les administrateurs sont fondés de pouvoirs, du 1^{er} ou du 2^e degré, plutôt que de produire une délibération du conseil d'administration énumérant de façon souvent peu précise ou équivoque un nombre plus ou moins considérable de faits et gestes.

Il est donc nécessaire de publier intégralement les *statuts* de toutes les sociétés ainsi que toutes les modifications apportées à un moment quelconque : il faut que les tiers soient exactement renseignés sur l'être juridique avec lequel ils sont susceptibles d'entrer en relations. Il pourra être fait une exception à cette règle pour la répartition statutaire des bénéfices d'une société en commandite simple, ainsi qu'en général pour les dispositions visant uniquement les commanditaires ⁽¹³⁾, à la condition, en ce dernier cas, qu'ils se soient entièrement libérés. Le bénéfice de l'anonymat ne peut, en effet, exister qu'en faveur de celui qui a substitué une garantie réelle à sa garantie personnelle.

Pour qu'il ne puisse pas être fait pratiquement échec à l'obligation de publier intégralement les statuts, différentes législations ont prévu diverses indications devant y figurer. Nous ne mentionnerons ici que la loi belge qui impose l'insertion dans les statuts des faits suivants :

- 1° la spécification de chaque apport qui n'est pas effectué en numéraire, les conditions auxquelles il est fait et le nom de l'apporteur ;
- 2° les mutations à titre onéreux dont les immeubles apportés à la société ont été l'objet pendant les cinq années précédentes, ainsi que les conditions auxquelles elles ont été faites ;
- 3° les charges hypothécaires grevant les biens apportés ;
- 4° les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option ;

- 5° les causes et la consistance des avantages particuliers attribués à chacun des fondateurs ⁽¹⁴⁾ ;
- 6° le montant au moins approximatif des frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution.

b) *Certificat constatant la souscription intégrale.*

Les titres souscrits peuvent être libérés soit en espèces, soit en nature ; la libération totale et immédiate ne sera toutefois obligatoirement demandée qu'aux apporteurs en nature. Quelle publicité accompagnera ces opérations ?

Toutes les législations s'accordent à donner une publicité plus étendue aux apports en nature qu'aux apports en espèces. Pour ce qui est des premiers, nous avons vu la publicité spéciale faite au siège social à l'occasion de la réunion de la deuxième assemblée générale constitutive de la société. Les rapports des commissaires aux apports devront dans tous les cas être publiés également par les soins de l'office central.

Pour ce qui est des apports en espèces, le notaire, qui doit aux termes de la loi de 1867 constater la souscription intégrale du capital social, se contente habituellement d'annexer à ses minutes le certificat d'un banquier constatant le dépôt des fonds en compte bloqué dans ses caisses. Il ne s'agit donc plus que d'une formalité, dont le législateur français pourrait, comme le fait la loi anglaise, charger le directeur de l'office central des sociétés. Cette mesure ferait cesser l'obligation dans laquelle se trouvent à l'heure actuelle les fondateurs de sociétés, de s'assurer le concours d'un notaire qui perçoit des honoraires souvent fort élevés, mais se refuse, en se basant sur la loi organique du notariat, à encourir aucune responsabilité.

Remarquons que si les actions ne sont pas entièrement libérées, la publicité doit être beaucoup plus complète, car le gage des créanciers est non seulement constitué par le capital versé, mais également par le capital souscrit ; la société a sur les souscripteurs qui ne se sont pas entièrement libérés un droit de créance dont la valeur cor-

respondra à la qualité des débiteurs. Le registre dans lequel figurent les actionnaires en nom et ceux qui ne se sont pas encore entièrement libérés devrait de ce fait être tenu, au siège social, à la disposition de tous les intéressés. Pour ne pas obliger les sociétés à faire cette publicité trop étendue, il sera préférable d'obliger celles dont le capital n'est pas entièrement versé à faire figurer dans tous leurs actes et sur tous leurs papiers, factures, etc., à côté du capital souscrit, le montant du capital versé. De cette façon, les droits des tiers seront sauvegardés.

Ce serait rapprocher ainsi la notion française de capital nominal de la définition du capital d'après les lois néerlandaise, argentine et anglo-saxonnes, qui le considèrent comme la limite maximum à atteindre pour l'émission des actions, et qui, par contre-coup, doivent prévoir l'indication du capital autorisé et le montant des actions émises ⁽¹⁶⁾ dans la publicité légale.

Notons en passant l'obligation imposée par la loi belge, à toutes les sociétés, et prévue par les projets d'Amelio (Italie) et Nyssens (Luxembourg), d'indiquer dans tous les actes sociaux, non pas leur capital nominal, mais le capital tel qu'il ressort du dernier bilan, c'est-à-dire d'indiquer comme capital le montant net de l'actif social. C'est un système très critiquable si la confection du bilan n'est pas minutieusement réglementée et contrôlée.

A la suite du dépôt de ces pièces à l'office, il sera délivré aux représentants de la société un acte établissant qu'il a été satisfait à toutes les prescriptions légales. La société sera, de ce fait, autorisée à commencer ses opérations.

B) FONCTIONNEMENT

Les indications fournies par la lecture des statuts ne sont pas suffisantes et seraient en tous cas moins nombreuses que celles que fournit le registre français du commerce. Il conviendrait donc que les représentants de la société indiquent à l'office ⁽¹⁷⁾ :

1° Les noms et prénoms des associés autres que les actionnaires et commanditaires, la date et le lieu de naissance de chacun d'eux,

leur nationalité d'origine et, au cas où ils ont acquis une autre nationalité, le mode et la date d'acquisition de celle-ci.

Il est, en effet, indispensable de connaître le nom et les qualités des personnes qui ont pouvoir pour traiter au nom de la société. La moralité et la probité des administrateurs et directeurs seront souvent pour les tiers un indice de la façon dont la société exécutera les engagements qu'elle a pris. Cette connaissance sera donc un complément nécessaire de la publicité des actes d'administration de la société.

Faut-il publier les mêmes renseignements au sujet des membres du conseil de surveillance ou des commissaires aux comptes ? Quoique l'utilité d'une telle mesure soit *a priori* moins évidente, elle peut néanmoins rendre des services importants. Il n'y aura toutefois pas à prévoir de publicité spéciale, les nominations des commissaires aux comptes et membres du conseil de surveillance étant suffisamment connus des tiers en ce qui concerne les grandes sociétés, par la publication des délibérations des assemblées générales d'actionnaires.

2° Les lieux où la société a des succursales ou agences, soit en France, soit en pays étranger.

3° Les brevets d'invention exploités par la société.

Il existe, en effet, des sociétés dont l'activité se borne à conférer à des tiers des licences de leurs brevets. Leurs revenus sont constitués par les redevances qu'elles retirent de cette aliénation et des dommages et intérêts qu'elles obtiennent en poursuivant les contrefacteurs.

Sans même évoquer ce cas, qui tout en étant extrême n'est pas excessivement rare, il arrive qu'une grosse partie du patrimoine de certaines sociétés soit constituée par des brevets ou même des licences. L'un et l'autre de ces éléments sont périssables et difficilement estimables. Il est des sociétés dont l'activité sera fortement enrayée du jour où une invention couverte par un brevet qu'elles exploitent directement, ou grâce à une licence, tombera dans le domaine public. On a donc proposé d'obliger les sociétés à publier la liste des brevets d'invention dont elles sont propriétaires ou titulaires ou dont elles ont une licence⁽¹⁸⁾ ; en ce qui concerne le brevet, il suffirait d'indi-

quer le numéro, le titre, la classe et la date d'expiration. Pour la licence, il conviendrait de donner tous éclaircissements sur le brevet, ainsi que d'indiquer la durée de la licence et ses caractères : si elle est simple, si elle est exclusive. Mais cette idée a été vivement combattue⁽¹⁹⁾, notamment en France, par la Commission du commerce de la Chambre des députés et par certains groupements commerciaux au rang desquels se trouve la Chambre de commerce de Paris. Toujours est-il que la loi de 1919 prévoit l'obligation pour tous les commerçants de déclarer leurs brevets en vue de la publicité par le registre du commerce. Mais les formules employées par la loi demandent à être précisées, notamment en ce qui concerne les brevets étrangers, qui devraient, étant un élément du patrimoine social au même titre que les brevets français, recevoir la même publicité que ces derniers.

La question de la publicité des marques de fabrique a reçu un accueil semblable, de la part des groupements commerciaux intéressés ; il faut dire que cette opposition semble assez fondée et que, du fait du mélange des deux questions des marques et des brevets, elle a emporté l'opposition de la publicité de ceux-ci. Une marque est en effet rarement un élément prédominant dans le patrimoine d'une société ; le motif qui a surtout inspiré les opposants est que, sans profit sérieux pour personne, la publicité des marques pourrait gêner certains industriels qui devraient indiquer à côté de leurs marques les plus notoires, d'autres marques destinées à désigner des produits de qualité inférieure. Cette divulgation pourrait nuire à la réputation commerciale de leur entreprise. Si le but recherché par le législateur était précisément de porter des sous-marques employées par le commerçant à la connaissance du public, il convient de noter qu'une mesure ainsi présentée risque d'être inopérante, une société pouvant faire déposer des sous-marques par un tiers qui lui accorderait un droit d'usage.

Mais la publicité des marques rencontre des difficultés plus considérables du fait qu'elle ne peut être qu'une publicité indirecte. Une marque de fabrique peut, en effet, parfaitement être constituée par un emblème, un dessin ou même une particularité de l'emballage d'un produit, qu'il ne faut pas songer à publier autrement que par voie

descriptive, ce qui est long et le plus souvent peu exact, ou bien en indiquant le numéro de dépôt au greffe du tribunal de commerce, ou plutôt le numéro d'immatriculation à l'office national de la propriété industrielle. Mais, en ce dernier cas, la publicité ne porterait que sur les marques déposées, alors que certaines législations, dont la législation française, confèrent la propriété de la marque au premier usager, considérant le dépôt comme une manifestation de la volonté d'appropriation pouvant remplacer l'usage dans certaines conditions.

Il faut donc considérer qu'il est impossible d'astreindre les sociétés à faire figurer utilement les marques de fabrique dans la publicité légale.

La question de la publicité des autorisations administratives.

Que faut-il penser de la publicité à donner aux autorisations administratives ? Ces dernières sont, et ceci constitue la difficulté, d'une étendue variable. Elles ont été souvent, comme celles accordées après enquête de commodo ou incommodo, publiées elles-mêmes par l'administration. Mais, dans un but de commodité et de centralisation de la publicité, il est normal que l'étendue de ces autorisations fasse partie de la publicité légale propre à chaque société. La difficulté vient de l'importance plus ou moins considérable de ces autorisations qui peuvent aller de la permission de voirie tendant à l'apposition d'une enseigne sur un poteau lui-même fiché sur la route, à la concession d'une mine, et dont l'exploitation peut être le seul objet de la société.

Pour éviter de tomber dans les abus, il sera nécessaire de laisser à un règlement d'administration publique le soin de dresser la liste des autorisations qu'il sera nécessaire de publier.

Déclaration des modifications aux actes publiés.

Comme le prévoit la législation actuelle, toutes les modifications survenant dans l'état de choses signalé à l'office devront faire l'objet d'une déclaration.

De plus, tous actes et délibérations ayant pour objet une modification quelconque des statuts devront être également publiés.

D'autre part, une copie de certains jugements ou arrêts devra être

transmise à l'office par les soins du greffier du tribunal ou de la cour qui les a rendus. Ce sera le cas pour ⁽²⁰⁾ :

- 1° Les jugements ou arrêts prononçant la dissolution de la société ou constatant une irrégularité dans sa constitution ou sa publicité légale.
- 2° Les jugements ou arrêts déclarant la société en faillite ou en liquidation judiciaire, homologuant un concordat ou en prononçant la résolution ou l'annulation, clôturant les opérations de la faillite ou de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif ou rapportant un jugement de clôture.

Le greffier du tribunal de commerce qui a eu connaissance, en vertu des dispositions de la loi de 1909, d'un nantissement sur un fonds de commerce, du renouvellement et de la radiation de l'inscription du privilège d'un créancier gagiste, devra également porter ces faits à la connaissance du directeur de l'office central des sociétés.

Des obligations spéciales devront être imposées aux « grandes sociétés » qui doivent remettre à l'office les textes des procès-verbaux de toutes les assemblées générales ou des assemblées spéciales aux actionnaires, obligataires et porteurs de parts de fondateurs. Cette obligation comprend celle de communiquer le bilan et le compte de profits et pertes. Les mêmes mesures seront applicables aux sociétés étrangères ayant un établissement en France ou dont les titres sont inscrits à la cote officielle d'une bourse française des valeurs.

C) LIQUIDATION

La liquidation prépare la répartition de l'actif social entre les associés. Le plus souvent, les statuts prévoient la conduite des affaires sociales pendant cette période.

La liquidation d'une société peut être normale, s'opérer à l'époque prévue aux statuts : c'est le cas de sociétés constituées pour un but déterminé et lorsque ce but est atteint, ou de l'expiration du pacte social. Le plus souvent, toutefois, la dissolution des sociétés est anticipée. Dans tous les cas, il y aura lieu d'informer l'office de la mise

en liquidation de la société. Cette mesure est d'ailleurs prévue par la plupart des législations européennes ⁽²¹⁾.

La déclaration de la mise en liquidation devra être accompagnée du texte du procès-verbal de l'assemblée générale ayant pris cette décision et ayant nommé les liquidateurs.

Une habitude regrettable fait que les syndics, les liquidateurs judiciaires ou amiables, poursuivent pendant une période de plusieurs années les opérations de liquidation de la société ; un contrôle efficace par l'office central s'impose pour éviter que, sous le prétexte de réaliser avantageusement l'actif, la société continue à fonctionner normalement en s'abstenant toutefois de payer les dettes existantes au moment de la mise en liquidation. Cet abus est né d'une règle équitable, adopté par la presque totalité des législations et qui confère à la société une existence limitée aux besoins de la liquidation. Mais, de toute façon, admettre en quelque sorte une existence nouvelle, implique qu'elle sera connue de tous de la même manière qu'était connue la vie normale ⁽²²⁾.

COMMENT SERONT DONNÉS LES RENSEIGNEMENTS :
LE BULLETIN D'ANNONCES LÉGALES, LES FICHES

Nous avons écarté la possibilité pour l'office central de donner des renseignements oraux, parce que cet organisme doit disposer de moyens de publicité plus sûrs. Nous réserverons la faculté de donner des renseignements oraux aux détenteurs en province des collections de fiches de renseignements et du bulletin d'annonces légales, édités par l'office central.

En effet, un système de publicité légale serait incomplet s'il ne laissait pas de place aux journaux d'annonces légales. En effet, les seuls moyens de publicité que nous ayons prévus jusqu'à présent ne sont pas propres à attirer l'attention sur les constitutions et liquidations de sociétés, ni sur les modifications apportées aux statuts ou au fonctionnement des sociétés existantes. Les indications données au siège social de la société, ou à l'office central, ou bien celles portées sur les titres émis par la société ou les actes émanant d'elle, n'attei-

gnent que les individus déjà en rapport avec elle. La publicité par la voie de la presse est un moyen de publicité occasionnelle. Mais on peut également l'utiliser très facilement comme moyen auxiliaire de publicité permanente.

Il est, de toute évidence, nécessaire de créer un journal d'annonces légales unique pour toute la France, dans lequel sera centralisée toute la publicité légale concernant les sociétés commerciales. Ceci permettrait de supprimer tout recours aux journaux ordinaires — sauf une réserve sur laquelle nous reviendrons — et également de décharger les sociétés du soin de confier elles-mêmes leur publicité légale aux journaux.

Mais ce journal unique d'annonces légales ne permettrait pas aux intéressés de se documenter complètement d'une manière rapide. Il faut, en effet, se reporter aux tables pour connaître les dates des insertions intéressant une même société et faire la synthèse des renseignements recueillis.

Ce moyen de publicité devra être complété par un système de fiches imprimées, mises à jour et rééditées tous les ans.

Nous allons examiner successivement la mise en œuvre de chacun de ces moyens : fiches et journal d'annonces légales.

a) *Les fiches.*

Ces fiches, dont le but est de compléter le journal d'annonces légales, devront synthétiser sous un volume restreint toutes les informations d'usage courant, sur chacune des sociétés dont le dossier est constitué à l'office central. Elles devront porter toutes les indications que l'on trouve à l'heure actuelle sur les copies d'inscription au registre du commerce, telles qu'elles sont délivrées par les greffiers.

Elles porteront, de plus, un résumé des statuts ou, tout au moins, un aperçu des dispositions des statuts qui précisent le droit commun des sociétés : nombre des administrateurs, dates extrêmes de l'année sociale, délai de convocation de l'assemblée générale, etc., avec les références pour chaque point au journal d'annonces légales.

Les fiches concernant les « grandes sociétés », celles dont les titres circulent dans le public, donneront de plus toutes indications

utiles sur la nature des titres émis (avec les mêmes précisions que celles figurant sur le bulletin de souscription), et porteront un aperçu du bilan des cinq ou dix dernières années.

La législation pourra d'ailleurs laisser à l'initiative du directeur de l'office central le soin de compléter, s'il le jugeait utile ou si tel était le vœu des groupements commerciaux, les indications que la loi prévoirait comme devant figurer sur la fiche. Ce document serait édité par l'office central, et serait imprimé en un format d'environ 15 × 20 centimètres.

Il pourrait être imprimé au recto et au verso et même comporter une double ou une triple page.

Ces fiches seraient envoyées, pour y être consultées par les intéressés, aux Chambres de commerce et aux greffes des tribunaux de commerce ou des tribunaux civils en tenant lieu.

L'office central délivrerait, de plus, un exemplaire de ces fiches à tous requérants ; étant réimprimés et mis à jour tous les ans, ces documents pourraient ne pas porter les modifications les plus récentes apportées au fonctionnement de la société. Il faudrait donc prévoir qu'au cas où des modifications seraient survenues depuis l'impression des fiches, il devrait être ajouté à celles-ci, lorsqu'elles seraient distribuées aux requérants, la référence au journal d'annonces légales ayant publié la modification.

L'expérience prouve qu'en exigeant des intéressés une somme de cinq francs par fiche, l'office central pourrait largement couvrir les frais d'impression, de distribution gratuite aux Chambres de commerce et aux tribunaux de commerce, ainsi que ses frais généraux. En effet, des sociétés très sérieuses utilisent des fiches de ce genre pour donner à leurs abonnés des renseignements financiers. Or, ces sociétés, qui sont obligées d'aller quérir elles-mêmes les renseignements qu'elles portent sur les fiches, dont la clientèle est beaucoup plus restreinte que ne le serait celle de l'office central, peuvent consentir, en réalisant un bénéfice, un prix unitaire de cinq francs. On pourra nous objecter que les sociétés de renseignements limitent leur activité aux « grandes sociétés » et que pour celles-ci les demandes sont plus nombreuses que pour les sociétés de famille. Il est toutefois à noter qu'il arrive souvent qu'aucun changement ne se produise pen-

dant plusieurs années dans ces petites sociétés, et que, par conséquent, les frais de l'office seront diminués d'autant puisqu'il sera inutile, en ce cas, de rééditer les fiches qui sont encore à jour.

De plus, dans tous les greffes des tribunaux de commerce comme dans toutes les Chambres de commerce, les intéressés pourront avoir immédiatement tous les renseignements utiles sur toutes les sociétés immatriculées à l'office central.

En effet, les tribunaux et les Chambres de commerce tiendront également à la disposition des intéressés le journal d'annonces légales.

b) *Le journal d'annonces légales.*

Cet organe unique pour toute la France, paraissant sur le même format que le *Journal Officiel*, serait également édité par les soins de l'office central. Tous les documents reçus par l'office central pourront y paraître sans inconvénient. Le nombre des sociétés constituées est, en effet, assez limité pour que le texte des statuts n'occupe pas dans ce journal une place trop importante. On peut prévoir que ce journal, qui recevra la publicité légale de toutes les sociétés françaises, ne sera pas plus copieux que le *Journal Officiel*, et aura un tirage à peu près équivalent.

Les recettes du journal seront constituées par les abonnements et par le montant payé par les sociétés pour les insertions. Le prix des insertions ne devra toutefois pas différer sensiblement de celui pratiqué par les journaux chargés actuellement de recevoir les annonces légales. Dans ces conditions, les sociétés ayant des succursales en France trouveront même des avantages très sensibles avec la formule du journal d'annonces légales unique.

Afin de faciliter les recherches, chaque numéro de ce journal devra contenir une table par raisons sociales, et une table par numéro d'inscription des sociétés à l'office. Chaque fois figurera l'objet de la publication.

Il serait également utile de prévoir que tous les mois paraîtra une table récapitulative.

L'office central, éditeur de ce journal, devra bénéficier d'un régime très souple, pour pouvoir retirer de l'organisation le maximum de profits. Il devra, par exemple, avoir la faculté de faire, en utilisant la

composition du journal, des tirages à part des statuts, des convocations aux assemblées générales ou encore des imprimés destinés à être distribués aux actionnaires lors des assemblées générales et portant le bilan, le rapport des commissaires. L'office pourrait de même accepter des abonnements pour les tables mensuelles du journal d'annonces légales.

Peut-être faudra-t-il néanmoins garder en province et plus particulièrement dans les petites villes le système actuel des journaux d'annonces légales à titre de transition. Ces journaux ne publieraient toutefois que la table mensuelle du journal édité par les soins de l'office central des sociétés.

(1) *Bulletin de la Soc. d'Etudes Législ.*, 1916, p. 241.

(2) *Bulletin de la Soc. d'Etudes Législ.*, 1931, p. 59 sqq.

(3) Voir également le rapport de Rodolphe-Rousseau à l'assemblée générale de la Société d'Etudes Législatives du 28 mars 1919 (*ibid.*, 1919, p. 27 sqq.).

(4) *Handelsgesetzbuch*.

(5) Cette réforme vient d'être introduite, en partie tout au moins, par un décret en date du 30 octobre 1935, pris dans les termes de la loi du 8 juin 1935.

(6) Cf. *Bulletin de la Soc. d'Etudes Législ.*, 1918, p. 129 sqq., et le projet inséré au *Journal des Sociétés*, 1903, p. 226 sqq.

(7) En Suisse et aux Pays-Bas, les statuts doivent être présentés par un ou plusieurs souscripteurs.

(8) Italie art. 89, Roumanie art. 90 du Code de commerce du 10 mai 1887. La législation de l'U. R. S. S. exige en certains cas l'indication de la zone d'influence (loi du 17 août 1927, art. 11).

(9) Allemagne HGB § 182 et Code de commerce autrichien de 1862, art. 209, n^{os} 8 et 11.

(10) Code de commerce espagnol de 1885, art. 168.

(11) Voir plus haut *Companies Act* 1929 (Table A dont l'application est réglée par la sect. 8).

(12) Cf. SIVILLE, I, p. 250, n^o 652.

Le système proposé par cet auteur conduit à l'interdiction de la limitation des pouvoirs-types des administrateurs ou gérants. Il appartient en ce cas aux actionnaires de choisir les dirigeants en conséquence. Il s'agit donc pratiquement, pour la France, de l'extension aux administrateurs des sociétés anonymes, des pouvoirs légaux des gérants de sociétés à responsabilité limitée.

Cf. également Sirey, 4^e partie, *Lois annotées*, 1924, p. 1543 (rapport de M. Robert Schuman).

(13) La plupart des législations tendant à augmenter même pour les sociétés en commandite le nombre des mentions à publier. Rappelons, pour mieux souligner l'évolution, que le Code de Commerce (art. 43) prévoyait pour les sociétés en commandite :

Les noms, prénoms et qualités des commandités, la raison sociale, la dési-

gnation des associés autorisés à gérer ou administrer la société, le montant des valeurs fournies ou à fournir par les commanditaires, le début et la fin de la société.

(14) Voir à ce sujet SIVILLE, p. 119, n^{os} 320 à 324 ; PIRMEZ, notes posthumes, *Revue pratique des sociétés*, 1897, p. 246 sqq.

(15) Authorized capital, authorized stock.

(16) Issued capital.

(17) Voir projet de la Soc. d'Etudes Législ., art. 9 sqq.

(18) Edm. GOMBEAUX, *Annales de Droit commercial*, 1921, pp. 35 et 36.

(19) Cf. rapport de M. Astier, sénateur, *J. O.*, 1917, Doc. parl. Sénat, p. 26, annexe n^o 392.

(20) Cf. projet de la Soc. d'Etudes Législ., art. 11 et 12. Cf. art. 7 de la loi du 18 mars 1919 (rédaction du 30 octobre 1935).

(21) Allemagne, § 293 *Handelsgesetzbuch*, et § 180 du projet. — Suisse, Code des obligations, art. 665, et projet, art. 727. — Pays-Bas, Code de commerce (rédaction du 2 juillet 1928), art. 55 b. — Cf. Sirey, *Lois annotées*, 1924, p. 1548, n^{os} 129 à 131. Rapport de M. Schuman.

(22) Un léger correctif a été apporté à la situation existante par un décret en date du 9 août 1935, pris dans les termes de la loi du 8 juin 1935, et réglant la faillite.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES SANCTIONS EN CAS D'INOBSERVATION DES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA PUBLICITÉ LÉGALE

La diversité des sanctions dans la législation française contemporaine.

Les formalités de publicité légale ont été introduites en France par plusieurs lois, dont presque chacune a prévu des sanctions en cas d'inobservation de ses dispositions.

La loi du 24 juillet 1867 dispose que les formalités de publicité prescrites « seront observées à peine de nullité à l'égard des intéressés » (art. 56) ; l'amende sanctionne l'obligation pour les sociétés anonymes ou en commandite par actions d'indiquer leur forme et leur capital social sur tous les actes et documents émanant d'elles-mêmes (art. 64).

La loi du 17 mars 1905, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et dont certaines dispositions ont été reprises par des lois postérieures (1), a introduit dans la législation française un système préventif de sanctions, en prévoyant l'enregistrement des sociétés par le Ministre du Commerce. L'idée qui est à la base de cette disposition n'exclut d'ailleurs pas les sanctions qui sont l'amende et l'emprisonnement prononcés à l'égard des contrevenants.

L'article 3 de la loi du 30 janvier 1907 prévoyant l'obligation d'insérer au B. A. L. O. une notice dont le contenu est bien déterminé, et ceci préalablement à toute émission, exposition, mise en vente, introduction sur le marché de titres émis par des sociétés commer-

ciales, prévoit une amende à titre de sanction. Cette loi ne reprend donc pas l'idée de la nullité de la société dont les titres circulent irrégulièrement, et de la nullité de ces opérations.

La loi du 18 mars 1919 tendant à la création d'un registre de commerce prévoit une amende à l'encontre du commerçant qui aura négligé de se faire immatriculer au registre du commerce. En cas de fausse déclaration, les peines prévues sont l'amende, l'emprisonnement et la privation temporaire du droit de vote et d'éligibilité pour les tribunaux et Chambres de commerce, pour les Chambres des arts et manufactures et pour les Conseils de prud'hommes.

La loi du 27 mars 1925 reprend (art. 13) pour les sociétés à responsabilité limitée les termes de la loi de 1867 en ce qui concerne la publicité légale. Dans ses articles 37 à 39, elle édicte entre autres certaines peines contre les fondateurs ou les gérants se livrant à des fraudes.

Le décret du 30 octobre 1935, pris dans les termes de la loi du 8 juin 1935, et modifiant l'article 35 de la loi du 24 juillet 1867 sur les bilans et les comptes, prévoit une amende de 1.000 à 10.000 francs à l'encontre de ceux qui contreviendraient à ses dispositions.

L'article 2 du décret du 30 octobre 1935, pris dans les termes de la loi du 8 juin 1935, et relatif aux formalités de publicité des sociétés, prévoit une atténuation du système des nullités, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

Les inconvénients du système trop rigide de la nullité.

Le système français des sanctions se caractérise donc par un manque d'harmonie. Mais les critiques vont surtout aux dispositions des lois de 1867 et de 1925, frappant de nullité les sociétés dont la publicité légale est entachée d'irrégularité. Répondant au vœu émis par les organismes commerciaux et de nombreux auteurs⁽⁹⁾, le Gouvernement déposait, le 6 décembre 1883, un projet de loi destiné à atténuer la trop grande rigidité du système, en déclarant prescriptible les causes de nullité. La loi du 1^{er} août 1893, écartant toutes les autres dispositions du projet, établit un délai au delà duquel l'action en nullité ne pourrait être exercée. Certains auteurs ont vu dans ce texte une réaction très nette contre les principes de la nullité. La loi

de 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée a néanmoins repris, ainsi que nous l'avons vu, les dispositions de la loi de 1867.

Et pourtant, on s'accorde à reconnaître avec M. Hémard ⁽²⁾ que le système français est inefficace et dangereux.

La pratique tend, en effet, à prouver que l'existence de cette sanction terrible qu'est la nullité ne fait pas disparaître les omissions ou les irrégularités des formalités prévues par les lois. Si les mesures de publicité légale sont simples, elles n'en sont pas moins nombreuses, et la plus légère défaillance risque de provoquer l'introduction d'une action en nullité contre la société.

Les causes de nullité de sociétés sont, en effet, extrêmement nombreuses, à tel point que certains individus font profession de rechercher ces nullités, pour se faire ensuite acheter leur silence. Un débiteur en difficulté trouvera dans une action en nullité contre la société créancière un moyen facile de se libérer de sa dette et de remettre sa trésorerie à l'aise. La nullité d'une société peut, en effet, être invoquée par tous les intéressés, au nombre desquels figurent les associés ou les actionnaires, les créanciers sociaux et les créanciers personnels des associés. Il n'est pas rare de voir des administrateurs révoqués intenter une action en nullité contre leur propre société, en se basant sur un fait dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat.

Les actions en nullité reposent le plus souvent sur ce que le dépôt de l'acte constitutif n'a pas été effectué aux greffes de la justice de paix ou du tribunal de commerce en cas de constitution de succursales ou que le dépôt de l'acte constitutif n'a pas été accompagné dans chacun des greffes du dépôt de ses pièces annexes ou encore que ces pièces n'étaient pas en la forme requise ⁽³⁾.

Il suffit encore, pour qu'une action en nullité soit recevable, qu'un extrait des mêmes pièces n'ait pas été publié dans un journal désigné pour recevoir des annonces légales ; ou que, s'il s'agit d'une société par actions, l'extrait des statuts n'ait pas été suivi d'un extrait des pièces annexes, ou que fasse défaut l'une quelconque des mentions exigées par les articles 57 et 58 de la loi de 1867.

Il suffirait aussi, pour qu'une société soit déclarée nulle, que l'on omette de faire certifier conforme par l'imprimeur, légaliser par le

naire et enregistrer dans les trois mois de sa date, un exemplaire du journal dans lequel figure l'insertion prévue par la loi.

Les mêmes formalités devront être recommencées toutes les fois qu'interviendra « un acte ou une déclaration ayant pour objet la modification des statuts, la continuation de la société au delà du terme fixé pour sa durée, la dissolution avant ce terme et le mode de liquidation, tous changements ou retraite d'associés et tous changements à la raison sociale » (art. 61).

L'inobservation totale ou partielle de l'une quelconque de ces prescriptions permet à tout intéressé de demander la nullité de la société, ce qui est une sanction souvent disproportionnée à l'infraction qui en est la cause. Il est de toute évidence exagéré qu'une jurisprudence constante déclare, même à regret, une société nulle, parce que le journal d'annonces légales dans lequel est paru une insertion requise par la loi a été enregistré avec un jour de retard (4).

La théorie des sociétés de fait.

La jurisprudence a essayé d'atténuer la rigueur des principes législatifs en limitant autant que possible l'exercice des actions en nullité et en appliquant avec certaines réserves toutefois la théorie des sociétés de fait. Elle admet que la nullité des sociétés produit des effets variables suivant les personnes qui l'invoquent ou à l'égard desquelles elle est invoquée : entre les associés comme vis-à-vis des créanciers sociaux, il s'agira d'une simple dissolution, la nullité ne produisant véritablement ses effets dans la majorité des cas que contre les créanciers personnels des associés d'une société de personnes.

L'application partielle par la jurisprudence de la théorie des sociétés de fait n'est pas suffisante pour neutraliser les effets déplorable des dispositions législatives. Il faudrait, dit M. Hémar, pour rendre acceptable le système français des nullités, que la jurisprudence termine la construction de sa théorie des sociétés de fait. Et pour cela, il faudrait abandonner la conception d'un droit d'option des créanciers sociaux et retirer à ces derniers le droit de considérer la société, si tel est leur avantage, comme régulière, même lorsqu'elle a été déclarée nulle à la requête d'un tiers. L'autorité absolue de la

chose jugée serait attribuée aux jugements intervenant sur une instance en nullité de société, ou tout au moins aux jugements déclarant une société nulle. Mais on pourrait également, pour mettre un frein aux abus, considérer comme opposables aux tiers les jugements ayant déclaré une société valablement constituée.

M. Hémard demande encore ⁽⁵⁾ que la jurisprudence consacre le maintien du droit de préférence des créanciers sociaux, même dans les sociétés de personnes, et nie par là aux créanciers personnels tout intérêt à agir en nullité. La théorie de l'irrégularité arriverait ainsi à être substituée à la théorie de la nullité. Une société dont la publicité légale a été opérée sans qu'il soit tenu compte de toutes les prescriptions législatives serait donc dans une situation précaire et sous la menace d'une dissolution, sans qu'il soit porté atteinte ni aux droits des tiers de demander réparation du préjudice qui a pu leur être causé, ni à la responsabilité d'une sanction pénale contre les responsables. L'irrégularité disparaîtrait par la réparation du vice. Comme il ne s'agit plus d'une nullité viciant la société à l'origine, la société serait inattaquable dans le passé. Toutes les opérations antérieures au jugement déclaratif de l'irrégularité devraient être maintenues, la société subsistant dans le passé avec les caractères qu'elle a présentés. De ce fait, un tiers qui a contracté avec la société au moment où elle était irrégulière ne peut plus invoquer la nullité, mais il pourra — la société continuant à subsister telle qu'elle s'est révélée — valablement prétendre que les faits n'ayant pas été publiés ou ayant fait l'objet d'une publicité irrégulière, ne lui soient pas opposés.

Cette théorie dégagée par M. Hémard d'après les tendances manifestées par la jurisprudence aurait le mérite, si elle était intégralement appliquée, de rendre supportable le système français des nullités sans que l'on soit obligé de recourir au législateur. Une intervention législative est souvent très difficile à amorcer ; de plus, le texte voté par le Parlement ne se rapproche pas toujours assez du texte proposé. Aussi une réforme de la jurisprudence sur ce point serait-elle de beaucoup préférable à une réforme législative. Mais, si le Parlement venait à apporter des modifications à l'ensemble du système français de publicité légale, il faudrait également prévoir une réforme du système des sanctions, quoique la nullité puisse être

édictee aussi bien lorsque la société a été constituée irrégulièrement que lorsque la publicité légale a été entachée d'un vice. Le contrôle des formalités de la constitution de la société n'est, en effet, pas suffisant pour éviter toutes les infractions aux dispositions légales concernant la publicité. Ce contrôle ne pourra s'exercer et il ne s'exerce actuellement à l'étranger que sur les actes dont l'office central des sociétés a connaissance. Supposons qu'une assemblée générale extraordinaire augmente ou diminue le montant du capital social et que cette résolution ne soit pas publiée ou soit publiée après l'expiration du délai légal. Des tiers peuvent de ce fait être lésés. De plus, toute infraction aux prescriptions légales doit être sanctionnée.

Les réformes.

Mais il ne saurait être question de conserver le système français actuel des sanctions, et continuer à faire supporter à la société, donc aux membres du groupe, qui sont le plus souvent innocents, des fautes commises par des administrateurs, des gérants ou des mandataires. Sanctionner un vice de la publicité légale par la nullité de la société aboutit à subordonner la constitution de la société à l'accomplissement des formalités de publicité. Cette solution est contraire à la logique, quand la publicité est causée par une modification du pacte social qui peut être postérieure de plusieurs années à la constitution de la société. Il n'est pas soutenable que la publicité de l'augmentation du capital social, du transfert du siège ou de l'ouverture d'une succursale soit une formalité constitutive.

Ce système est rejeté par les législations étrangères et sa nocivité a été amplement prouvée par tous les auteurs français. Nous nous rallierons donc au système de la non-opposabilité aux tiers. Préconisé par la Société d'études législatives, il se rapproche du système de l'irrégularité, tout en étant moins complexe que ce dernier.

La proposition de M. Lesaché votée au Sénat (art. 16 *bis*) et le projet de M. Daladier (art. 14 et 15) reprennent les dispositions de la loi de 1867, mais prévoient que « l'action en nullité » ne serait plus recevable lorsque, dans le délai d'un mois à partir de l'assignation en justice, la cause de la nullité a cessé. Le tribunal saisi d'une action en nullité pourrait même d'office fixer un délai pour couvrir la nul-

lité. Si, dans ce délai, la cause de la nullité a cessé d'exister, l'action est éteinte.

Cette disposition aboutit à ce que, pratiquement, aucune action en nullité ne puisse plus être intentée avec succès. Le projet Daladier prévoit même que la nullité ne peut pas être demandée par les débiteurs sociaux. Mais le projet est obligé d'admettre l'exercice d'une action très large en dommages et intérêts. Il ne se différencie donc pas beaucoup, en fait, de la solution préconisée par la Société d'études législatives.

Comment se présenterait la réforme dans son ensemble ?

Nous avons écarté l'intervention obligatoire du notaire lors de la constitution des sociétés commerciales ; la loi de 1867 prévoyait que cet officier ministériel devait obligatoirement constater la souscription intégrale du capital social et le versement du quart au moins de ce capital. Le rôle du notaire est en droit assez effacé, quoique, en fait, les fondateurs le chargent ordinairement de rédiger les statuts.

Nous avons préconisé que le contrôle exercé actuellement par le notaire, le soit dorénavant par les magistrats chargés du fonctionnement de l'office central des sociétés.

Ces mêmes fonctionnaires seront chargés de la publicité de la constitution de la société : ils immatriculeront d'office la société, et se chargeront obligatoirement de la publicité légale. De ce fait, une cause importante d'irrégularité viendra à disparaître, la publicité originaire étant nécessairement faite et, en principe, sans erreur ni omission.

Nous en venons donc à un système préventif que certains considèrent comme inefficace. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la plupart des législations européennes se sont ralliées à cette solution, dont, quoi que l'on en pense, nous ne sommes à l'heure actuelle plus très éloignés en France.

Le registre du commerce tend à s'implanter de plus en plus dans les mœurs, et nombreuses sont les personnes qui ont recours à cette institution pour obtenir des renseignements. Une société ou un commerçant oublierait-il de se faire immatriculer au registre, que ce fait serait immédiatement remarqué par les tiers venus prendre des renseignements, et signalé au greffier. Ce dernier inviterait le contre-

venant à requérir son immatriculation. Or, les greffiers, avant de procéder à l'immatriculation, exigent pour les particuliers des pièces justificatives de la qualité de commerçant (déclaration à la patente ou certificat d'établissement délivré par le maire ou le commissaire de police), et pour les sociétés, le texte des statuts, une expédition de l'acte dressé par le notaire et contenant la déclaration de souscription et de versement, ainsi qu'un exemplaire légalisé et enregistré du journal d'annonces légales qui a publié la constitution. L'administration des Postes exige pour la distribution du courrier, ou l'ouverture d'un compte courant postal, la production du texte certifié conforme des statuts, et d'un exemplaire légalisé et enregistré du journal d'annonces légales. Au cas où la société change d'administrateur, ou procède à un transfert de son siège social, l'administration des Postes formule la même exigence pour accepter que les opérations postales soient faites par une autre personne ou son mandataire, ou bien pour délivrer le courrier à la nouvelle adresse ⁽⁶⁾.

Ces exigences sont plutôt un ennui pour les administrateurs de sociétés qu'une garantie sérieuse de l'accomplissement des formalités de publicité légale. L'administration des Postes ne demandera aucune justification dans le cas d'une augmentation du capital social ou même en cas de changement de siège social lorsque l'adresse indiquée pour effectuer les opérations postales correspond non pas au siège, mais à un dépôt, une usine ou un entrepôt.

Malgré ces imperfections, on peut donc dire, — et quel que puisse être le but poursuivi par l'administration postale, — qu'en fait il existe en France un début de contrôle, qui n'est pas sans valeur, surtout en ce qui concerne les pièces exigées par les greffiers à des fondateurs de petites sociétés à responsabilité limitée.

La publicité des sociétés pourrait à l'avenir être utilement effectuée par l'office central qui contrôlerait en même temps, aux lieux et places du notaire, la régularité de la constitution.

Comme nous l'avons vu, la société serait constituée par l'immatriculation au greffe et la publicité serait une mesure accessoire sans influence sur l'existence de la nouvelle personne morale.

L'office central ne pourra toutefois publier que les faits dont il a eu connaissance. Le défaut de publicité pourra être sanctionné de

deux manières : par l'inopposabilité aux tiers des clauses non publiées et par des mesures personnelles à l'encontre des responsables.

Les sanctions personnelles sont d'ordre pénal et d'ordre civil ; elles seront édictées contre l'administrateur-délégué ou son mandataire. La société aura contre le délinquant un recours en dommages et intérêts, mais de toute façon l'administrateur-délégué sera civilement responsable de son mandataire⁽⁷⁾. Les peines en cas de simple omission seraient l'amende et, en cas de récidive, l'emprisonnement. Si le délinquant avait poursuivi un but frauduleux en ne faisant pas la déclaration à l'office central, ou avait fait une déclaration fausse, les peines prévues pour l'escroquerie seraient obligatoirement appliquées.

L'inopposabilité des mentions non publiées assurera une protection efficace des intérêts des tiers. « Il suffit de donner aux tiers le droit d'opposer le défaut de publicité lorsque la société ou les associés voudront faire valoir contre eux telle disposition des statuts sociaux qui n'aurait pas fait l'objet d'une publicité régulière ». Ce système, inspiré directement de l'article 3 de la loi du 23 mars 1855 en ce qui concerne les mutations immobilières, a l'avantage de permettre à la société d'exister juridiquement même si la publicité est entachée d'un vice. Les tiers intéressés pourront toujours prétendre qu'ils ignorent ce qui n'a pas été publié ou a été publié irrégulièrement, et nier les engagements qu'ils auront pris envers la société ; « quant aux associés, si le défaut de publicité leur cause un dommage ou leur fait courir un risque, ils pourront toujours affirmer que ce dommage ou ce risque constituent le *juste motif* dont parle l'article 1871 du Code Civil étendu par une jurisprudence constante aux sociétés par actions ; le juge appréciera arbitrairement si cette prétention est fondée et il prononcera la dissolution si les avantages de cette sanction l'emportent sur les inconvénients »⁽⁸⁾.

Les personnes pouvant soulever l'exception de la non-opposabilité aux tiers des faits non publiés devront avoir contracté avec la société. La question controversée⁽⁹⁾ de savoir si les créanciers personnels des associés pourront ou non invoquer à leur profit le vice dont est infectée la publicité est résolue d'elle-même : on ne peut, en effet, pas concevoir qu'un tiers prenne l'initiative des poursuites sauf s'il s'agit

de l'action paulienne, et fasse déclarer par le tribunal compétent que la réduction de capital de telle société lui est inopposable. Une telle constatation ne comportera plus aucune conséquence quant à la validité de la société et n'aura aucune influence sur la consistance du patrimoine de chacun des associés. L'action intentée par le tiers créancier personnel d'un associé n'aurait pas d'intérêt. Par contre, on ne peut pas refuser à un créancier personnel d'un associé le droit de soulever par voie d'exception la non-opposabilité ; mais le fait qu'il a été assigné par la société prouve qu'il est en rapports juridiques directs avec elle : sa situation de créancier personnel, si elle ne lui donne pas de droits spéciaux, ne doit pas non plus le mettre vis-à-vis de la société dans une situation inférieure à celle d'un tiers quelconque ⁽¹⁰⁾.

Une orientation nouvelle vient d'ailleurs d'être donnée à la question par le Gouvernement, qui, usant des pouvoirs exceptionnels que lui a donnés la loi du 8 juin 1935, a pris par décret en date du 30 octobre 1935 des mesures pour modifier la législation actuelle relative aux nullités des sociétés. Ce texte, qui ne doit entrer en vigueur qu'à une date encore indéterminée, est toutefois intéressant à étudier, en ce sens qu'il donne une idée assez exacte des dispositions actuelles du législateur.

Les quatre derniers paragraphes ajoutés à l'article 8 de la loi du 24 juillet 1867 par la loi du 1^{er} août 1893 seront remplacés par les dispositions suivantes :

« Si, pour couvrir la nullité, une assemblée générale devait être convoquée, l'action en nullité ne sera plus recevable à partir de la date de convocation régulière de cette assemblée.

« L'action en nullité de la société ou des actes et délibérations postérieurs à sa constitution est éteinte lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister, avant l'introduction de la demande ou, en tout cas, au jour où le tribunal statue sur le fond en première instance. Nonobstant la régularisation, les frais des actions en nullité intentées antérieurement seront à la charge des défendeurs.

« Le tribunal saisi d'une action en nullité pourra, même d'office, fixer un délai pour couvrir les nullités.

« L'action en responsabilité, pour les faits dont la nullité résultait,

cesse également d'être recevable lorsque la cause de la nullité a cessé d'exister, soit avant l'introduction de la demande, soit au jour où le tribunal statue sur le fond en première instance, soit dans le délai imparti pour couvrir la nullité et, en outre, que trois ans se sont écoulés depuis le jour où la nullité était encourue.

« Les actions en nullité ci-dessus visées sont prescrites par cinq ans. »

Ce texte ne fait que reprendre l'idée exprimée dans les projets Lesaché et Daladier, et que nous avons déjà signalée.

L'exposé des motifs indique que le législateur considère le système actuel des nullités comme « beaucoup trop rigide ». D'autre part, il ne lui paraît « pas possible de supprimer la sanction de la nullité et de la remplacer par celle de l'inopposabilité aux tiers, qui est adoptée par certaines législations étrangères ».

« L'obligation de publier certaines stipulations des actes de société deviendra rapidement lettre morte si elle n'est sanctionnée que par l'inopposabilité aux tiers, car, à l'égard de ces derniers, on ne voit pas comment cette sanction pourrait fonctionner dans nombre d'hypothèses. »

Le législateur a donc modifié hardiment le système des nullités. Mais sa hardiesse aboutit à vider complètement la loi de son contenu : la seule sanction est, à l'heure actuelle, le paiement, par la société qui se trouvait en défaut, des frais d'assignation en nullité et l'obligation de régulariser sa situation.

Aucune sanction pénale n'existe dans la plupart des cas. Le législateur semble donc aller nettement à l'encontre du but poursuivi. Il serait très regrettable que ce texte législatif soit mis en vigueur.

(1) Loi du 19 décembre 1907 sur les sociétés de capitalisation.

Loi du 3 juillet 1913 sur les sociétés d'épargne.

Loi du 26 mai 1921 sur les sociétés d'assurance à la nuptialité et à la natalité.

(2) J. HÉMARD, *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*.

(3) HOUPIN et BOSVIEUX, *Traité des sociétés*, II, p. 858, n° 1741.

(4) J. HÉMARD, *op. cit.*, n° 194.

(5) Page 965.

(6) Voir *Journal Officiel* du 22 mars 1935, réponse à la question écrite n° 12.116, posée par M. Schuman, député de la Moselle.

(7) Cf. projet de loi tendant à modifier et à compléter la loi de 1867 sur les sociétés, en ce qui concerne la responsabilité civile et pénale des administrateurs. *Journal Officiel*, Documents parlementaires, Chambre des députés, 1935, p. 87, annexe 4502 (séance du 18 janvier 1935).

(8) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1931, p. 81 ; voir également 1928, p. 232 ; 1929, p. 110.

(9) *Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1931, p. 82 et 83, et les références.

(10) Voir surtout DELOISON, Paris, 1882, n^{os} 47, 51, 61 et 81 ; VAVASSEUR, *Revue des Sociétés*, juin 1883, p. 355 ; Proposition de loi déposée le 7 mars 1883 à la Chambre des représentants de Belgique, par MM. Pirmez, de Lantsheere et Guillery.

CONCLUSION

Le système de publicité légale que nous venons de décrire à grands traits peut paraître, à première vue, assez compliqué, en raison du grand nombre de moyens mis en œuvre.

Il prévoit une publicité faite par des indications portées sur le bulletin de souscription ou les titres émis par la société, par des renseignements fournis au siège social de la société et par la création et l'organisation d'un office central des sociétés dont le rôle est assez complexe.

Malgré cette apparence de complexité, il est infiniment plus simple que le système français contemporain, sans pourtant enlever en aucune manière aux intéressés les commodités qu'ils ont à l'heure actuelle. Il a surtout l'avantage de décharger les administrateurs de sociétés d'un nombre considérable de formalités : il est mieux en harmonie avec les habitudes commerciales actuelles.

Nous avons vu le nombre considérable de dépôts qu'il est nécessaire de faire en France, dans le cas, par exemple, d'une société à succursales multiples.

Nous avons vu également les avantages que présentent diverses législations étrangères sur l'état de choses actuel.

En Angleterre, les lois de 1928 et 1929 ont mis au point l'organisation d'un centre de documentation, extrêmement bien organisé et dont l'utilité est incontestable.

L'Allemagne bénéficie depuis 35 ans d'une institution, le registre de commerce, dont le fonctionnement est extrêmement simple, mais très étudié.

L'Italie a vu naître depuis une dizaine d'années des projets de lois extrêmement intéressants.

Malgré tout, les textes élaborés à l'étranger ne peuvent pas être appliqués en France sans subir des retouches sérieuses.

L'organisation de la publicité légale en Angleterre suppose que le peuple britannique a bénéficié d'une éducation économique assez poussée, qu'il est à même de juger en connaissance de cause de tous les problèmes qui se posent à l'occasion de la constitution et du fonctionnement d'une société.

La publicité légale telle qu'elle est prévue par la loi anglaise est destinée à une population qui a un sens inné du commerce.

Les règles édictées par la législation allemande sont extrêmement simples. Ceci est dû à ce fait que, dans le domaine que nous avons étudié comme dans la plupart des autres domaines, est appliqué le principe de l'examen préalable : tout renseignement fourni par un organisme d'Etat — et c'est le cas des indications figurant au registre de commerce — est considéré comme engageant en quelque sorte la responsabilité de l'administration ; rien ne doit donc être affirmé par l'administration avant qu'elle n'en ait elle-même vérifié l'exactitude.

En Italie, l'organisation sur des bases entièrement nouvelles de la publicité légale n'est qu'à l'état de projet. Intéressants à consulter, ces documents le sont certainement. Mais il est difficile de se faire une opinion sur une institution dont la mise en œuvre n'est même pas décidée.

Les projets Vivante et d'Amelio méritent donc, en raison du soin avec lequel ils sont établis, d'être examinés de près. Mais les enseignements tirés de cette étude ne seront que théoriques ; ils auront la même valeur que l'examen que l'on peut faire des projets actuellement en instance devant le Parlement français.

Tout en nous inspirant donc de ces projets, comme aussi de certains plus anciens, tel celui établi par Nyssens pour le Luxembourg, c'est donc plutôt en partant de l'expérience acquise à l'étranger que nous avons essayé de construire un système dont l'application nous semble possible en France.

Étudié dans un but pratique, il déchargerait en grande partie les administrateurs de sociétés des obligations qui leur incombent actuel-

lement. Malgré cela, les mesures prises en faveur des tiers seraient beaucoup plus efficaces : actionnaires, obligataires, porteurs de parts seraient mieux renseignés.

Un certain nombre d'indications devront figurer sur le bulletin de souscription, qui devra être signé, sous peine de nullité. Ces indications constituent un minimum de choses que doivent connaître les souscripteurs.

Les possesseurs de titres d'une société trouveront, portées sur le titre lui-même, les indications utiles à l'exercice de leurs droits. Les renseignements sujets à de continuels changements, ou qui nécessitent une place trop importante sur le titre lui-même, seront donnés au siège social de la société en tout temps.

La clef de voûte du système est toutefois la création d'un office central des sociétés, qui réunira une abondante documentation sur toutes les sociétés ayant en France leur siège social, un établissement ou une activité financière.

Les tiers, qui n'ont pas la faculté de recueillir des renseignements au siège de la société, recevront par les soins de l'office central toutes les indications pouvant leur être utiles. Cette institution unique pour toute la France jouera le rôle que les lois de 1867 et de 1919 font actuellement jouer à tous les greffiers des tribunaux de commerce. Il suffira, pour effectuer toute la publicité légale, que les administrateurs de sociétés envoient à l'office central une copie certifiée conforme des documents à publier.

L'office central se chargera d'opérer la publicité par voie de la presse et de donner les renseignements écrits qui lui seront demandés. Les renseignements oraux ne pourront plus être obtenus que dans des cas particuliers.

Un seul journal d'annonces légales existera pour toute la France. Il contiendra des tables de matières, vendues séparément et dont le rôle sera à la fois de faciliter les recherches et d'éveiller l'attention des lecteurs sur les modifications survenues dans les sociétés qui les intéressent. La collection complète du journal pourra être consultée à tous les greffes des tribunaux.

Les renseignements publiés seront pour chaque société résumés sur une fiche imprimée et régulièrement tenue à jour, les modifications

de détail pouvant, dans une certaine mesure, être portées sur un papillon annexe. Ces fiches de renseignements seront délivrées par l'office central pour un prix qui ne dépassera pas le prix actuel des copies d'immatriculations au registre du commerce.

Ce système aurait sur l'état de choses actuel un certain nombre d'avantages : la publicité légale serait, à tous les points de vue, centralisée. Ce qui n'était pas possible en 1867 l'est devenu de nos jours par suite du développement des moyens de communication.

La présence du notaire, dont le rôle est pratiquement si effacé à l'heure actuelle, serait rendue inutile : le certificat de versements délivré par le banquier lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société, sera remis à l'office central au lieu de l'être au notaire. Le rôle que joue actuellement ce dernier en tant que conseiller des sociétés pour leur publicité légale n'aura plus de raison d'être, par suite de la simplification des formalités et de la suppression de la sanction exorbitante de la nullité.

Les multiples papiers que la société est actuellement obligée de fournir en de nombreuses occasions se réduiront à la communication d'une simple fiche délivrée par l'office central : il sera dorénavant inutile de présenter à la Caisse des Dépôts et Consignations pour retirer la plus petite somme, aux chèques postaux pour se faire ouvrir un compte courant ou aux administrateurs pour être admis à prendre part à une adjudication, le journal d'annonces légales relatif à la constitution de la société, et tous ceux contenant des modifications, timbrés et enregistrés, avec la signature de l'imprimeur légalisée, ou bien des extraits sur papier timbré des procès-verbaux des assemblées générales contenant nomination des administrateurs, etc...

Il est absolument nécessaire de pouvoir se procurer à peu de frais un document officiel par lequel on puisse justifier de l'existence et des conditions de fonctionnement de la société. Il faut donner aux administrateurs d'une société, constituée il y a trente ou cinquante ans, la possibilité de prouver que la société a été régulièrement constituée, et cela à l'aide d'un autre moyen que le procédé empirique auquel ont actuellement recours ceux qui, lors de chaque insertion dans un journal d'annonces légales, n'ont pas pris soin d'acheter d'avance plusieurs centaines d'exemplaires du journal : ils sont obligés de déposer

chez un notaire le dernier exemplaire du journal encore en leur possession, celui enregistré conformément à la loi, dans les trois mois de sa date et de se faire délivrer des copies certifiées conformes. Les frais sont souvent hors de proportion avec le motif pour lequel ils doivent produire cette justification. Dans tous les cas, ils constituent une dépense inutile, qu'il faut réduire autant que possible.

Vu.

Nancy, le 6 novembre 1935.

Le Président de la Thèse :

P. LESCOT

Vu.

Nancy, le 7 novembre 1935.

Pour le Doyen,

L'Assesseur :

L. BROCARD

Vu et permis d'imprimer.

Nancy, le 8 novembre 1935.

Le Recteur de l'Académie,

Président du Conseil de l'Université :

BRUNTZ

BIBLIOGRAPHIE

- Codice di Commercio* : volume I, *Progetto* (désigné sous le nom de Projet d'AMELIO), 1925 ; volume II : *Relazione sul Progetto*, réimpression 1927.
— Roma, Provvediterato generale dello stato libreria.
- L. BOLAFFIO : *La legislazione commerciale italiana*, 5^e édit. Turin, 1930.
- BOLAFFIO et VIVANTE : *Il codice di commercio commentato*. Turin, 1922-1925.
- CAMERA DI COMMERCIO E INDUSTRIA DI COMO. Alcune osservazioni sul progetto preliminare per il nuovo codice di commercio. Come, 1923.
- HENRY W. CAMERLYNCK : *La loi anglaise de 1929 sur les sociétés par actions*. Thèse, Paris, 1930.
- CHARPENTIER et HAMELIN : *Traité pratique des bilans et inventaires*. Paris, 1933.
- COMPANY LAW AMENDMENT COMMITTEE, 1925-1926. Report London (His Majesty's stationary Office).
- Ministero dell' economia nazionale Atti del CONSIGLIO SUPERIORE DELL' ECONOMIA NAZIONALE : Voti e Osservazioni sul Progetto del nuovo Codice di Commercio. Rome, 1926.
- JEAN CORBIAU : *Des sociétés commerciales*. Avant-projet de loi élaboré pour le Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg, 1905.
- COPPER-ROYER : *Traité théorique et pratique des sociétés commerciales*. Trois volumes. Paris, 1925.
- COSACK : *Lehrbuch des Handelsrechts*, 12^e édit. Stuttgart, 1930.
- DURINGER-HACHENBURG : *Das Handelsgesetzbuch vom 10. Mai 1897 (unter Ausschluss des Seerechts)*, 2 vol., 3^e édit. Mannheim, 1930.
- ENDE (PIERRE) : *Le registre du commerce français et le registre du commerce allemand*. Thèse, Lille, 1922.
- FLECHTHEIM, WOLFF, SCHMULEWITZ : *Die Satzungen der deutschen Aktiengesellschaften. Ergänzungsband zur Erläuterung des Handelsgesetzbuchs von Düringer-Hachenburg*. Mannheim, 1929.
- FRÉDÉRICQ : *Principes de Droit commercial belge*. Gand, 1928-1930.

- P.-J. FROMHOLD : *Les problèmes posés en Allemagne par les perturbations d'après-guerre dans le domaine des sociétés par actions, et le projet de loi de 1930*. Thèse, Paris, 1931.
- EMILE GAILLARD : *La société anonyme de demain. La théorie institutionnelle et le fonctionnement de la société anonyme*. Paris, 1932.
- GOLDSCHMIT (Justizrat Dr Friedrich) : *Handelsgesetzbuch*. Munich, 1929.
- HÉMARD JOSEPH : *Théorie et pratique des nullités de sociétés et des sociétés de fait*. Etude de jurisprudence et de droit comparé, 1926.
- Dr WALTER HALLSTEIN : *Die Aktienrechte der Gegenwart. Gesetze und Entwürfe in rechtsvergleichender Darstellung herausgegeben vom Reichsjustizministerium und vom Institut für ausländisches und internationales Privatrecht*. Berlin, 1931.
- HEMMANT : *The Companies Act 1929*, 9^e édit. Londres, 1930.
- HOUPIN et BOSVIEUX : *Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations*. 3 vol., 6^e édit. Paris, 1929.
- Verhandlungen des 88. Deutschen JURISTENTAGS (Heidelberg, 1924), 1 vol. Berlin, 1925. — Rapports de MM. FLECHTHEIM (p. 386) et HACHENBURG (p. 407).
- Verhandlungen des 34. JURISTENTAGS (Köln, 1926), 2 vol. Berlin, 1926-1927. — Rapports de MM. J. LEHMANN (I, 258), Justizrat Dr PINNER (II, 615), SOLMSEN (II, 678), HEYMANN (II, 742).
- Bericht der durch den 34. JURISTENTAG zur Prüfung einer Reform des Aktienrechts eingesetzten KOMMISSION. Mannheim, 1928.
- LEHMANN : *Das Recht der Aktiengesellschaften*. 2 vol. Berlin, 1898-1904.
- LUDEWIG : *Hauptprobleme der Reform des Aktienrechts*. Marburg, 1929.
- LYON-CAEN et RENAULT : *Traité de droit commercial*. 7 vol. 4^e et 5^e édit. Paris, 1921-1925.
- H. MAZEAUD et L. MAZEAUD : *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile, délictuelle et contractuelle*, 2^e édition, Paris, 1934.
- MOSSE-HEYMAN : *Handelsgesetzbuch* (ohne Seerecht). 17^e édit. Berlin, 1926.
- NANTAS : *De la publication des actes des sociétés commerciales*. Thèse, Lyon, 1909.
- NYSENS (ALBERT) : *Avant-projet de loi sur les sociétés commerciales*, rédigé à la demande du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg, 1884.
- PALMER'S Company Law, 14^e édit. Londres, 1930.
- PERCEROU (ANDRÉ) : *Lois actuelles et projets récents en matière de sociétés par actions*. Thèse, Paris, 1932.
- RESTEAU : *Les sociétés anonymes devant les lois belges*. 4 vol. Bruxelles, 1913.

- RHEINSTRÖM (D^r HEINRICH) : *Das neue Aktienrecht* : Handkommentar zum ersten Teil der Verordnung des Reichspräsidenten vom 19. September 1931. Munich-Leipzig, 1932.
- ROCCO : *Principi di Diritto Commerciale*, 1928.
- STAUB, KONIGE, PINNER, BONDI : *Kommentar zum Handelsgesetzbuch*, 13^e édit. Leipzig, 1932.
- SIVILLE : *Traité des sociétés anonymes belges*, 1898.
- SMITH'S Mercantile Law, 13^e édit., par H.-C. GUTTERIDGE K. C. Londres, 1931. (Citée sous la référence Smith et Gutteridge).
- STIEBEL : *Company Law and Precedents* (2 vol.), 3^e édit. Londres, 1929.
- J. TCHERNOFF : *Traité de droit pénal financier*. Paris, 1931.
- THALLER : *Traité élémentaire de droit commercial*. Paris, 1925.
- TURMER : *The Companies Act 1929*. Londres, 1930.
- VIVANTE (CAESARE) : *Trattato di diritto commerciale*, t. II : *Le società commerciali*, 5^e édit. Milan, 1923.
- Progetto preliminare per il nuovo Codice di Commercio*. Ulrico Hoepli. Milano, 1922 (désigné sous le nom de Projet VIVANTE).
- WAHL : *Précis théorique et pratique de droit commercial*, 7^e édit. Paris, 1925.
- WAUWERMANS (PAUL) : *Manuel pratique des sociétés anonymes*. Bruxelles, 1933.
- WELTER : *Erneuerung des Aktienrechts*. Francfort, 1929.
- WELTER : *Der Aktienrechts entwurf*. Francfort, 1930.
- WIELAND : *Handelsrecht*. Leipzig, 1931.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : L'évolution de la publicité légale.

PREMIERE PARTIE

LA PUBLICITÉ LÉGALE DANS DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES

INTRODUCTION : Les enseignements du Droit comparé.

PREMIER CHAPITRE : FRANCE.

1° La législation contemporaine ; les trois lois fondamentales : 24 juillet 1867, 30 janvier 1907 et 18 mars 1919.

2° Les critiques du système actuel :

- A) La décentralisation est exagérée.
- B) La publicité par le moyen de journaux d'annonces légales est incohérente.
- C) La publicité n'est pas assez large.
- D) L'organisation du registre du commerce exige des aménagements.

3° Les projets visant l'ensemble du sujet :

- A) Le projet établi par la Société d'études législatives en 1931.
- B) La proposition de loi de M. Lesaché et de quelques-uns de ses collègues.
- C) Le projet Daladier.

DEUXIÈME CHAPITRE : ANGLETERRE.

Historique de la législation.

Companies Act 1929.

- A) Mesures de publicité légale, corrélatives à la constitution des *public* et des *private companies* :
 - a) Dépôt des statuts (*memorandum of Association, Articles of Association*).
 - b) Dépôt du prospectus ou du *statement in lieu of prospectus*.
 - c) Autres dépôts à effectuer auprès du *registrar*.

B) Mesures de publicité légale corrélatives au fonctionnement des *public* et des *private companies* :

a) Publicité du fonctionnement proprement dit.

Publicité en cas de fonctionnement normal.

Les débats de l'assemblée générale des actionnaires.

Les documents soumis à l'assemblée générale.

Enquête du *Board of Trade*.

La publicité entourant les modifications dans les éléments constitutifs de la société :

— en ce qui concerne les administrations,

— en ce qui concerne les membres du groupement,

— en ce qui concerne le capital social.

b) Publicité des modifications d'ordre statutaire.

Modifications opérées sans formalités.

Modifications soumises à homologation de justice.

C) Mesures de publicité corrélatives à la liquidation.

Liquidation judiciaire (*Winding up by the Court*).

Liquidation sous la surveillance judiciaire (*Winding up under supervision of the Court*).

Liquidation volontaire.

TROISIÈME CHAPITRE : ALLEMAGNE.

A) Le *Handelsgesetzbuch* et ses modifications ultérieures.

Le journal d'annonces légales (*Reichsanzeiger*).

Le registre de commerce.

Les énonciations du registre de commerce.

Les titres à déposer à l'appui de la demande d'inscription.

Le registre de commerce créateur de droits.

Les stipulations de l'ordonnance de 1931.

Renforcement des droits du conseil de surveillance.

Renforcement de la publicité en cas de perte de plus de la moitié du capital social.

Réglementation des bilans.

B) Le projet de 1931.

QUATRIÈME CHAPITRE : ITALIE.

Historique de la législation.

1° Les dispositions du Code de 1882 et des décrets-lois.

A) Publicité des opérations de constitution.

a) Le programme.

b) L'acte constitutif.

I. Sociétés de capitaux.

II. Sociétés de personnes.

Publicité par affichage et par insertion au Bulletin officiel des sociétés par actions.

- B) Publicité du fonctionnement de la société.
 - a) Publicité du fonctionnement proprement dit :
 - I. Convocation des assemblées générales.
 - II. Examen par l'assemblée du bilan et du rapport des *sindaci*.
 - III. Le contrôle du pouvoir judiciaire.
 - b) Les modifications dans les éléments constitutifs (administrateurs, actionnaires).
 - c) Les modifications d'ordre constitutionnel (statuts).
- C) Liquidation et fusion de la société.

2° La publicité des sociétés dans les projets Vivante et d'Amelio.

- A) La publicité de la constitution :
 - a) Le programme.
 - b) L'acte constitutif.
 - I. Société de capitaux.
 - II. Société de personnes.
- B) La publicité du fonctionnement :
 - a) La publicité du fonctionnement proprement dit.
 - b) Les modifications dans les éléments constitutifs.
 - c) Les modifications d'ordre constitutionnel.
- C) Liquidation et fusion de la société.

CINQUIÈME CHAPITRE : BELGIQUE.

- 1° Publicité de la constitution.
 - A) Publicité par dépôt et publication.
 - B) Registre du commerce.
 - C) Publicité entourant la constitution et l'augmentation du capital social.
- 2° Publicité du fonctionnement.
 - A) Publicité du fonctionnement proprement dit :
 - a) Publicité de la personnalité de la société.
 - b) Publicité de la gestion normale.
 - c) Publicité des modifications dans les éléments constitutifs.
 - B) Publicité des modifications d'ordre constitutionnel.
- 3° Publicité de la liquidation.

SIXIÈME CHAPITRE : GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG.

- 1° Le projet Nyssens.
 - Idées directrices.
 - Principes.

Un unique journal d'annonces légales, registre de commerce et éventuellement dépôt aux greffes.

La constitution des sociétés de personnes et des sociétés de capitaux.

Le fonctionnement : personnalité et gestion, modifications statutaires et non-statutaires.

La dissolution et la liquidation.

2° La loi de 1915 en ce qu'elle se différencie du système belge..

3° La loi de 1930.

DEUXIEME PARTIE

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA PUBLICITÉ LÉGALE

INTRODUCTION.

PREMIER CHAPITRE : La publicité légale opérée au moyen des indications portées sur le bulletin de souscription ou les titres émis par la société.

Le rôle joué par le prospectus lors de l'émission de titres.

Prospectus et bulletin de souscription.

Le contenu du bulletin de souscription.

Mesures à prendre pour éviter les fraudes.

Publicité financière.

Démarchage.

Emission de titres par l'intermédiaire de tiers.

Les sanctions.

Les indications devant figurer sur les titres des sociétés.

DEUXIÈME CHAPITRE : La publicité opérée au siège social de la société.

Les principes généraux.

Enseigne portant des indications permettant une identification complète.

Documents mis à la disposition des actionnaires ou des tiers.

Documents faisant l'objet d'une publicité permanente :

— Registre contenant le nom des propriétaires de titres nominatifs.

— Feuille de présence de la dernière assemblée générale.

Documents faisant l'objet d'une publicité occasionnelle :

— Texte de la convocation à l'assemblée générale.

— Rapport des commissaires.

— Texte des modifications à apporter aux statuts.

Le bilan :

— Contenu matériel du bilan (Actif, Passif).

— La publicité du bilan.

TROISIÈME CHAPITRE : La création et l'organisation d'un Office Central des Sociétés.

Le bulletin d'annonces légales.

- 1° L'évolution de l'idée.
- 2° L'Office Central et les autres institutions centralisatrices de la publicité légale.
- 3° L'organisation de l'Office Central.
- 4° Le rôle de l'Office Central. La nature des renseignements donnés.
Pièces à déposer.
 - A) Constitution de la société :
 - a) Les statuts.
 - b) Certificat constatant la souscription intégrale.
 - B) Fonctionnement :

Renseignements sur les administrateurs.
Indications relatives aux succursales de la société.
Indications relatives aux brevets d'invention possédés ou exploités, aux marques de fabrique.
La question de la publicité des autorisations administratives.
Déclaration des modifications aux actes publiés.
 - C) Liquidation.
- 5° Comment seront donnés les renseignements : le bulletin d'annonces légales — les fiches.

QUATRIÈME CHAPITRE : Les sanctions en cas d'inobservation des prescriptions concernant la publicité légale.

La diversité des sanctions dans la législation française contemporaine.
Les inconvénients du système trop rigide de la nullité.
La théorie des sociétés de fait.
Les réformes.

CONCLUSION



